

**Vous voyez
des résultats
impressionnants.**



**Nous voyons
un engagement
inébranlable.**



2020 en un coup d'œil



Carton-caisse

Un leader canadien

6^e producteur en Amérique du Nord



Produits spécialisés

Un leader nord-américain dans l'emballage industriel et alimentaire

Un leader nord-américain dans la production de carton nid d'abeilles



Récupération

Un leader dans la récupération de fibres recyclables au Canada



Papiers tissu

Un leader dans la production de papiers tissu au Canada

4^e producteur en Amérique du Nord



Carton plat Europe¹

2^e producteur de carton plat couché recyclé en Europe



1,3³

Taux OSHA



3,4 M

de tonnes courtes de fibres recyclées sont utilisées par nos moulins à papier nord-américains et européens



82 %

des fibres utilisées pour fabriquer nos produits en Amérique du Nord et en Europe sont recyclées



80 %

des résidus de fabrication de nos usines sont valorisés



15 %⁴

de réduction de notre consommation d'énergie depuis 2010



51 %⁵

de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre depuis 1990



22 %⁴

de réduction de notre consommation d'eau depuis 2010

244 M\$

d'investissements en immobilisations, excluant les actifs au titre du droit d'utilisation

5 157 M\$

Ventes

665 M\$

BEAA²

675 M\$

BEAA ajusté²

17^e rang

au palmarès des 100 entreprises les plus responsables au monde selon Corporate Knights



Entreprises les plus responsables dans le monde

2020 GLOBAL100

10^e année consécutive

l'entreprise et la marque la plus responsable aux yeux des Québécois selon le Baromètre de la consommation responsable



Observatoire de la Consommation Responsable
ESG UQAM

16^e rang

au palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada selon Corporate Knights



LES 50
MEILLEURES
ENTREPRISES
RESPONSABLES

Palmarès des 100 meilleurs employeurs au Canada

selon Mediacorp Canada inc.



1 Avec notre participation de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (en date du 31 décembre 2020), une société publique italienne.

2 Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

3 Taux de fréquence OSHA : nombre d'accidents avec perte de temps ou assignations temporaires ou traitements médicaux X 200 000 heures/heures travaillées.

4 Intensité : eau (mètres cubes d'eau/tonne métrique de produits vendables); énergie (gigajoules d'énergie achetée/tonne métrique de produits vendables).

5 Intensité. Émissions directes. Données préliminaires.

Aperçu financier

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020	2019 ¹	2018
TEL QUE DIVULGUÉ			
Ventes	5 157	4 996	4 649
Bénéfice d'exploitation	366	261	228
en % des ventes	7,1 %	5,2 %	4,9 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) ²	665	550	472
en % des ventes	12,9 %	11,0 %	10,2 %
Bénéfice net	198	72	57
par action (en dollars)	2,04 \$	0,77 \$	0,60 \$
Dividende par action (en dollars)	0,32 \$	0,24 \$	0,16 \$
AJUSTÉ²			
Bénéfice d'exploitation	376	315	245
en % des ventes	7,3 %	6,3 %	5,3 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA) ²	675	604	489
en % des ventes	13,1 %	12,1 %	10,5 %
Bénéfice net	187	96	79
par action (en dollars)	1,95 \$	1,02 \$	0,83 \$
Rendement sur les actifs ^{2, 3}	13,1 %	12,0 %	10,6 %
Rendement sur le capital utilisé ^{2, 4}	6,2 %	5,4 %	4,6 %
SITUATION FINANCIÈRE (AU 31 DÉCEMBRE)			
Actif total	5 412	5 188	4 948
Capital utilisé ⁴	4 313	4 206	3 881
Dette nette ²	1 679	1 963	1 769
Dette nette/BEAA ajusté ²	2,5x	3,25x	3,5x
Capitaux propres des actionnaires	1 753	1 492	1 506
par action (en dollars)	17,14 \$	15,83 \$	15,99 \$
Fonds de roulement sur les ventes ⁷	9,6 %	10,1 %	10,6 %
INDICATEURS CLÉS			
Expéditions totales (en '000 de t.c.) ⁵	3 494	3 366	3 225
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication ⁶	93 %	92 %	93 %
\$ US/\$ CAN - Taux moyen	0,75 \$	0,75 \$	0,77 \$

1 Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

2 Voir la section « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.

3 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA ajusté des douze derniers mois (DDM) / actifs moyens trimestriels totaux des DDM moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

4 Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôt du bénéfice d'exploitation ajusté des DDM ainsi que notre part des résultats des principales coentreprises, divisés par la moyenne trimestrielle des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs totaux moyens moins les comptes créditeurs et charges à payer et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

5 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

6 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

7 Le fonds de roulement se définit comme étant les comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) plus les stocks moins les comptes créditeurs et charges à payer. En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM / ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises sont, respectivement, incluses ou exclues.

Faits saillants financiers

Symbole : CAS

(À LA BOURSE DE TORONTO)

Indices S&P/TSX

- COMPOSÉ
- PETITE CAPITALISATION
- DIVIDENDES
- ÉNERGIES RENOUVELABLES ET TECHNOLOGIES PROPRES

102,3 millions

Actions ordinaires
en circulation
au 31 décembre 2020

133,7 millions

Volume total d'actions
ordinaires transigées
en 2020

0,08 \$

Dividende trimestriel
par action
en 2020

2,2%

Rendement
du dividende annuel
au 31 décembre 2020

17,62 \$

Haut intrajournalier
en 2020

9,94 \$

Bas intrajournalier
en 2020

1,49 \$ milliards

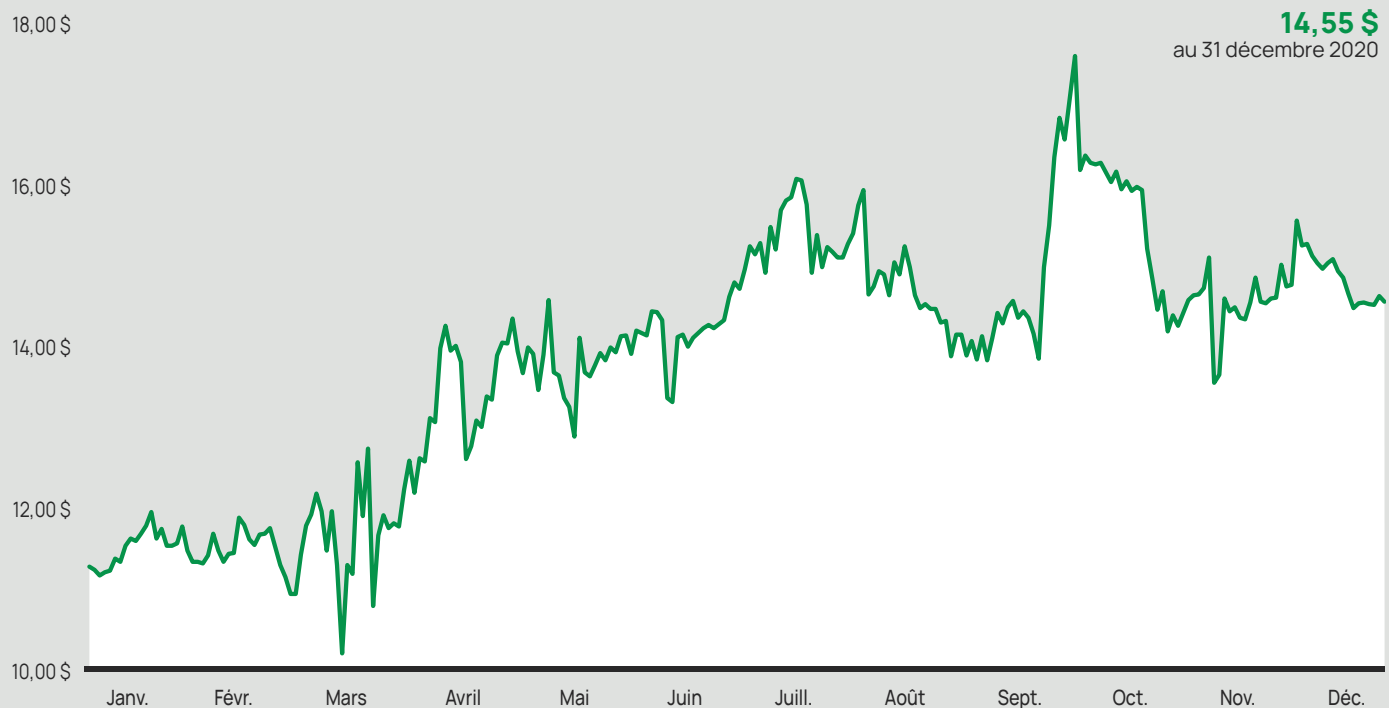
Capitalisation
boursière
au 31 décembre 2020

Moody's: Ba2 (stable)

S&P: BB- (stable)

Cotes de crédit de la Société
au 31 décembre 2020

Évolution du prix de l'action de Cascades pour l'année 2020



— CAS-TSX – Prix de clôture (\$)

Table des matières

- 04** **Message du président exécutif
du conseil d'administration :**
Alain Lemaire
Une véritable collaboration
- 06** **Message du président et chef
de la direction : Mario Plourde**
Une impressionnante détermination
- 10** **Nos valeurs,
source d'engagement**
- 13** **Information financière**
Analyse de la direction, rapport de
la direction, rapport de l'auditeur
indépendant et états financiers
consolidés
- 130** **Matières premières et
ventilation de nos résultats**
- 132** **Cascades à travers
le monde**

Cascadeuses et Cascadeurs en page couverture :

Jessica Carbonneau, directrice de production

Parfait Mutwarangabo, agent de prévention

Van-An Dang Vu, coordonnatrice, amélioration
continue et qualité

Stéphane Couture, soudeur

La notice annuelle 2020 de Cascades inc. sera disponible à compter du 30 mars 2021 et il suffira d'en faire la demande au siège social de la Société.

Le document sera aussi accessible dans le site Web de l'entreprise (www.cascades.com) et sera déposé dans le site SEDAR (www.sedar.com) à compter de ce jour.

The English version of this annual report is available upon request at the head office of the Corporation:

*Corporate Secretary
Cascades Inc.
404 Marie-Victorin Blvd.
Kingsey Falls, Québec
J0A 1B0 Canada*

Agent de transfert et registraire

Computershare
Services aux actionnaires
1500, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8 Canada

Tél. : 514 982-7555
Sans frais (Canada) : 1 800 564-6253
Télééc. : 514 982-7635
service@computershare.com

Siège social

Cascades inc.
404, boulevard Marie-Victorin
Kingsey Falls (Québec) J0A 1B0 Canada

Téléphone : 819 363-5100
Télécopieur : 819 363-5155

Relations avec les investisseurs

Direction des relations
avec les investisseurs
Cascades inc.
772, rue Sherbrooke Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H3A 1G1 Canada

Jennifer Aitken, MBA
Directrice, relations avec les investisseurs
investisseur@cascades.com
Téléphone : 514 282-2697
www.cascades.com/investisseurs

Alain Lemaire

Président exécutif du
conseil d'administration



Une véritable collaboration

Chers actionnaires, chères actionnaires,

L'année 2020 a été exceptionnelle à plusieurs égards et restera à jamais gravée dans notre mémoire collective en raison du bilan humain tragique et de la contraction économique mondiale provoqués par la pandémie de COVID-19. Cascades est fière de faire partie des entreprises qui ont pu fournir des produits et services essentiels en cette période de grande crise. Nous avons accompli cette mission de manière professionnelle, efficace et responsable tout au long de l'année.

En période de turbulence et de grande incertitude, plus que jamais, le rôle et la responsabilité des membres du conseil d'administration de Cascades sont d'être impliqués activement auprès de la haute direction. Dans la dernière année, cet engagement s'est traduit par des mises à jour régulières et des évaluations rigoureuses des plans d'action de l'entreprise en ce qui concerne la COVID-19, y compris les mesures prises pour assurer la continuité de la production, garantir l'intégrité et la gestion de la chaîne d'approvisionnement et fournir aux employés des protocoles de santé complets sur les lieux de travail, ainsi qu'un soutien personnel en cas de besoin. La communication et la coordination proactives avec les clients sont aussi devenues des priorités afin de s'assurer que leurs besoins en matière de demandes dynamiques soient satisfaits.

L'implication du conseil d'administration ne se limite pas à ajouter un niveau supplémentaire de vigilance opérationnelle et financière en période d'instabilité. Elle implique également la surveillance complète et continue d'une multitude de pratiques et de risques commerciaux, qu'ils soient environnementaux, sociaux ou liés à la gouvernance. D'abord, le développement durable est ancré dans les pratiques internes et commerciales de l'entreprise depuis des décennies. En preuve de cet engagement, l'entreprise a reçu la note A selon la plus récente analyse MSCI ESG. Elle s'est aussi classée au 17^e rang parmi les 100 entreprises les plus responsables au monde, ce qui la place au premier rang de son secteur d'activité dans le palmarès annuel de Corporate Knights de 2020 portant sur une analyse de 8 080 organisations dans le monde. Sur le plan social, Cascades a depuis longtemps mis en place un plan de partage des profits pour les employés. L'entreprise est fière de soutenir les employés dans leurs objectifs professionnels et a mis en œuvre une approche d'amélioration continue en matière de formation, de santé et de sécurité au travail. La diversité représente également un enjeu social prioritaire auquel la direction et le conseil d'administration sont dévoués. Actuellement, 6 des 13 membres du conseil d'administration de Cascades sont des femmes. Cette représentation passera à 6 sur 12, à la suite du départ à la retraite prévu d'un membre du conseil en 2021. Nous avons aussi mis en place des pratiques visant à accorder la priorité à la diversité et l'inclusion dans l'ensemble de l'entreprise.

En jetant un regard rétrospectif sur une année 2020 turbulente, nous constatons que Cascades a démontré la résilience de ses plateformes opérationnelles pendant une période de grande

incertitude perturbée par de nombreux obstacles. Les événements de la dernière année nous rappellent que des entreprises comme Cascades ont un rôle important à jouer dans la société parce qu'elles font partie des nombreux acteurs qui peuvent influencer leur entourage de façon positive en travaillant avec leurs parties prenantes. Cette responsabilité sociale a toujours été au centre des activités et prises de décisions de Cascades, et elle continuera résolument de l'assumer.

Je m'en voudrais de ne pas profiter de cette occasion pour remercier M. Louis Garneau, qui se retire du conseil d'administration après 25 ans de loyaux services. Lorsque Louis s'est joint à notre conseil, il a apporté avec lui l'énergie et l'esprit d'innovation d'un jeune entrepreneur dynamique et d'un ancien athlète olympique de classe mondiale. Tout au long de ses années en tant qu'administrateur, Louis nous a continuellement mis au défi de chercher à améliorer la commercialisation de nos produits par l'innovation et la pensée créative, contribuant ainsi, à sa manière, à faire de Cascades une meilleure entreprise.

En mon nom personnel et au nom du conseil d'administration, nous nous joignons à l'équipe de direction de Cascades pour remercier chaque employé pour son engagement constant, sa flexibilité et son dévouement en ces temps difficiles. Dans le même esprit, merci à nos actionnaires et à nos partenaires d'affaires pour votre confiance et votre soutien continus. Nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos proches, la santé et le meilleur pour l'année à venir.

Mario Plourde

Président et chef
de la direction

Mario Plourde



Une impressionnante détermination

Chers actionnaires, chères actionnaires,

Les personnes, les produits, notre mission et notre vision sont la raison d'être de Cascades depuis plus de 55 ans. Ils ont joué un rôle essentiel dans notre culture, nos valeurs intrinsèques et nos réalisations au fil des décennies. Notre engagement à l'égard de ces éléments clés a été crucial en 2020, car nos employés, nos clients et nos fournisseurs, ainsi que les collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités, ont fait face aux diverses conséquences humaines et économiques de la pandémie de COVID-19.

Les personnes sont au cœur de ce que nous faisons, de la façon dont nous le faisons et des raisons pour lesquelles nous le faisons. La crise de santé publique de la dernière année a mis en évidence la valeur de la collaboration, en plus de montrer les avantages importants et indispensables que peuvent procurer les efforts collectifs. Cascades est fière d'avoir renforcé ses nombreux partenariats en 2020 en travaillant en étroite collaboration avec ses clients pour répondre à leurs besoins quotidiens en constante évolution, en appuyant ses fournisseurs et les communautés, en maintenant des voies de communication ouvertes avec ses employés, puis en leur offrant de l'aide et des conseils, au besoin. Dans les circonstances difficiles de la dernière année, nous avons été inspirés par le dévouement et la résilience inébranlables de nos employés.

Leur adaptabilité et leur travail d'équipe ont révélé une formidable détermination. Ils sont allés au-delà de ce qu'il fallait au moment le plus opportun et ont fait en sorte que nos clients continuent de recevoir nos produits de qualité et notre soutien constant dans un contexte de grande incertitude.

Nos solutions offrent à nos clients les produits quotidiens essentiels dont ils ont besoin. En tant que producteur de solutions innovantes et écologiques en matière de papiers tissu et d'emballages, nous jouons un rôle primordial dans la vie quotidienne des entreprises, des familles et des gens. L'importance de ce rôle a été accrue en 2020, car les craintes liées à la pandémie ont entraîné une demande encore plus grande à l'égard de nos produits essentiels. Grâce aux investissements importants réalisés dans nos plateformes, nos équipements et notre technologie au cours des dernières années, nous avons été bien préparés à répondre aux besoins changeants de nos clients tout au long de l'année. En plus de renforcer la résilience de nos activités et la qualité de nos produits, nos investissements stratégiques ont permis à Cascades d'être un partenaire fiable et indispensable pour nos clients, non seulement pendant les périodes de grands besoins, mais aussi dans la vie de tous les jours.

Notre raison d'être définit nos actions quotidiennes.

Cascades s'efforce de révéler le plein potentiel de la matière, des gens et des idées à travers ses actions et ses activités quotidiennes. À cet égard, notre objectif est d'offrir aux entreprises et aux particuliers des solutions durables, de qualité et novatrices qui apportent de la valeur à leur vie, jour après jour. Nous sommes restés fidèles à cette mission depuis plus de cinq décennies, et elle continuera de guider notre vision, notre croissance et notre stratégie dans l'avenir.

Des convictions qui produisent des résultats. L'importance que nous accordons aux personnes, aux produits, à notre mission et à notre vision a été un moteur de nos solides résultats en 2020. Voici plusieurs des faits saillants, des annonces et des réalisations clés de 2020 :

→ augmentation des revenus consolidés de 3 % sur 12 mois pour se chiffrer à 5,2 milliards de dollars;

→ réalisation d'un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) ajusté¹ de 675 millions de dollars (marge de 13,1 %), ce qui représente une troisième année consécutive de niveau record pour la Société;

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

- réalisation de solides flux de trésorerie ajustés¹ générés par les activités d'exploitation de 582 millions de dollars et de flux de trésorerie disponibles ajustés¹ de 285 millions de dollars après les investissements en immobilisations;
- réduction de la dette nette¹ pour l'abaisser à 1 679 millions de dollars, alors qu'elle était de 1 963 millions de dollars à la fin de 2019, et diminution de l'effet de levier¹ pour le ramener à 2,5 fois par rapport à 3,25 fois à la fin de 2019.
- Nous avons annoncé le projet de conversion de carton-caisse de Bear Island, en Virginie, en plus d'une offre d'actions de 125 millions de dollars, une importante initiative stratégique qui favorisera le positionnement concurrentiel à long terme des activités liées au carton-caisse;
- Cascades a été classée 17^e parmi les 100 sociétés les plus durables au monde et 1^{re} dans son secteur par Corporate Knights en 2020, à la suite d'une analyse de 8 080 organisations dans le monde dont les revenus dépassent 1 milliard de dollars.

Notre objectif pluriannuel visant à accroître la souplesse du capital en renforçant la qualité des bénéficiaires, en augmentant les niveaux de rentabilité de façon durable, en réduisant les besoins en fonds de roulement et en améliorant le bilan nous a permis de faire progresser nos initiatives stratégiques au cours de l'année. Bien que la pandémie de COVID-19 ait pu ajouter des obstacles logistiques, nous avons effectué un total de 195 millions de dollars d'investissements en immobilisations net des cessions, en 2020, dont une grande partie a été consacrée à la modernisation de notre segment Papiers Tissu et de notre projet de conversion de carton-caisse de Bear Island. Je suis heureux de noter que nous avons également lancé d'importantes initiatives internes d'amélioration de nos marges en 2020, qui devraient ajouter 1 % par année aux niveaux consolidés du BAIIA en 2021 et en 2022, en plus de l'apport de 75 millions de dollars aux niveaux de BEAA que ce programme a déjà réalisé en 2020. Dans l'ensemble, ces efforts visent quatre domaines clés : croissance des revenus, efficacité organisationnelle, optimisation de la productivité des actifs et optimisation des chaînes d'approvisionnement. Ces initiatives, combinées à nos investissements stratégiques continus en immobilisations, jettent les bases d'une croissance pivot et d'une importante création de valeur pour l'avenir.

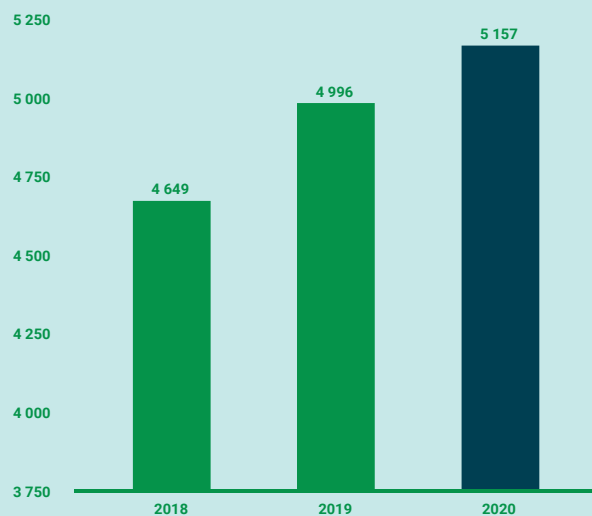
Sur les marchés financiers, les actions de Cascades sont sous-évaluées par rapport à celles de bon nombre de nos pairs. Elles se négocient actuellement à des niveaux inférieurs à ceux que nous aimerions et auxquels nous nous attendons. Nous nous engageons à offrir aux actionnaires de meilleurs rendements. Par ailleurs, nous sommes convaincus que les mesures stratégiques que nous avons prises au cours des dernières années et que nous maintenons aujourd'hui placent Cascades dans une position pour faire exactement cela. De nombreux gestionnaires et employés de Cascades sont des actionnaires et, à ce titre, l'entreprise évalue ses plans, ses investissements et ses décisions selon une approche stratégique et une optique d'actionnaire.

Je voudrais conclure en disant que, si à quelque chose malheur est bon, le côté positif des difficultés et des incertitudes de 2020 serait qu'elles nous ont poussés à être à notre meilleur et qu'elles ont confirmé la valeur créée par nos investissements dans les actifs, les équipements et la technologie en mettant en évidence la résilience de nos opérations, tout en démontrant le dévouement exemplaire de nos employés. En 2021 et pour les années suivantes, nous nous concentrerons sur l'avancement de nos initiatives stratégiques, la création de valeur pour nos actionnaires, le soutien de nos employés et le renforcement de nos partenariats avec nos clients, nos fournisseurs et les collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités.

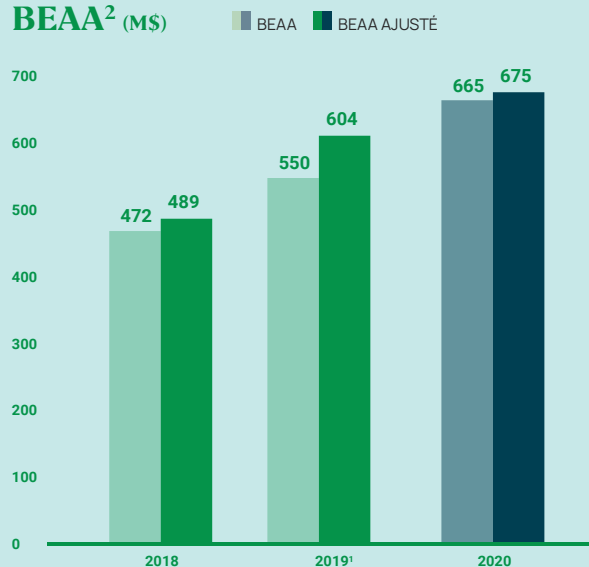
En mon nom personnel et au nom de la haute direction de Cascades et des employés, nous vous souhaitons, à vous et à votre famille, la santé, le bonheur et le succès pour l'année à venir, et nous vous remercions de votre soutien et de votre confiance continus.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

Ventes (M\$)



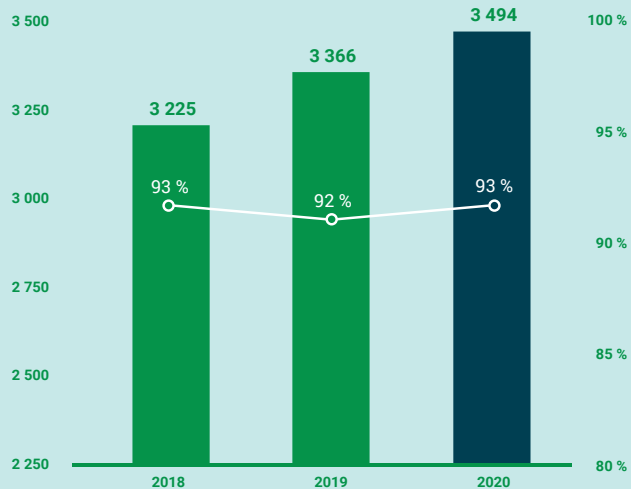
BEAA² (M\$)



Rendement sur le capital investi



Expéditions totales et taux d'utilisation de la capacité de fabrication (en milliers de t.c. et %)



Dettes nette/BEAA ajusté^{2,3}



1 Les résultats de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir vous référer à la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour tous les détails.

2 Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

3 Pro-forma jusqu'en 2018 pour inclure les regroupements d'entreprises sur la base des douze derniers mois.

Nos valeurs, source d'engagement

Chez Cascades, nous n'avons pas peur des défis, car c'est dans l'adversité que nous voyons de nouvelles opportunités se présenter et notre potentiel se décupler.

En 2020, nous avons pu compter sur la détermination essentielle de nos Cascadeuses et Cascadeurs; une détermination qui s'appuie sur des valeurs solides incarnées à tout moment.

Subir Biswas
Opérateur de machine



Les défis de la dernière année, nous sommes fiers de les avoir relevés en restant solidaires, responsables, authentiques et engagés à exceller.

Cœur au ventre

À force de persévérer, rien ne peut nous arrêter. Nous donnons tout ce que nous avons parce que nous y croyons. Face à un défi, nous le relevons et continuons d'avancer.



Carolanne Fréchette
Chargée de projets -
opérations

Plus forts ensemble

Persévérer, avancer et gagner ensemble avec nos partenaires, voilà ce qui fait notre force.

Respectueux de nature

Nous croyons que la vie en société repose sur le respect des personnes, des communautés et de l'environnement. La volonté de faire une différence donne un sens à tout ce que nous entreprenons.

Mohamad El Chayeb
Chargé de projets sénior -
soutien aux opérations



Parler vrai

Toujours prêts au dialogue,
toujours près les uns des autres, nous
nous assurons de donner l'heure juste.

États financiers

14

Analyse par la direction

67

Rapport de la direction
aux actionnaires de Cascades inc.

68

Rapport de l'auditeur indépendant
aux actionnaires de Cascades inc.

72

États financiers consolidés

77

Information sectorielle

79

Notes afférentes aux états financiers consolidés

127

Conseil d'administration

128

Information financière historique – 10 ans

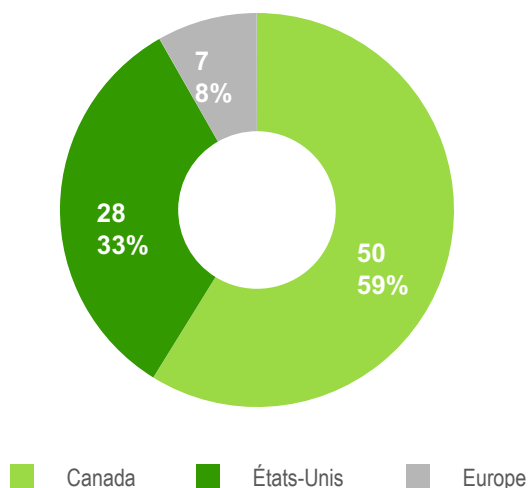
NOTRE ENTREPRISE

Fondée en 1964 à Kingsey Falls, au Québec, Cascades inc. est une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de produits d'emballage et de papiers tissu composés principalement de fibres recyclées. La Société a été mise sur pied par les frères Lemaire, qui étaient déjà convaincus qu'une entreprise suivant les principes du développement durable, de la réutilisation, de la récupération et du recyclage pourrait réussir et être profitable. Après plus de 55 ans d'activité, Cascades est devenue une multinationale de 85 unités de production¹ et compte approximativement 11 700 employés¹ répartis entre le Canada, les États-Unis et l'Europe. La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants :

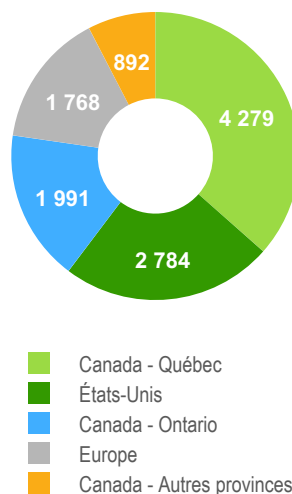
(Secteurs)	Nombre d'unités ¹	Ventes 2020 ² (en M\$)	Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) ² 2020 (en M\$)	BEAA ajusté 2020 ^{2,4} (en M\$)	Marge BEAA ajusté 2020 ^{2,4} (%)
PRODUITS D'EMBALLAGE					
Carton-caisse	25	1 918	436	403	21,0 %
Carton plat Europe ³	7	1 052	122	129	12,3 %
Produits spécialisés	18	473	58	60	12,7 %
PAPIERS TISSU	17	1 615	145	175	10,8 %

La répartition par secteur géographique de nos usines⁵ et de nos employés à travers le monde est comme suit :

Usines de production et de transformation
(en nombre et en %)



Répartition géographique de nos employés à travers le monde (en nombre)



CHANGEMENT AU NIVEAU DE L'INFORMATION SECTORIELLE

En 2019, la Société a modifié ses méthodes de divulgation interne conformément aux exigences du principal décideur opérationnel et aux analyses commerciales. Les activités de récupération et de recyclage, auparavant incluses dans le secteur des produits spécialisés, sont maintenant incluses au niveau des activités corporatives, car elles soutiennent nos secteurs nord-américains d'emballage et de papiers tissu et sont analysées séparément.

¹ Incluant les entreprises associées et coentreprises. La Société compte également 18 unités de récupération et de recyclage, qui sont incluses au sein des activités corporatives.

² Excluant les entreprises associées et coentreprises non consolidées aux résultats. Veuillez vous référer à la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises

³ Avec notre participation dans Reno de Medici, S.p.A., une société publique italienne.

⁴ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

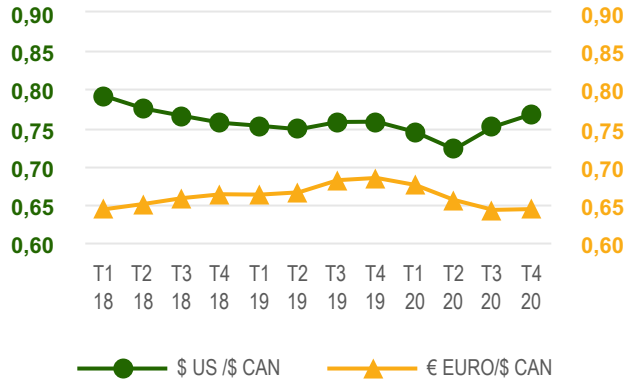
⁵ Excluant les bureaux de vente, les unités de transport et de distribution ainsi que les unités de services corporatifs et les sièges sociaux. Incluant nos principales coentreprises et entreprises associées.

FACTEURS CLÉS

Les résultats de Cascades peuvent être influencés par la variation des éléments suivants :

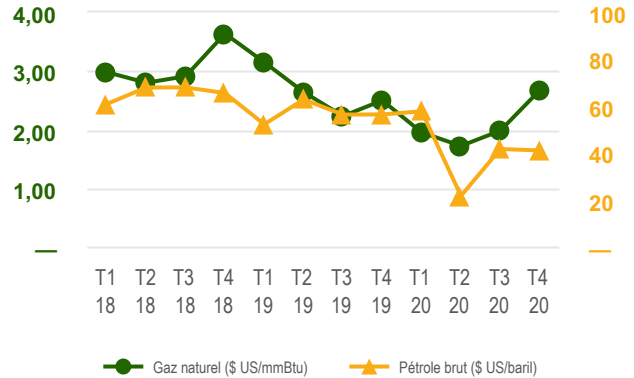
TAUX DE CHANGE

Sur une base annuelle, la valeur moyenne de la devise canadienne s'est dépréciée de 1 % par rapport à la devise américaine et de 3 % par rapport à l'euro en 2020.



COÛTS DE L'ÉNERGIE

Le prix moyen du gaz naturel a diminué de 21 % en 2020 par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne le pétrole brut, le prix moyen a été inférieur de 29 % en 2020 par rapport à 2019.



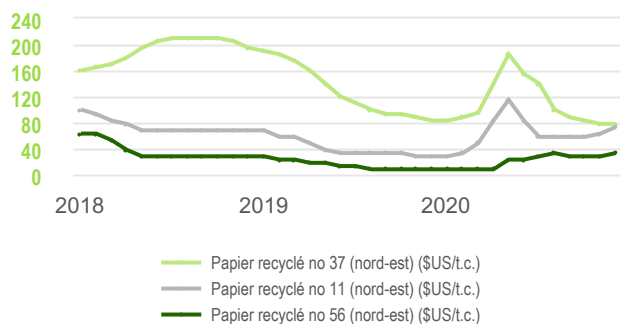
	2018				2019				2020			
	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	
\$ US/\$ CAN - moyenne	0,77 \$	0,75 \$	0,75 \$	0,76 \$	0,76 \$	0,75 \$	0,74 \$	0,72 \$	0,75 \$	0,77 \$	0,75 \$	
\$ US/\$ CAN - taux de clôture	0,73 \$	0,75 \$	0,76 \$	0,76 \$	0,77 \$	0,77 \$	0,71 \$	0,74 \$	0,75 \$	0,79 \$	0,79 \$	
€ EURO/\$ CAN - moyenne	0,65 \$	0,66 \$	0,67 \$	0,68 \$	0,68 \$	0,67 \$	0,68 \$	0,66 \$	0,64 \$	0,64 \$	0,65 \$	
€ EURO/\$ CAN - taux de clôture	0,64 \$	0,67 \$	0,67 \$	0,69 \$	0,69 \$	0,69 \$	0,64 \$	0,66 \$	0,64 \$	0,64 \$	0,64 \$	
Gaz naturel Henry Hub - \$ US/mmBtu	3,09 \$	3,15 \$	2,64 \$	2,23 \$	2,50 \$	2,63 \$	1,95 \$	1,72 \$	1,98 \$	2,67 \$	2,08 \$	

Source : Bloomberg

MATIÈRES PREMIÈRES

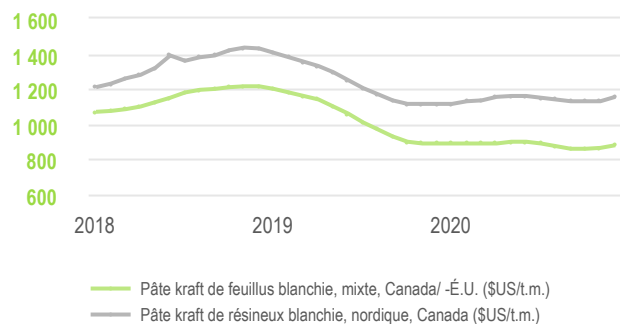
Prix de référence - coût de la fibre en Amérique du Nord¹

Le prix d'indice annuel des papiers recyclés bruns n° 11 (vieux cartons ondulés) et des papiers recyclés blancs n° 56 (papiers résidentiels triés) a augmenté de 54 % et de 40 %, respectivement, en 2020 par rapport à 2019. Le prix d'indice annuel des papiers recyclés blancs n° 37 (papiers de bureau triés) a diminué de 15 % en 2020 par rapport à 2019. Les variations des coûts de la fibre reflètent les changements dans les niveaux de l'offre et de la demande de fibre tout au long de l'année en raison de la pandémie de la COVID-19.



Prix de référence - carton plat recyclé non couché¹

Les prix de référence de la pâte kraft de résineux blanche et de la pâte kraft de feuillus blanche ont diminué de 8 % et de 15 %, respectivement, en 2020 par rapport à 2019 en raison de la dynamique de l'offre et de la demande mondiale.



¹ Source : RISI, excluant les papiers recyclés non triés

PRIX DE MARCHÉ HISTORIQUES DES PRINCIPAUX PRODUITS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

	2018	2019				2020				2020 vs. 2019			
Les indices servent uniquement à indiquer une tendance. Ils peuvent différer de nos prix de vente ou d'achat réels.	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	Var.	%
Prix de vente (moyenne)													
PRODUITS D'EMBALLAGE													
Carton-caisse (\$ US/tonne courte)													
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, est des É.-U. (marché libre)	747	752	735	725	725	734	715	715	715	748	723	(11)	(1 %)
Papier médium semi-chimique, 26 lb, est des É.-U. (marché libre)	662	650	640	630	630	638	615	615	615	648	623	(15)	(2 %)
Carton plat Europe (euros/tonne métrique)													
Indice du carton gris doublé blanc recyclé (WLC) ¹	674	672	672	672	669	671	653	661	665	654	658	(13)	(2 %)
Indice du carton plat duplex couché vierge (FBB) ²	1 072	1 117	1 117	1 117	1 115	1 117	1 099	1 096	1 095	1 095	1 096	(21)	(2 %)
Produits spécialisés (\$ US/tonne courte)													
Carton plat recyclé non couché - copeaux flexibles, 20 pt (Série B)	696	730	730	730	730	730	710	700	700	720	708	(22)	(3 %)
PAPIERS TISSU (\$ US/tonne courte)													
Bobines mères, fibres recyclées (officiel)	1 093	1 151	1 164	1 143	1 109	1 142	1 111	1 138	1 123	1 110	1 120	(22)	(2 %)
Bobines mères, fibres vierges (officiel)	1 395	1 441	1 444	1 420	1 411	1 429	1 416	1 450	1 427	1 418	1 428	(1)	—
Prix des matières premières (moyenne)													
PAPIER RECYCLÉ													
Amérique du Nord (\$ US/tonne courte)													
Papiers résidentiels triés, n° 56 (SRP - moyenne du Nord-Est)	36	24	16	10	8	15	8	18	30	30	21	6	40 %
Boîtes de cartonnage ondulé, n° 11 (OCC - moyenne du Nord-Est)	74	61	40	33	30	41	36	94	58	65	63	22	54 %
Papiers de bureau triés, n° 37 (SOP - moyenne du Nord-Est)	193	183	140	101	88	128	89	160	109	80	109	(19)	(15 %)
Europe (euros/tonne métrique)													
Indice des papiers et cartons mixtes récupérés ³	105	96	87	71	49	76	33	82	56	76	62	(14)	(18 %)
PÂTE VIERGE (\$ US/tonne métrique)													
Pâte kraft de résineux blanchie, nordique, Canada	1 342	1 380	1 292	1 170	1 115	1 239	1 127	1 158	1 140	1 138	1 141	(98)	(8 %)
Pâte kraft de feuillus blanchie, mixte, Canada/É.-U.	1 152	1 180	1 100	970	893	1 036	890	897	875	868	883	(153)	(15 %)

Sources : RISI et Cascades.

1 L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2018.

2 L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2018.

3 L'indice Cascades des prix des papiers et cartons mixtes de récupération est basé sur des indices publiés et représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique, en fonction de notre approvisionnement en fibres recyclées, et a été rééquilibré au 1^{er} janvier 2018.

TABLEAU DE SENSIBILITÉ¹

Le tableau de sensibilité présente une estimation quantitative de l'incidence sur le BEAA annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que des taux de change, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication et de transformation ainsi que sur les chiffres de consommation de Cascades en 2020. Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité aux facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ CAN/\$ US, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence directe sur les ventes et les achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit. Celle-ci exclut également l'incidence de la fluctuation des taux de change sur les éléments de fonds de roulement et la trésorerie en mains des unités canadiennes de la Société en devises autres que le dollar canadien. La fluctuation des taux de change a également une incidence sur la conversion en dollars canadiens des résultats des unités étrangères.

	EXPÉDITIONS/ CONSUMMATION ('000 DE TONNES COURTES ET '000 MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	AUGMENTATION	IMPACT BEAA (EN MILLIONS DE \$ CAN)
PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION)²			
Amérique du Nord			
Emballage carton-caisse			
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, Est des É.-U.	430	25 \$ US/t.c.	14
Papier médium semi-chimique, 26 lb, Est des É.-U.	330	25 \$ US/t.c.	11
Produits transformés	780	25 \$ US/t.c.	25
	1 540		50
Papiers tissu	650	25 \$ US/t.c.	21
	2 190		71
Europe			
Carton plat	1 310	25 €/t.c.	50
COÛTS DES INTRANTS²			
Papiers recyclés			
Amérique du Nord			
Grades bruns (OCC et autres)	1 630	15 \$ US/t.c.	(32)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	120	15 \$ US/t.c.	(2)
Grades blancs (SOP et autres)	410	15 \$ US/t.c.	(8)
	2 160		(42)
Europe			
Grades bruns (OCC et autres)	990	15 €/t.c.	(23)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	150	15 €/t.c.	(3)
Grades blancs (SOP et autres)	100	15 €/t.c.	(2)
	1 240		(28)
	3 400		(70)
Pâte commerciale			
Amérique du Nord	200	30 \$ US/t.c.	(8)
Europe	90	30 €/t.c.	(4)
	290		(12)
Gaz naturel			
Amérique du Nord	9 300	1,00 \$ US/mmBtu	(12)
Europe	5 100	1,00 €/mmBtu	(8)
	14 400		(20)
Taux de change³			
Ventes moins achats en dollars américains par les activités canadiennes		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	—
Conversion des filiales américaines		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	3
Conversion des filiales européennes		Variation de 0,01 \$ CAN/€	1

¹ Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2020, et utilisant le taux de change de clôture de 1,30 \$ CAN/\$ US et de 1,54 \$ CAN/€. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

² Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2020, de même que sur la consommation de fibres et de pâtes. Sont inclus les achats effectués à l'interne via nos activités de récupération et recyclage. Ajustés au besoin pour tenir compte des acquisitions, dispositions et fermetures.

³ Par exemple, de 1,30 \$ CAN/\$ US à 1,31 \$ CAN/\$ US et de 1,54 \$ CAN/€ à 1,55 \$ CAN/€.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société compose avec certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. Nous croyons qu'il est pertinent d'informer les lecteurs de leur existence, car ils permettent de mieux mesurer la performance et de comparer les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société de façon analogue entre les périodes, nonobstant ces éléments spécifiques. La Direction croit que ces éléments spécifiques ne sont pas nécessairement le reflet de ses opérations régulières quant à la mesure et à la comparaison de sa performance et de ses perspectives. Notre définition des éléments spécifiques peut différer de celle d'autres sociétés et certains d'entre eux peuvent survenir de nouveau dans le futur et pourraient réduire nos liquidités disponibles.

Les éléments spécifiques incluent, notamment et de façon non exhaustive, les baisses (reprises) de valeur d'actifs, les frais ou gains de restructuration, les pertes sur le refinancement et le rachat de la dette à long terme, les renversements ou provisions d'actifs d'impôts futurs, les primes payées sur le rachat de dette à long terme, les gains ou pertes sur cession ou acquisition d'unités d'exploitation, les gains ou pertes sur la part des résultats des entreprises associées et des coentreprises, les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer, les gains ou pertes non réalisés sur des swaps de taux d'intérêt et la réévaluation à la juste valeur d'option, les gains ou pertes de change sur la dette à long terme et les instruments financiers, les gains et pertes sur réévaluation à la juste valeur de placements, les éléments spécifiques inclus dans les activités abandonnées et tout autre élément significatif de nature inhabituelle, non monétaire ou non récurrente.

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT ET DANS LE BÉNÉFICE NET

La Société a enregistré les éléments spécifiques suivants en 2020 et de 2019 :

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 40 M\$ provenant de la vente d'un bâtiment et du terrain de son usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicommiss relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des produits spécialisés a comptabilisé des provisions environnementales de 5 M\$ liées à des usines au Canada qui ont été fermées ces dernières années.

Le secteur des produits spécialisés a également enregistré un gain de 3 M\$ à la vente d'un placement en actions d'une entreprise associée non stratégique.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 2 M\$ sur la vente d'actifs d'une usine fermée et une provision environnementale de 2 M\$ liée aux usines fermées aux États-Unis.

2019

Le locataire de nos installations situées à Bear Island, en Virginie, a mis fin au bail. Ainsi, le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 10 M\$ à la suite du renversement de passifs relatifs au contrat d'incitatifs à la location et à des sommes prévues pour l'entretien du site. À la suite de la résiliation du contrat de location, le secteur a comptabilisé une perte de 4 M\$ sur la cession d'équipements de papier journal qui ne sont plus nécessaires.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 2 M\$ provenant de la vente du bâtiment et du terrain d'une usine fermée.

Le secteur des produits spécialisés a conclu la vente de son usine située en France qui est un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier, et a enregistré une perte de 1 M\$. Voir la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 25 M\$ dans le cadre de l'acquisition des activités d'Orchids Paper Products Company. Les activités corporatives ont engagé des frais de transaction de 9 M\$ dans le cadre de l'acquisition d'Orchids. Bien vouloir consulter la section « Faits Saillants » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Une provision environnementale de 4 M\$ liée à une usine vendue et pour laquelle la Société a conservé une responsabilité environnementale a été enregistrée par les activités corporatives.

Les activités corporatives ont enregistré un gain de 5 M\$ à la suite du règlement d'un litige en lien avec une inondation survenue il y a plusieurs années dans notre usine de papiers fins de St-Jérôme, Québec, au Canada, qui a été vendue depuis.

AJUSTEMENT D'INVENTAIRE RÉSULTANT D'UN REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

2019

Au cours de l'année, les résultats d'exploitation du secteur des papiers tissu ont été réduits de 2 M\$ puisque l'inventaire acquis au moment de l'acquisition d'Orchids a été comptabilisé à la juste valeur et aucun bénéfice n'a été enregistré lors de leurs ventes subséquentes.

BAISSE DE VALEUR

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 6 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 9 M\$ sur certains actifs, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 13 M\$ sur les actifs de certaines usines, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable à la suite de la situation économique actuelle et d'une baisse de la demande dans le sous-secteur des produits hors foyer qui souffrent des répercussions de la pandémie de la COVID-19.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable.

2019

À la suite de la résiliation du contrat de location de notre installation de Bear Island, tel que décrit ci-dessus, le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur certains actifs qui ne seront pas utilisés dans le futur.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur 13 M\$ sur les actifs de son usine de La Rochette. Le secteur a également enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur les actifs incorporels.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur certains équipements de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur des actifs inutilisés.

À la suite de la révision de la valeur recouvrable sur certains équipements et sur des pièces de rechange des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 30 M\$. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020. Bien vouloir consulter la section « Faits Saillants » pour plus de détails.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 14 M\$ sur les écarts d'acquisition et sur les autres actifs incorporels des activités de récupération et de recyclage. Leur valeur recouvrable a été établie sur la juste valeur marchande des immobilisations corporelles.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ suite à l'annonce de la fermeture de son usine de conversion d'Etobicoke, en Ontario, au Canada, qui devrait fermer définitivement au plus tard le 31 août 2021.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré un gain de 2 M\$ lié au renversement d'une provision reliée à une usine vendue les années précédentes.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration totalisant 4 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ découlant de l'annonce de la fermeture des usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie et de Waterford, situé à New York, aux États-Unis.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

2019

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de changements dans l'équipe de direction de certaines usines.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de la fermeture de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a engagé 5 M\$ de frais de restructuration liés à la fermeture prochaine de deux machines à papier tissu en Ontario, au Canada, et à des changements dans la haute direction du secteur. De plus, des frais de restructuration de 2 M\$ liés à la fermeture des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, ont été enregistrés. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020. Bien vouloir consulter la section « Faits Saillants » pour plus de détails.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2020, la Société a enregistré une perte non réalisée de 1 M\$, comparativement à un gain non réalisé de 2 M\$ en 2019 sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture.

PERTE SUR LE RACHAT DE DETTE À LONG TERME

2020

La Société a racheté 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis et a versé une prime de rachat par anticipation de 4 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 2 M\$ relatifs à ces billets.

2019

La Société a racheté 400 M\$ US et 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis et a versé une prime de rachat par anticipation de 11 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 3 M\$ relatifs à ces billets.

SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT

En 2019, la Société a enregistré un gain non réalisé de 1 M\$ relativement à des swaps de taux d'intérêt qui sont inclus sur la ligne « Frais de financement ».

RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR D'OPTION

En 2020, la Société a enregistré sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs » un gain non réalisé de 13 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 1 M\$ en 2019, sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island.

En 2020, la Société a enregistré sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs » une perte non réalisée de 2 M\$ relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

GAIN DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2020, la Société a enregistré un gain de 6 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes comparativement à un gain de 6 M\$ en 2019. Ce montant inclut un gain de 3 M\$ en 2020, comparativement à nul en 2019, sur notre dette à long terme en dollars américains, déduction faite des activités de couverture des investissements nets aux États-Unis et des contrats de change désignés comme instruments de couverture, le cas échéant. Cela inclut également un gain de 3 M\$ en 2020, comparativement à un gain de 6 M\$ en 2019, sur des contrats de change non désignés aux fins de la comptabilité de couverture.

PERTE SUR RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE PLACEMENTS

En 2020, la Société a comptabilisé une perte de réévaluation de la juste valeur sur les placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise.

CHARGE D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

En 2020, la Société a réévalué la possibilité de recouvrer des pertes en capital non réalisées à la suite du rachat de dettes libellées en dollars américains et, par conséquent, 3 M\$ d'actifs d'impôts ont été comptabilisés, dont 2 M\$ aux résultats, comparativement à 12 M\$ d'actifs d'impôts ont été comptabilisés, dont 11 M\$ aux résultats en 2019.

RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Afin de fournir plus de renseignements en vue d'évaluer la performance de la Société, l'information financière incluse dans cette section renferme des données qui ne sont pas des mesures de performance définies par les normes IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), qui sont également calculées sur une base ajustée afin d'exclure les éléments spécifiques. Nous croyons que le fait de fournir certaines mesures clés de performance ainsi que des mesures non conformes aux IFRS est utile aussi bien pour la Direction que pour les investisseurs, car elles fournissent des renseignements additionnels permettant de mesurer la performance et la situation financière de la Société. Cela ajoute également de la transparence et de la clarté à l'information financière. Les mesures non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) : utilisé pour évaluer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur en excluant la charge d'amortissement. Le BEAA est largement utilisé par les investisseurs comme mesure afin d'évaluer la capacité d'une société à contracter et rembourser de la dette.
- BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice d'exploitation ajusté : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice net ajusté : utilisé pour mesurer la performance financière sur une base consolidée et comparable.
- Flux de trésorerie disponibles ajustés : utilisés pour mesurer la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants afin de respecter les engagements financiers et/ou d'engager des dépenses discrétionnaires, comme des rachats d'actions, une hausse des dividendes ou des investissements stratégiques.
- Ratio de la dette nette sur le BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance de la Société sur le crédit et évaluer le levier financier.
- Ratio pro forma de la dette nette sur le BEAA ajusté : utilisé afin de mesurer la performance de la Société sur la base du crédit et d'évaluer le levier financier sur une base comparative incluant les acquisitions et dispositions d'entreprises significatives, le cas échéant.

Les mesures non conformes aux IFRS proviennent essentiellement des états financiers consolidés, mais n'ont pas de définition prescrite par les IFRS. Ces mesures comportent des limites sur une base analytique et ne doivent pas être considérées de façon isolée ou comme un substitut à une analyse de nos résultats divulgués conformément aux normes IFRS. De plus, nos définitions des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles d'autres sociétés. Toute modification ou reformulation peut avoir une incidence significative.

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

	2020					
(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	321	74	42	72	(143)	366
Amortissement	115	48	16	73	47	299
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	436	122	58	145	(96)	665
Éléments spécifiques :						
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(45)	—	2	—	—	(43)
Baisse de valeur	6	9	—	23	1	39
Frais de restructuration	4	—	—	7	2	13
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	2	(2)	—	—	1	1
	(33)	7	2	30	4	10
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	403	129	60	175	(92)	675
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	288	81	44	102	(139)	376

(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu ¹	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	328	45	36	6	(154)	261
Amortissement	115	47	16	61	50	289
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	443	92	52	67	(104)	550
Éléments spécifiques :						
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(8)	—	1	(25)	8	(24)
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	—	—	—	2	—	2
Baisse de valeur	5	14	1	35	14	69
Frais de restructuration	1	—	1	7	—	9
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	—	2	—	—	(4)	(2)
	(2)	16	3	19	18	54
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	441	108	55	86	(86)	604
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	326	61	39	25	(136)	315

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net, selon les IFRS, avec le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation ajusté ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019 ¹
Bénéfice net pour la période attribuable aux actionnaires	198	72
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	36	28
Charge d'impôts sur les résultats	45	19
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	3	—
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(14)	(9)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(6)	(6)
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel et autres passifs et perte sur le rachat de dette à long terme	104	157
Bénéfice d'exploitation	366	261
Éléments spécifiques :		
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(43)	(24)
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	—	2
Baisse de valeur	39	69
Frais de restructuration	13	9
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(2)
	10	54
Bénéfice d'exploitation ajusté	376	315
Amortissement	299	289
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	675	604

¹ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net ainsi que le bénéfice net par action, selon les IFRS, et le bénéfice net ajusté ainsi que le bénéfice net ajusté par action :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)	BÉNÉFICE NET		BÉNÉFICE NET PAR ACTION ¹	
	2020	2019 ²	2020	2019 ²
Selon les IFRS	198	72	2,04 \$	0,77 \$
Éléments spécifiques :				
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(43)	(24)	(0,38) \$	(0,28) \$
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	—	2	—	0,02 \$
Baisse de valeur	39	69	0,29 \$	0,53 \$
Frais de restructuration	13	9	0,10 \$	0,07 \$
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(2)	0,02 \$	(0,02) \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	6	14	0,05 \$	0,11 \$
Gain non réalisé sur swaps de taux d'intérêt et juste valeur d'option	(11)	—	(0,12) \$	—
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(6)	(6)	(0,05) \$	(0,06) \$
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	3	—	0,02 \$	—
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle ¹	(13)	(38)	(0,02) \$	(0,12) \$
	(11)	24	(0,09) \$	0,25 \$
Ajusté	187	96	1,95 \$	1,02 \$

¹ Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Bien vouloir vous reporter à la section « Charge d'impôts sur les résultats », présentée précédemment dans cette section, pour plus de détails.

² Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et le bénéfice d'exploitation ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019 ¹
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	587	460
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(20)	(59)
Amortissement	(299)	(289)
Impôts payés nets	9	27
Frais de financement nets payés	79	133
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	4	11
Gain sur acquisitions, cessions et autres	43	27
Baisse de valeur et frais de restructuration	(52)	(68)
Gain (perte) non réalisé sur instruments financiers dérivés	(1)	2
Dividendes reçus, avantages du personnel et autres	16	17
Bénéfice d'exploitation	366	261
Amortissement	299	289
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	665	550

¹ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement) ainsi que les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation. Il rapproche également les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation aux flux de trésorerie ajustés disponibles, calculés également sur la base par action.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ou lorsque mentionné autrement)	2020	2019
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	587	460
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(20)	(59)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	567	401
Éléments spécifiques payés	15	24
Flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation	582	425
Dépenses en capital et autres actifs ¹ et paiements en vertu des obligations locatives, déduction faite des dispositions de 55 M\$ (2019 — 27 M\$)	(250)	(278)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société et aux actionnaires sans contrôle	(47)	(40)
Flux de trésorerie ajustés disponibles	285	107
Flux de trésorerie ajustés disponibles par action	2,97 \$	1,14 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	95 924 835	93 987 980

¹ Excluant la hausse des investissements.

Le tableau suivant rapproche la dette totale et la dette nette au ratio de dette nette sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA ajusté) :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Dette à long terme	1 949	2 022
Partie à court terme de la dette à long terme	102	85
Emprunts et avances bancaires	12	11
Dette totale	2 063	2 118
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	384	155
Dette nette	1 679	1 963
BEAA ajusté (douze derniers mois)	675	604
Ratio dette nette / BEAA ajusté	2,5 x	3,25 x

ANALYSE DE LA DIRECTION

REVUE FINANCIÈRE - 2020

Pour l'année 2020, la Société a enregistré un bénéfice net de 198 M\$, ou de 2,04 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 72 M\$, ou 0,77 \$ par action, en 2019¹. Sur une base ajustée², la Société a généré un bénéfice net de 187 M\$ pour 2020, ou 1,95 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 96 M\$, ou 1,02 \$ par action, en 2019.

Les ventes annuelles se sont élevées à 5 157 M\$ en 2020, soit une hausse de 161 M\$, ou de 3 %, par rapport à 2019. Cette performance s'explique par de solides ventes provenant essentiellement d'une demande accrue des produits de consommation du secteur des papiers tissu et des produits d'emballage, principalement attribuable aux répercussions de la pandémie de la COVID-19 qui a contribué à une demande plus élevée pour les produits essentiels que nous fabriquons et à des taux de change favorables. Cependant, ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la baisse des prix moyens et par l'assortiment des produits vendus des secteurs des produits d'emballage.

La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) de 665 M\$ pour l'année, comparativement à 550 M\$ en 2019¹. Sur une base ajustée², le bénéfice d'exploitation avant amortissement s'est établi à 675 M\$ pour 2020, comparativement à 604 M\$ en 2019. Cette performance s'explique en grande partie par l'amélioration d'un exercice à l'autre des résultats du secteur des papiers tissu. Les coûts énergétiques ont été plus bas pour tous les secteurs, tandis que les coûts de la matière première ont été également bénéfiques pour tous les secteurs sauf pour le secteur de l'emballage carton-caisse. Le volume a augmenté pour tous les secteurs, tandis que le prix moyen de vente et d'assortiments de produits vendus d'un exercice à l'autre ont été inférieur pour tous les secteurs des produits d'emballage et positif dans le secteur des papiers tissu. Les résultats des activités de récupération et de recyclage du secteur des activités corporatives ont été affectés positivement par la hausse des prix des fibres recyclées brunes et ils ont contribué favorablement au résultat d'opération.

Compte tenu de l'incertitude quant à l'impact potentiel de la pandémie de la COVID-19 au cours des prochains mois, nous continuons à mettre à jour régulièrement nos prévisions financières et de trésorerie. Bien que la pandémie ait eu un impact globalement favorable sur les niveaux de volume en 2020, la Société continue de surveiller son risque de crédit en raison du niveau élevé d'incertitude sur le marché.

REVUE FINANCIÈRE - 2019

Les ventes consolidées se sont élevées à 4 996 M\$, soit une hausse de 347 M\$, ou de 7 %, par rapport à 2018. Cette performance s'explique essentiellement par les acquisitions d'entreprises réalisées, de prix de vente moyens plus favorables et par les taux de change favorables. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par les volumes et les ventes des activités de récupération et de recyclage ont été affectées négativement par les prix à la baisse des fibres recyclées brunes.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a augmenté de 78 M\$, ou de 17 %, pour s'élever à 550 M\$ en 2019¹. Cette hausse découle de l'amélioration notable des résultats du secteur des papiers tissu grâce au prix de vente moyen plus favorable, à l'acquisition d'entreprise et aux coûts plus faibles des matières premières et de l'énergie. Cependant, les volumes d'expédition sont un peu plus faibles comparativement à ceux de l'exercice précédent et les coûts de production sont en hausse en lien surtout avec l'assortiment des produits vendus.

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA MARGE

Au premier trimestre de 2020, la Société a lancé un important programme d'amélioration de la marge bénéficiaire pour ses activités nord-américaines axé sur l'amélioration de la compétitivité, de l'efficacité et de la productivité, limitant ainsi les effets négatifs liés aux ralentissements économiques ou aux conditions de marché défavorables. Un programme similaire était déjà en cours dans les opérations européennes.

Le programme repose sur cinq piliers stratégiques : la gestion des revenus nets, l'efficacité de la production, l'optimisation de la planification des ventes et des opérations l'efficience de la chaîne d'approvisionnement et l'efficacité organisationnelle.

L'objectif de ce programme est d'améliorer la marge ajustée du BEAA de 1 % par an en 2020, 2021 et 2022, ces améliorations étant calculées à partir des niveaux de 2019, notre année de référence.

Bien que la pandémie ait retardé la mise en œuvre de certaines initiatives, nous avons été en mesure de dépasser notre objectif pour 2020 en atteignant environ 75 M\$ du BEAA ajusté, déduction faite des coûts connexes de la mise en œuvre de ces initiatives. Ces avantages compensent certains impacts négatifs liés à la COVID-19, l'augmentation des coûts des matières premières et la réduction des prix de vente de certains produits.

¹ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme tout en surveillant notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement clés, notamment :

	2018	2019 ⁸				2020					
	ANNÉE	T1	T2	T3 ⁸	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE
OPÉRATIONNELS											
Expéditions totales (en '000 t.c.)¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 475	342	363	377	365	1 447	374	360	411	399	1 544
Carton plat Europe	1 125	333	331	321	305	1 290	351	326	316	312	1 305
	2 600	675	694	698	670	2 737	725	686	727	711	2 849
Papiers tissu	625	146	155	161	167	629	181	167	145	152	645
Total	3 225	821	849	859	837	3 366	906	853	872	863	3 494
Taux d'intégration²											
Carton-caisse	57 %	59 %	59 %	58 %	58 %	58 %	57 %	57 %	53 %	55 %	56 %
Papiers tissu	70 %	76 %	77 %	76 %	75 %	76 %	73 %	70 %	70 %	79 %	73 %
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication³											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	93 %	88 %	91 %	94 %	92 %	91 %	98 %	92 %	98 %	97 %	96 %
Carton plat Europe	94 %	96 %	95 %	93 %	88 %	93 %	101 %	94 %	91 %	90 %	94 %
Papiers tissu	90 %	87 %	92 %	93 %	84 %	88 %	88 %	87 %	73 %	86 %	83 %
Total consolidé	93 %	91 %	93 %	93 %	90 %	92 %	97 %	92 %	91 %	92 %	93 %
FINANCIERS											
Rendement sur les actifs⁴											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	20 %	19 %	18 %	18 %	18 %
Carton plat Europe	15 %	15 %	14 %	14 %	15 %	15 %	15 %	17 %	18 %	18 %	18 %
Produits spécialisés	11 %	13 %	16 %	21 %	21 %	21 %	20 %	20 %	20 %	22 %	22 %
Papiers tissu	2 %	1 %	2 %	4 %	7 %	7 %	9 %	12 %	13 %	13 %	13 %
Rendement consolidé sur les actifs	10,6 %	11,0 %	11,2 %	11,4 %	12,0 %	12,0 %	12,3 %	12,7 %	12,8 %	13,1 %	13,1 %
Rendement sur le capital utilisé⁵	4,6 %	4,8 %	4,9 %	4,9 %	5,4 %	5,4 %	5,6 %	6,0 %	5,9 %	6,2 %	6,2 %
Fonds de roulement⁶											
En millions de \$, en fin de période	455	500	525	502	416	416	488	494	465	365	365
En pourcentage des ventes ⁷	10,6 %	10,4 %	10,3 %	10,3 %	10,1 %	10,1 %	9,9 %	9,7 %	9,8 %	9,6 %	9,6 %

1 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

2 Défini comme : le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos activités de transformation.

3 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

4 Le rendement sur les actifs est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme : BEAA ajusté des douze derniers mois (DDM) / actifs moyens trimestriels totaux des DDM moins la trésorerie et équivalents de trésorerie.

5 Le rendement sur le capital utilisé est une mesure non conforme aux IFRS et se définit comme le montant après impôt du bénéfice d'exploitation ajusté des DDM ainsi que notre part des résultats des principales coentreprises, divisés par la moyenne trimestrielle des DDM du capital utilisé. Le capital utilisé se définit comme les actifs totaux moyens moins les comptes créditeurs et charges à payer et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

6 Fonds de roulement = comptes débiteurs (excluant la portion court terme des autres actifs) plus les stocks moins les comptes créditeurs et charges à payer.

7 En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM / ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises sont respectivement incluses ou exclues.

8 Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

	2018	2019 ²				2020					2020
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	ANNÉE	T1	T2	T3 ²	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE
Ventes											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 840	441	462	473	451	1 827	458	454	506	500	1 918
Carton plat Europe	933	279	270	256	243	1 048	272	265	261	254	1 052
Produits spécialisés	358	129	135	123	105	492	113	120	117	123	473
Ventes intersecteurs	(14)	(4)	(3)	(4)	(3)	(14)	(3)	(5)	(4)	(6)	(18)
	3 117	845	864	848	796	3 353	840	834	880	871	3 425
Papiers tissu	1 352	348	377	387	397	1 509	446	424	364	381	1 615
Ventes intersecteurs et activités corporatives	180	37	34	29	34	134	27	27	31	32	117
Total	4 649	1 230	1 275	1 264	1 227	4 996	1 313	1 285	1 275	1 284	5 157
Bénéfice (perte) d'exploitation											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	381	84	84	91	69	328	74	54	71	122	321
Carton plat Europe	62	18	19	14	(6)	45	20	30	19	5	74
Produits spécialisés	24	9	12	10	5	36	8	11	11	12	42
	467	111	115	115	68	409	102	95	101	139	437
Papiers tissu ²	(122)	(8)	1	34	(21)	6	28	31	3	10	72
Activités corporatives	(117)	(31)	(34)	(41)	(48)	(154)	(40)	(32)	(31)	(40)	(143)
Total	228	72	82	108	(1)	261	90	94	73	109	366
BEAA ajusté¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	410	104	113	118	106	441	99	94	100	110	403
Carton plat Europe	97	29	30	25	24	108	30	43	29	27	129
Produits spécialisés	33	14	16	16	9	55	12	17	16	15	60
	540	147	159	159	139	604	141	154	145	152	592
Papiers tissu	17	9	18	24	35	86	45	54	36	40	175
Activités corporatives	(68)	(21)	(21)	(22)	(22)	(86)	(25)	(22)	(19)	(26)	(92)
Total	489	135	156	161	152	604	161	186	162	166	675
Marge (BEAA / ventes) (%)	10,5 %	11,0 %	12,2 %	12,7 %	12,4 %	12,1 %	12,3 %	14,5 %	12,7 %	12,9 %	13,1 %
Bénéfice net (perte nette)²	57	24	31	43	(26)	72	22	54	49	73	198
Ajusté ¹	79	13	26	28	29	96	39	58	48	42	187
Bénéfice net (perte nette) par action (en dollars)											
De base ²	0,60 \$	0,26 \$	0,33 \$	0,45 \$	(0,27) \$	0,77 \$	0,24 \$	0,57 \$	0,51 \$	0,72 \$	2,04 \$
Dilué ²	0,56 \$	0,26 \$	0,32 \$	0,44 \$	(0,27) \$	0,75 \$	0,23 \$	0,57 \$	0,50 \$	0,72 \$	2,02 \$
De base, ajusté ¹	0,83 \$	0,14 \$	0,28 \$	0,30 \$	0,30 \$	1,02 \$	0,42 \$	0,61 \$	0,50 \$	0,42 \$	1,95 \$
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	361	82	124	104	91	401	153	162	106	146	567
Dette nette¹	1 769	1 878	1 861	2 070	1 963	1 963	2 212	2 077	1 982	1 679	1 679

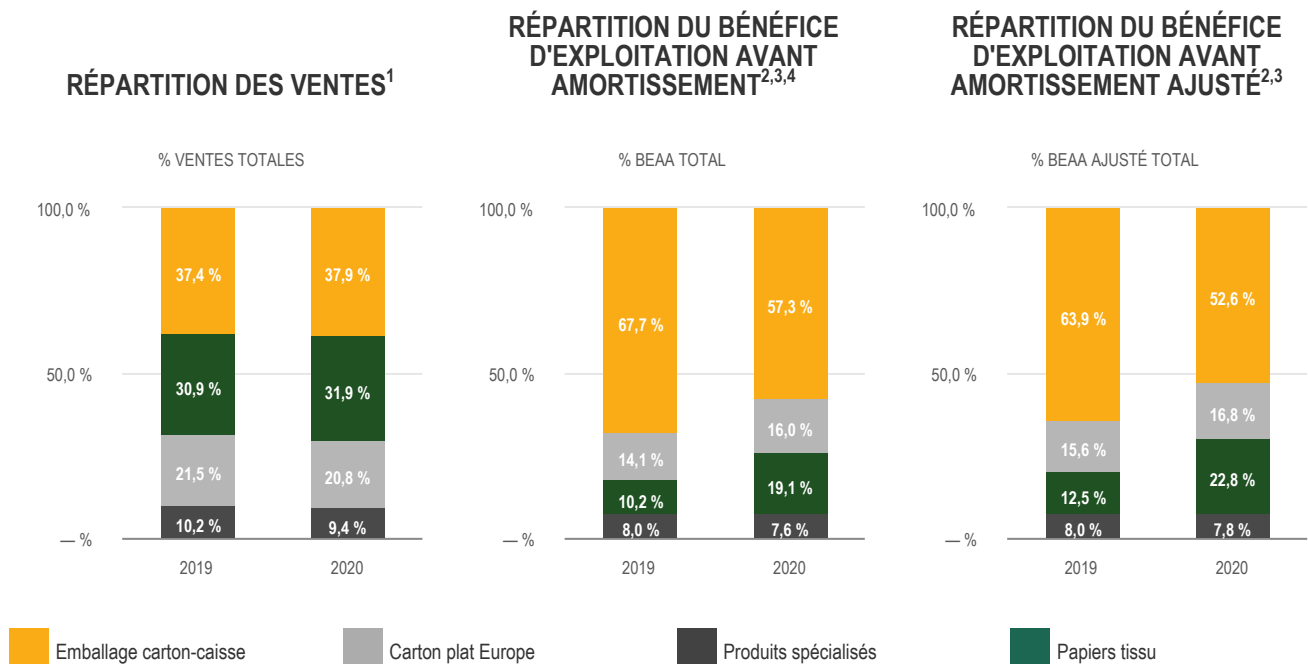
¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

² Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

CHANGEMENT AU NIVEAU DE L'INFORMATION SECTORIELLE

En 2019, la Société a modifié ses méthodes de divulgation interne conformément aux exigences du principal décideur opérationnel et aux analyses commerciales. Les activités de récupération et de recyclage, auparavant incluses dans le secteur des produits spécialisés, sont maintenant incluses au niveau des activités corporatives, car elles soutiennent nos secteurs nord-américains d'emballage et de papiers tissu et sont analysées séparément.

Les tableaux suivants présentent le détail des ventes, excluant les éliminations intersecteurs, du bénéfice d'exploitation avant amortissement et du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté par secteur :



DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport financier trimestriel et l'analyse de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. - ci-après appelée « Cascades » ou « la Société » - doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019. Les renseignements qu'ils renferment comprennent les faits importants en date du 24 février 2021, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

L'information financière présentée ci-après ainsi que les montants figurant dans les tableaux sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), sauf indication contraire. Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc. de même qu'à toutes ses filiales, coentreprises et entreprises associées.

La présente analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, Cascades n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance ayant comme objectif de fournir une meilleure compréhension des tendances de notre exploitation. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

¹ Excluant les ventes intersecteurs et les activités corporatives.

² Excluant les activités corporatives.

³ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

⁴ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

FAITS SAILLANTS

À l'occasion, la Société réalise des transactions afin d'optimiser sa base d'actifs et de réduire sa structure de coûts. Les transactions suivantes doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société de 2020 et de 2019.

DÉMARRAGE D'ENTREPRISE, ACQUISITION, CESSION ET FERMETURE

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Le 30 septembre 2019, la Société a conclu la vente de deux usines françaises spécialisées dans la transformation du carton en emballage pour l'industrie du papier.
- En juillet 2019, la Société a fermé son usine de fabrication d'endos pour couvre-plancher située à Trois-Rivières, au Québec, au Canada.

PAPIERS TISSU

- Le 13 septembre 2019, la Société a annoncé avoir complété l'acquisition des actifs d'Orchids. Les actifs incluent les usines de Barnwell en Caroline du Sud et de Pryor en Oklahoma, aux États-Unis.
- Au deuxième trimestre de 2019, la Société a fermé ses machines à papier tissu de Whitby et de Scarborough en Ontario, au Canada.

FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

2020

- Le 15 février 2021, Reno de Medici SpA, une filiale de la Société du secteur carton plat Europe, a annoncé la signature d'une option de vente de sa filiale française, qui produit des cartons à partir de fibres vierges. La transaction devrait se conclure à la fin du deuxième trimestre de 2021 et la valeur totale de l'entreprise est fixée à 29 M€ (45 M\$). La transaction n'entraînera pas de gain ou de perte significatif lors de la cession et entraînera l'abandon des activités.
- Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.
- Le 25 novembre 2020, la Société a annoncé la fermeture progressive et définitive de ses activités de transformation de tissus de son usine de Laval, située au Québec, au Canada. Le volume sera déplacé vers d'autres usines Cascades et comblé par une capacité supplémentaire. Les opérations devraient prendre fin en juin 2021.
- Le 8 octobre 2020, la Société a annoncé la fermeture progressive et définitive de ses activités de fabrication et de conversion de papier tissu aux usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie, aux États-Unis. Le volume sera déplacé vers d'autres usines Cascades et comblé par une capacité supplémentaire. Les opérations ont cessé en décembre 2020 et en janvier 2021.
- Le 5 octobre 2020, la Société a annoncé qu'elle ira de l'avant avec le projet stratégique de conversion de l'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island, située en Virginie, aux États-Unis. Afin de financer la composante capitaux propres du projet, la Société a conclu une convention avec un consortium de preneurs fermes, aux termes de laquelle la Société a émis 7 441 000 nouvelles actions ordinaires au prix de 16,80 \$ chacune pour un produit brut de 125 M\$.
- Le 30 septembre 2020, le secteur du carton plat Europe, via sa participation dans Reno de Medici S.p.A., a annoncé avoir signé quatre accords préliminaires pour l'acquisition de 100 % du capital social de Papelera del Principado S.A. (« PaprinSA ») et de trois petites entreprises opérant dans des entreprises contiguës, toutes situées en Espagne. L'accord porte sur l'acquisition de l'un des principaux acteurs européens de l'industrie du carton plat couché recyclé pour un prix basé sur la valeur de l'entreprise pouvant varier entre 27 M€ (42 M\$) et 33 M€ (51 M\$). La transaction devrait être conclue au premier trimestre 2021.

- Le 17 août 2020, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé son émission de billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028. Les nouveaux billets ont été émis au prix de 104,25 %, soit un rendement effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets au financement du rachat complet de 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023 et au remboursement de certaines sommes prélevées sur son crédit bancaire rotatif. La Société a également payé une prime de 4 M\$ et a radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.
- Le 28 juillet 2020, la Société a annoncé la fermeture de son usine d'emballage de carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada. Cette décision fait partie des initiatives déployées en continu par la Société pour optimiser ses opérations dans le secteur de l'emballage carton-caisse, en Ontario, au Canada. Les opérations cesseront définitivement au plus tard le 31 août 2021 et la capacité de la production sera progressivement redéployée vers nos autres unités de la région.
- Le 26 mai 2020, la Société a annoncé la fermeture de son usine Brown d'emballage de carton-caisse située à Burlington, en Ontario, au Canada. Cette décision fait partie des initiatives déployées en continu par la Société pour optimiser ses opérations dans le secteur de l'emballage carton-caisse. La production a été redéployée vers nos autres unités en Ontario, au Canada.
- La Société a exercé, le 30 novembre 2019, son option d'achat de la participation de 20,20 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans Greenpac Holding LLC (« Greenpac ») pour un prix de 93 M\$ US (121 M\$). La date de clôture de la transaction était le 3 janvier 2020 et la Société détient maintenant une participation, directe et indirecte, de 86,35 % dans Greenpac.

2019

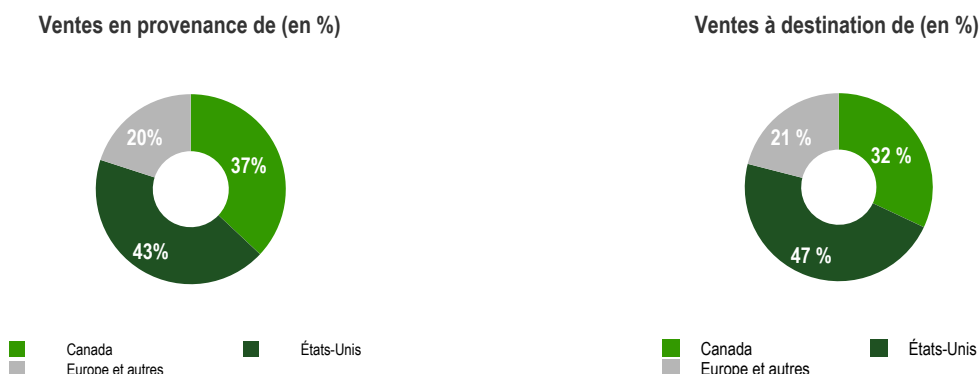
- Le 26 novembre 2019, la Société a annoncé qu'elle a réalisé le placement privé de billets de premier rang à 5,125 % d'un capital global de 350 M\$ US échéant en 2026, de billets de premier rang à 5,375 % d'un capital global de 300 M\$ US échéant en 2028 et de billets de premier rang à 5,125 % d'un capital global de 175 M\$ échéant en 2025. La Société a affecté le produit net du placement des billets au remboursement de la totalité de ses billets de premier rang à 5,50 % d'un capital global de 250 M\$ échéant en 2021 et de ses billets de premier rang à 5,50 % d'un capital global de 400 M\$ US échéant en 2022 en circulation et au remboursement de certaines sommes prélevées sur son crédit bancaire rotatif. La Société a également payé des primes de 11 M\$ et a radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.
- Le 30 octobre 2019, la Société a annoncé la fermeture définitive de ses activités de conversion de papier tissu aux usines de Waterford, dans l'État de New York, aux États-Unis et de Kingman, en Arizona, aux États-Unis. Le volume total combiné de 9 millions de caisses de produits de papiers tissu que produisaient ces deux usines est déplacé vers d'autres usines du secteur des papiers tissu où des capacités sont disponibles et avec l'acquisition des activités d'Orchids (voir la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails). Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020.
- Le 9 août 2019, la Société a annoncé que son dividende trimestriel passerait de 0,04 \$ à 0,08 \$ par action.
- Le 31 mai 2019, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2023. Les conditions financières existantes sont demeurées inchangées.

RÉSULTATS FINANCIERS COMPARATIFS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2020 ET 2019

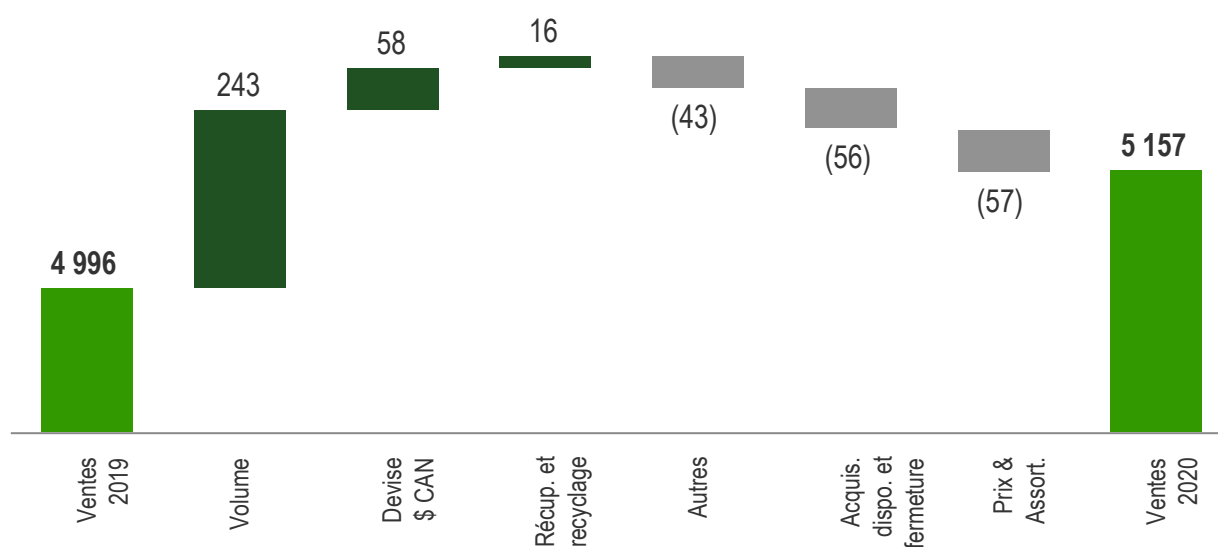
VENTES

Les ventes ont augmenté de 161 M\$, ou de 3 %, pour atteindre 5 157 M\$ en 2020, par rapport à 4 996 M\$ en 2019. Cette augmentation reflète, en grande partie, la hausse nette de volume dans tous les secteurs, en particulier dans le secteur des papiers tissu où la demande, compte tenu de la pandémie de la COVID-19 et de l'acquisition d'Orchids, a eu des impacts positifs. Le prix de vente moyen des papiers tissu a été favorable comparativement à l'année précédente. La dépréciation moyenne de 1 % et de 3 % du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro, respectivement, a également été bénéfique. Ces avantages ont été en partie contrebalancés par des prix de vente moyens plus faibles et/ou un assortiment des produits vendus moins favorable dans les secteurs de l'emballage. Dans le secteur des produits spécialisés, les performances des ventes d'une année à l'autre ont néanmoins été négativement affectées en raison de la fermeture d'une usine et de la cession des activités en 2019.

Les graphiques suivants présentent la répartition des ventes par secteur géographique :



Les principales variations des ventes de 2020, comparativement à 2019, sont présentées ci-dessous (en millions de dollars canadiens) :

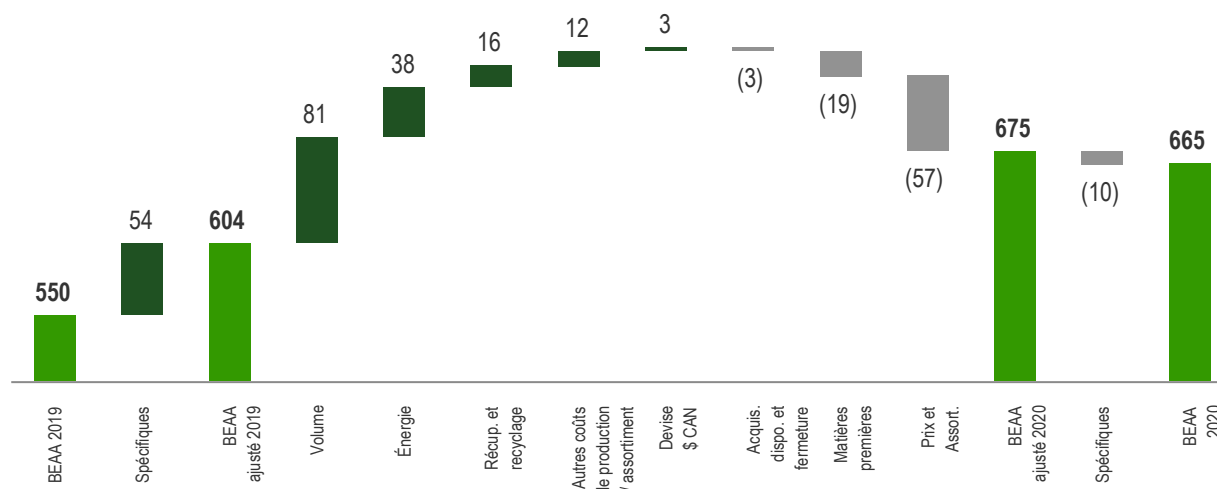


BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA)

Le BEAA de la Société s'est élevé à 665 M\$ en 2020, par rapport à 550 M\$ en 2019¹, soit une augmentation de 115 M\$. La variation des éléments spécifiques² enregistrée au cours des deux exercices a augmenté le BEAA de 44 M\$. En excluant les éléments spécifiques, l'augmentation de 71 M\$ du BEAA ajusté s'explique surtout par la hausse des volumes et par la baisse des coûts d'énergie dans tous les secteurs. D'un autre côté, des prix de vente moyens plus faibles et un assortiment de produits vendus moins favorable ont eu un impact négatif pour tous les secteurs des produits d'emballage, tandis que des prix de vente moyens et un assortiment de produits vendus favorables ont eu un impact positif dans le secteur des papiers tissu. La hausse des prix moyens des matières premières a également eu un impact négatif sur les marges en 2020 comparativement à 2019 dans le secteur de l'emballage carton-caisse. Tous les autres secteurs ont été moins affectés par la volatilité des prix des matières premières. L'impact positif de l'initiative stratégique visant à optimiser notre rentabilité grâce à des améliorations de l'efficacité de la production déployée par la Société se traduit par une baisse des coûts de production. Les activités de récupération et de recyclage incluses dans le secteur des activités corporatives ont ajouté 16 M\$ au BEAA en raison de l'amélioration des prix du marché du papier recyclé en 2020. De plus, des crédits d'impôt de recherche et développement (R&D) de 19 M\$ en 2020, comparativement à 15 M\$ en 2019, ont eu un impact positif sur le BEAA en 2020.

Sur une base ajustée², le BEAA s'élève à 675 M\$ en 2020, une augmentation comparativement à 604 M\$ en 2019.

Les principales variations du bénéfice d'exploitation avant amortissement de 2020, comparativement à 2019, sont illustrées ci-dessous (en millions de dollars canadiens) :



BEAA ajusté	Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.
Matières premières (BEAA)	Les effets estimatifs de ces coûts sont basés sur des coûts de production par unité expédiée à l'externe ou entre les secteurs qui subissent les incidences du rendement des fibres, de l'évolution de la gamme de produits, des coûts de transport pour ces intrants et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats de matières premières, notamment le plastique et les copeaux.
Devise \$ CAN (BEAA)	L'effet estimatif du taux de change est basé sur les ventes à l'exportation des unités canadiennes de la Société, en devise \$ US, moins les achats, qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, ainsi que sur la conversion en \$ CAN des résultats des filiales non canadiennes. Cela inclut également l'effet du taux de change sur les éléments du fonds de roulement et la trésorerie en mains des entités canadiennes de la Société dans une autre devise que le \$ CAN, ainsi que les transactions de couverture. Excluant la sensibilité indirecte (veuillez consulter la section « Table de sensibilité » pour plus de détails).
Autres coûts de production et assortiment (BEAA)	Les autres coûts de production incluent l'incidence des coûts fixes et variables basés sur les coûts de production par unité expédiée à l'externe, qui sont influencés par les arrêts de production, l'efficacité et les changements dans l'assortiment des produits.
Récupération et recyclage (ventes et BEAA)	Suivant l'intégration de ce sous-secteur avec les autres secteurs de la Société, les variations des résultats sont présentées en excluant l'impact de celui-ci. Les variations des résultats de ce sous-secteur sont présentées de façon globale et séparée dans les graphiques.

L'analyse des variations des ventes et du BEAA par secteur est présentée dans chaque revue (bien vouloir consulter la section « Revue des Secteurs » pour plus de détails).

La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

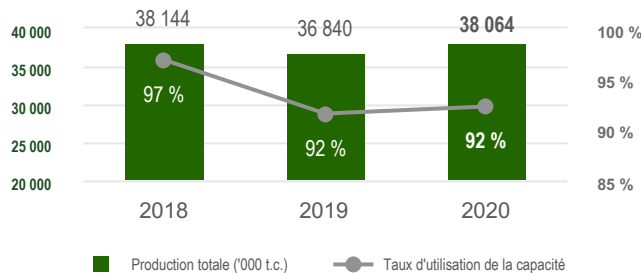
REVUE DES SECTEURS

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON-CAISSE

Notre industrie

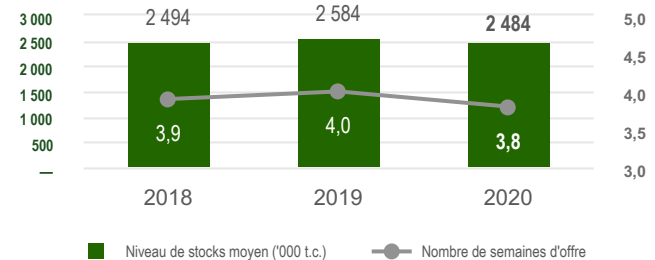
Production de l'industrie américaine du carton-caisse et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de l'industrie américaine du carton-caisse s'est élevée à 38,1 millions de tonnes courtes en 2020, une hausse de 3 % par rapport à 2019, en raison d'une demande supérieure liée à la pandémie de COVID-19. Ainsi, le taux d'utilisation de la capacité s'est élevé à 92,3 % en 2020 contre 91,6 % en 2019.



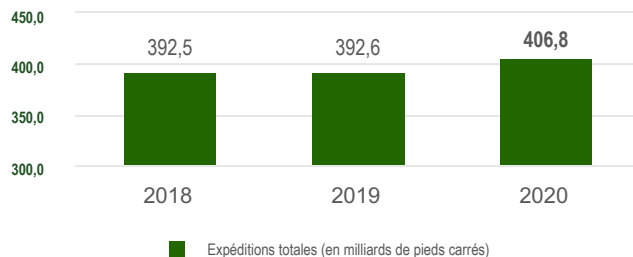
Stocks américains de carton-caisse aux usines de fabrication et de transformation²

Le niveau moyen des stocks a diminué de 3,9 % en 2020 par rapport à 2019, s'établissant même sous les niveaux de 2018, avec la demande en hausse pour les produits de cartonnage ondulé et l'évolution de la demande en lien avec la pandémie de COVID-19. La moyenne du nombre de semaines d'offre s'est chiffrée à 3,8 pour l'année par rapport à 4,0 en 2019.



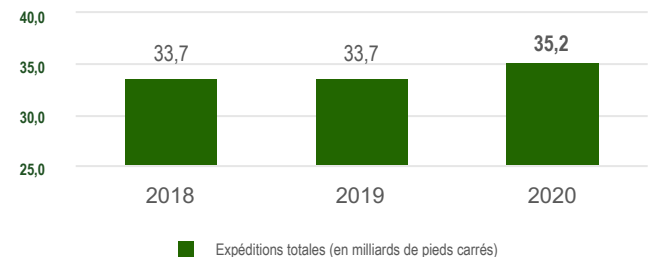
Expéditions de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé²

Les expéditions totales de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé ont augmenté de 4 % en 2020 par rapport à 2019. Ceci traduit la force de la demande pour les produits essentiels en plus du commerce en ligne, en lien avec la pandémie de COVID-19.



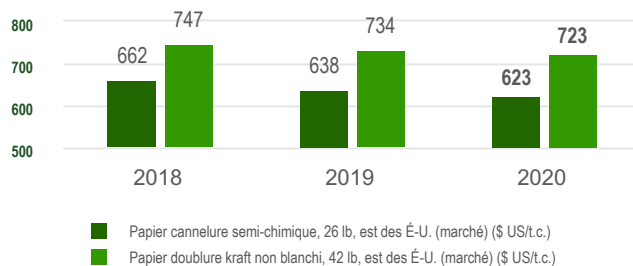
Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé³

Les expéditions canadiennes de boîtes de carton ondulé ont augmenté de 4 % en 2020 par rapport à 2019 en raison de la poursuite des activités manufacturières essentielles et des services, en plus du commerce en ligne, en lien avec la pandémie de COVID-19.



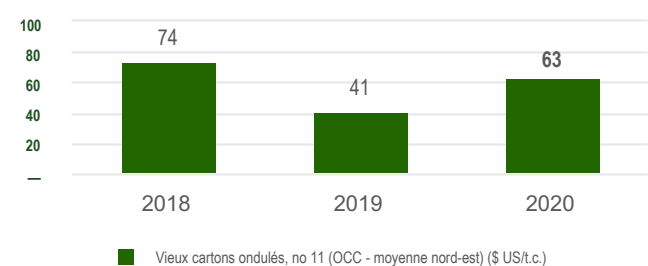
Prix de référence - carton-caisse¹

Les prix de référence en 2020 pour le papier cannelure et le papier doublure ont baissé de 1 % et de 2 % respectivement, par rapport à 2019. Cette situation s'explique par la fluctuation de la demande, surtout au cours de la première moitié de l'année, en lien avec la pandémie de COVID-19.



Prix de référence - papiers recyclés (grade brun)¹

Le prix de référence des vieux cartons ondulés n° 11 (OCC) a augmenté de 55 % en 2020 par rapport à 2019. Cette situation s'explique par l'augmentation de la demande des fibres recyclées tout au long de l'année avec la demande croissante pour les produits d'emballage en lien avec la pandémie de COVID-19.



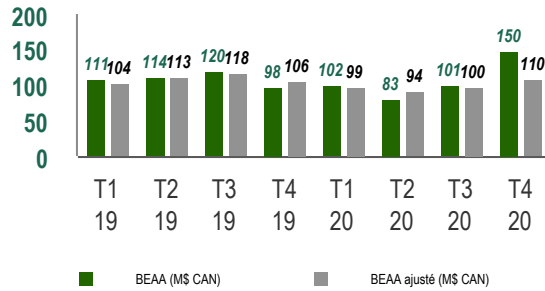
1 Source: RISI

2 Source: Fibre Box Association

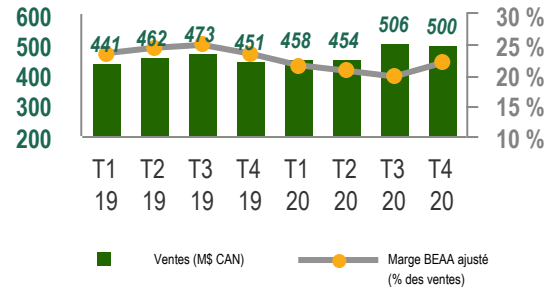
3 Source: Canadian Corrugated and Containerboard Association

Notre performance

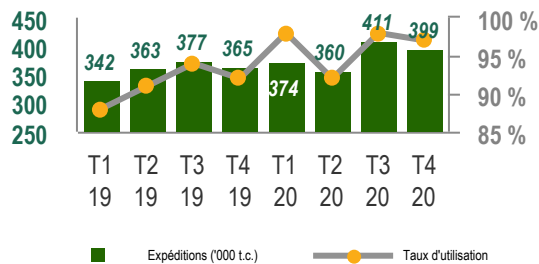
BEAA et BEAA ajusté (M\$ CAN)



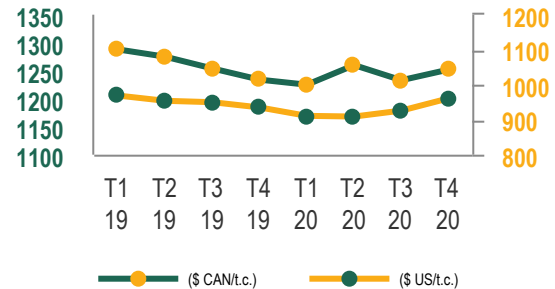
Ventes et marge BEAA ajusté



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

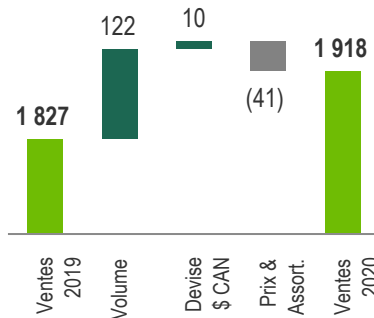


Prix de vente moyen

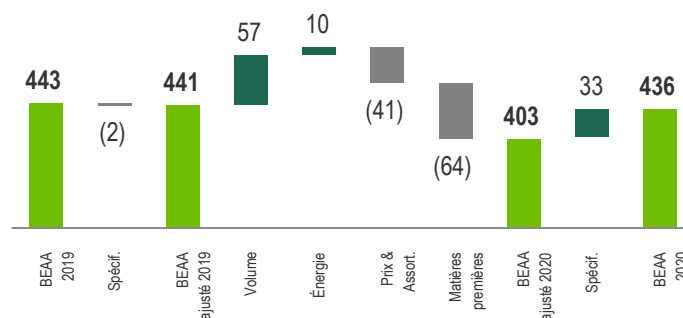


Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur de l'emballage carton-caisse de 2020, comparativement à 2019, sont présentées ci-dessous :

VENTES (M\$)



BEAA (M\$)



La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

2019	2020	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
1 447	1 544	7 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
1 262	1 242	-2 %
Ventes (M\$)		
1 827	1 918	5 %
BEAA¹ (M\$) (tel que divulgué)		
443	436	-2 %
% des ventes		
24 %	23 %	
(ajusté)¹		
441	403	-9 %
% des ventes		
24 %	21 %	
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
328	321	-2 %
(ajusté)¹		
326	288	-12 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs. Incluant 14,0 milliards de pieds pour 2020 par rapport à 13,1 milliards de pieds carrés pour 2019, une augmentation de 7 %.

³ Incluant les ventes aux autres partenaires de Greenpac.

Les expéditions ont augmenté de 97 000 t.c., ou de 7 %, en 2020 comparativement à 2019. Ceci reflète une hausse de 59 000 t.c., ou de 8 %, des expéditions externes de nos moulins en raison de la demande plus forte du marché dans l'exercice et d'une hausse de 5 % du taux d'utilisation de la capacité. Par conséquent, le taux d'intégration de nos moulins a diminué à 56 % en 2020, comparativement à 58 % l'année dernière. En incluant les ventes aux autres partenaires³, le taux d'intégration s'élève à 69 % en 2020, soit une légère baisse par rapport à 71 % en 2019. Les expéditions de produits convertis ont, de leur côté, augmenté de 6 %. Cela surpasse les marchés canadien et américain qui ont augmenté de 4 % et de 3 % respectivement.

Le prix de vente moyen en dollars canadiens a diminué de 7 % pour les rouleaux de papier et de 1 % pour les produits convertis. La dépréciation moyenne de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence favorable sur les prix de vente moyens et a en partie contrebalancé ces baisses.

Les ventes ont augmenté de 91 M\$, ou de 5 %, comparé à 2019. Le volume plus élevé a ajouté 122 M\$ aux ventes, tandis que la dépréciation moyenne de 1 % du dollar canadien a ajouté 10 M\$. Ces facteurs positifs ont été en partie contrebalancés par l'assortiment moins favorable de produits vendus et la baisse du prix de vente moyen qui ont eu un impact négatif combiné de 41 M\$.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a diminué de 7 M\$, ou de 2 %, en 2020 comparativement à 2019. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux exercices, la diminution de 38 M\$, ou de 9 %, du BEAA reflète un prix de vente moyen inférieur et un assortiment défavorable de produits vendus, qui ont eu un impact combiné négatif de 41 M\$. De plus, les coûts en hausse des fibres recyclées brunes ont soustrait 64 M\$ supplémentaires. À l'inverse, les volumes plus élevés de 7 % et les coûts énergétiques moins élevés ont ajouté respectivement 57 M\$ et 10 M\$ à nos résultats.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2020 et en 2019 qui ont influé sur le BEAA¹.

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON PLAT EUROPE

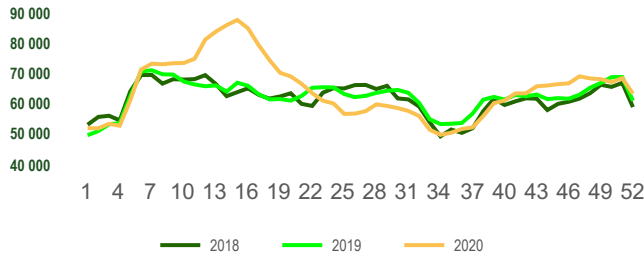
Notre industrie

Commandes de carton plat couché de l'industrie européenne¹

En Europe, les commandes de carton plat couché recyclé (WLC) d'approximativement 3,3 millions de tonnes métriques en 2020 ont augmenté de 4 % comparativement à 2019. L'industrie du carton plat couché vierge (FBB) a connu un niveau de commandes de l'ordre de 2,4 millions de tonnes métriques en 2020, en hausse de 1 % comparativement à 2019.

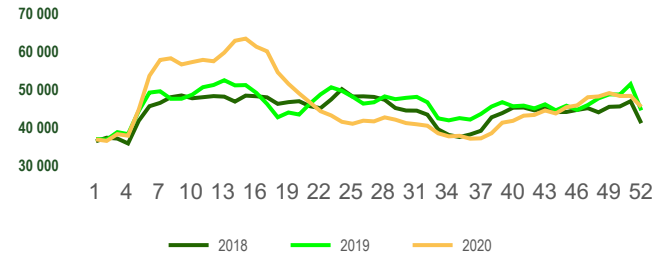
Commandes de carton plat couché recyclé en Europe

(Carton gris doublé blanc recyclé (WLC) - moyenne mobile cinq dernières semaines) (t.m. par semaine)



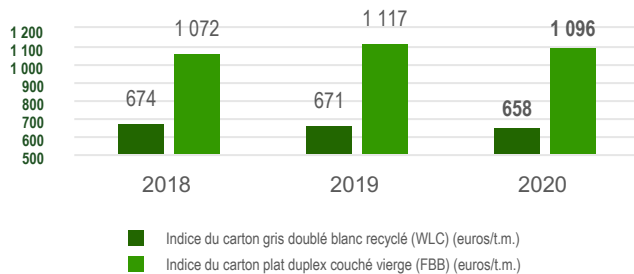
Commandes de carton plat couché vierge en Europe

(Carton plat duplex couché vierge (FBB) - moyenne mobile cinq dernières semaines) (t.m. par semaine)



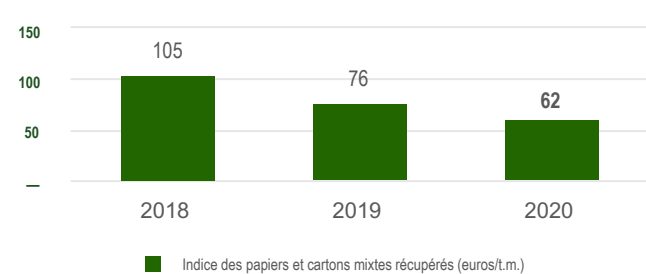
Prix de référence - carton plat en Europe^{2,3,4}

Les prix du carton plat couché recyclé ont diminué de 2 % dans les pays de l'Europe de l'Ouest en 2020 comparativement à 2019. Les prix du carton plat couché vierge ont également baissé de 2 % au cours de l'année.



Prix de référence - papiers recyclés en Europe^{2,5}

Les prix des papiers recyclés ont baissé de 18 % en 2020 par rapport à 2019 avec les prix qui ont baissé en seconde moitié de 2020, et avec la réouverture de plusieurs entreprises résultant en une plus grande quantité de matériel devenant disponible. Les prix ont commencé à augmenter au dernier trimestre en lien avec la forte demande de produits de carton-caisse.



¹ Source: CEPI Cartonboard

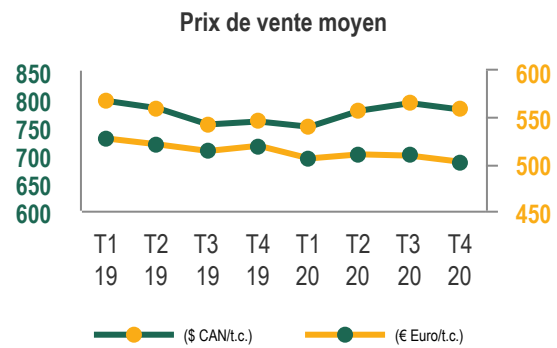
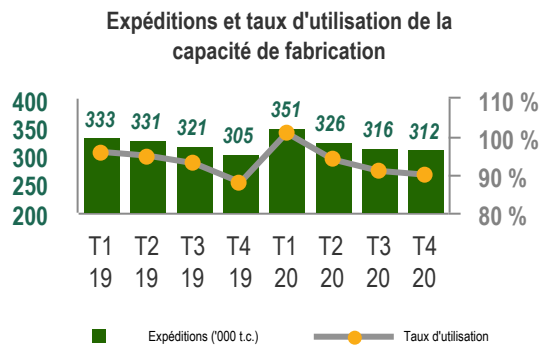
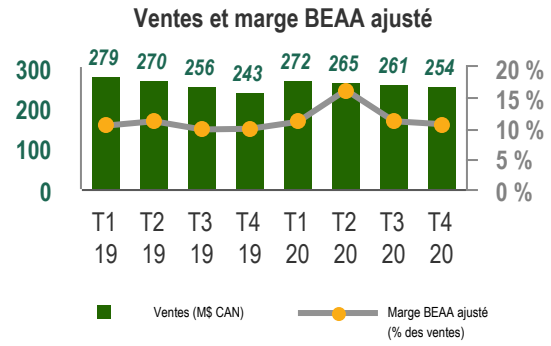
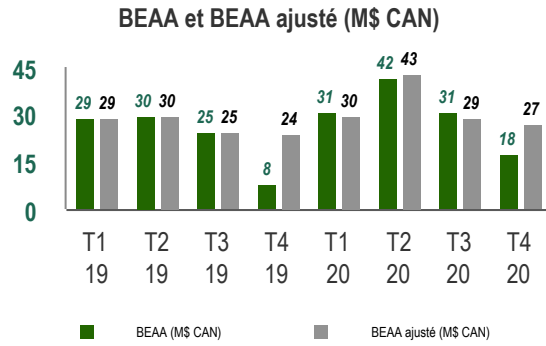
² Source: RISI

³ L'indice Cascades des prix de vente du carton gris doublé blanc recyclé représente une approximation des prix de vente des grades de produits recyclés de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe du carton gris doublé blanc recyclé.

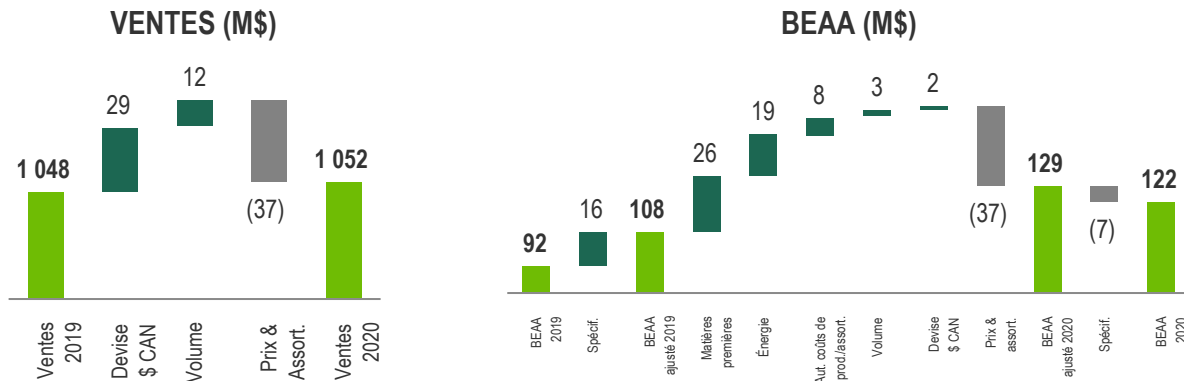
⁴ L'indice Cascades des prix de vente du carton plat duplex couché vierge représente une approximation des prix de vente des grades de produits vierges de Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe du carton plat duplex couché vierge.

⁵ L'indice des papiers recyclés représente une approximation des prix payés pour les papiers recyclés par Cascades en Europe. Il est pondéré sur une base géographique. Pour chaque pays, nous utilisons la moyenne des prix PPI Europe des papiers recyclés. Cet indice devrait être uniquement utilisé à titre d'indicateur d'une tendance, car il peut être différent de nos coûts d'achat réels et de l'assortiment des produits achetés.

Notre performance



Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur du carton plat Europe de 2020, comparativement à 2019, sont présentées ci-dessous :



La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

2019	2020	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
1 290	1 305	1 %
Prix de vente moyen³		
(\$ CAN/unité)		
773	775	—
(€ Euro/unité)		
521	507	-3 %
Ventes (M\$)		
1 048	1 052	—
BEAA¹ (M\$)		
(tel que divulgué)		
92	122	33 %
% des ventes		
9 %	12 %	
(ajusté)¹		
108	129	19 %
% des ventes		
10 %	12 %	
Bénéfice d'exploitation (M\$)		
(tel que divulgué)		
45	74	64 %
(ajusté)¹		
61	81	33 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

³ Le prix de vente moyen est basé sur une moyenne pondérée des expéditions de carton plat recyclé, vierge et converti seulement.

Les expéditions externes des activités de carton plat recyclé ont augmenté de 5 000 t.c., ou de 1 %, en 2020 comparativement à 2019. Les expéditions de carton plat vierge ont augmenté de 12 000 t.c., ou de 8 %, tandis que les expéditions de produits convertis ont diminué de 2 000 t.c..

Le prix de vente moyen a diminué en euros de 3 % mais a augmenté légèrement en dollars canadiens d'une année à l'autre avec la dépréciation moyenne de 3 % du dollar canadien par rapport à l'euro. Par rapport à l'année précédente, le prix de vente moyen des activités de carton plat recyclé a diminué de 14 €, ou de 3 %, tandis que le prix de vente moyen des activités de carton plat vierge a diminué de 22 €, ou de 3 %.

L'augmentation des ventes de 4 M\$ en 2020 s'explique par la dépréciation moyenne de 3 % de la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à l'euro, augmentant les ventes de 29 M\$, de même que par des volumes plus élevés, qui ont contribué pour 12 M\$ aux ventes en 2020. D'un autre côté, la baisse du prix de vente moyen a eu une incidence sur les ventes de 37 M\$.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a augmenté de 30 M\$, ou de 33 %, en 2020 comparativement à 2019. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux exercices, l'augmentation de 21 M\$, ou de 19 %, s'explique par la baisse des coûts des matières premières et des coûts énergétiques (incluant les crédits d'impôt), ainsi que par d'autres variations positives, qui ont respectivement ajouté 26 M\$, 19 M\$ et 8 M\$ au BEAA. Ces impacts ont été en partie contrebalancés par la baisse du prix de vente moyen, qui a soustrait 37 M\$. La dépréciation moyenne de 3 % de la valeur du dollar canadien a ajouté 2 M\$ tandis que la hausse du volume a ajouté 3 M\$ au BEAA.

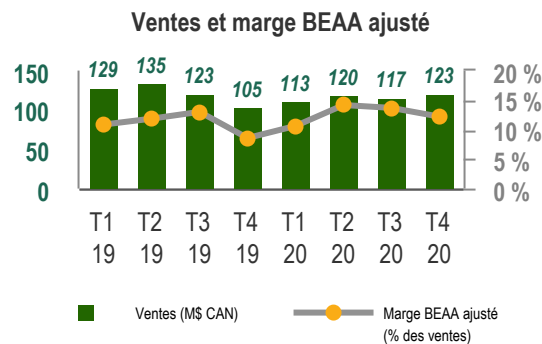
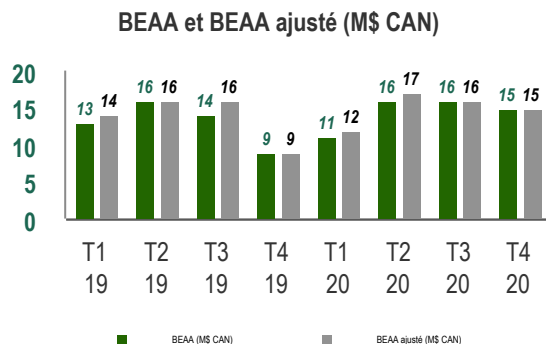
Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2020 et en 2019 qui ont influé sur le BEAA¹.

PRODUITS D'EMBALLAGE - PRODUITS SPÉCIALISÉS

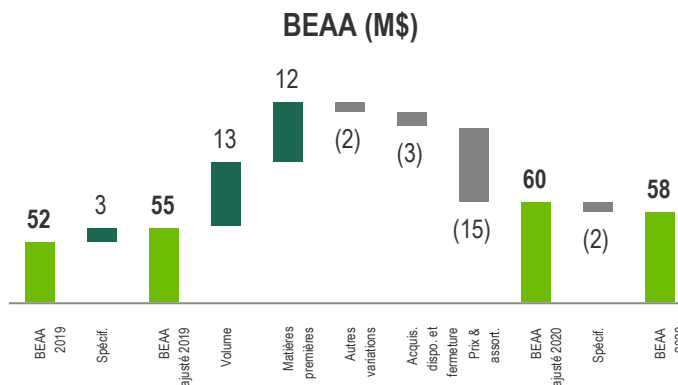
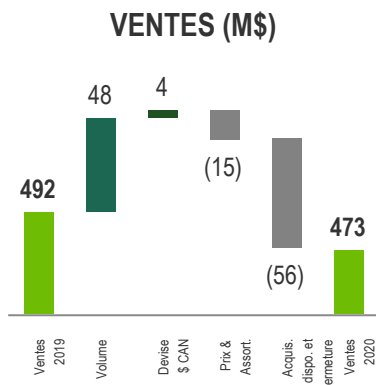
CHANGEMENT AU NIVEAU DE L'INFORMATION SECTORIELLE

En 2019, la Société a modifié ses méthodes de divulgation interne conformément aux exigences du principal décideur opérationnel et aux analyses commerciales. Les activités de récupération et de recyclage, auparavant incluses dans le secteur des produits spécialisés, sont maintenant incluses au niveau des activités corporatives, car elles soutiennent nos secteurs nord-américains d'emballage et de papiers tissu et sont analysées séparément.

Notre performance



Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur des produits spécialisés de 2020, comparativement à 2019, sont présentées ci-dessous :



La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

2019	2020	Variation en %
Ventes (M\$)		
492	473	-4 %
BEAA¹ (M\$) (tel que divulgué)		
52	58	12 %
% des ventes 11 %	12 %	
(ajusté)¹		
55	60	9 %
% des ventes 11 %	13 %	
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
36	42	17 %
(ajusté)¹		
39	44	13 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

Les ventes ont diminué de 19 M\$, ou de 4 %, en 2020 comparativement à 2019 en raison surtout de la disposition de nos activités européennes et de la fermeture de notre usine de fabrication d'endos pour couvre-plancher en 2019, représentant une baisse des ventes de 56 M\$. Les prix de vente moyens inférieurs et l'assortiment moins favorable des produits vendus ont réduit les ventes de 15 M\$ en 2020. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la hausse du volume dans tous nos sous-secteurs, qui ont ajouté 48 M\$, ainsi que par un taux de change plus favorable de 4 M\$ qui a ajouté aux ventes.

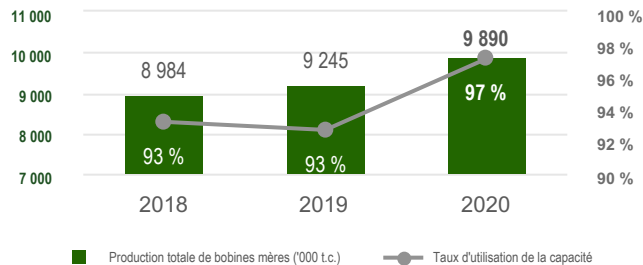
Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a augmenté de 6 M\$, ou de 12 %, en 2020 comparativement à 2019. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux exercices, l'augmentation de 5 M\$, ou de 9 %, du BEAA reflète des volumes à la hausse et des coûts de matières premières à la baisse dans tous nos sous-secteurs, sauf celui de l'emballage industriel, qui ont positivement contribué aux résultats pour 13 M\$ et 12 M\$, respectivement. Ces facteurs ont été amoindris par un prix de vente moyen inférieur et des changements dans l'assortiment des produits vendus, de même que par des coûts d'exploitation et d'entretien et réparations plus élevés, qui ont eu une incidence sur les résultats de 15 M\$ et 2 M\$, respectivement. La diminution de 3 M\$ du BEAA généré par la disposition de nos activités européennes et par la fermeture de notre usine de fabrication d'endos pour couvre-plancher dans la seconde moitié de 2019 ont également contribué à amoindrir la hausse.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2020 et en 2019 qui ont influé sur le BEAA¹.

Notre industrie

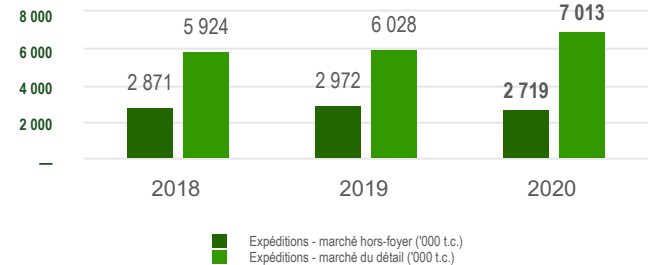
Production de l'industrie américaine des papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de bobines mères a augmenté de 7 % en 2020, soit la dixième année consécutive de hausse. Le taux d'utilisation de la capacité moyen a augmenté à 97 % en 2020, en hausse de 4 %, par rapport à 93 % en 2019. La hausse de la demande, surtout au niveau des produits au détail, en lien avec la pandémie de COVID-19 a été un facteur important menant à ces résultats.



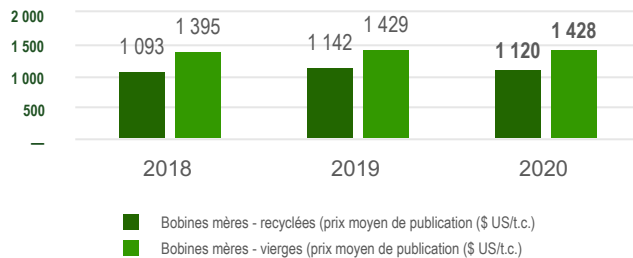
Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine des papiers tissu¹

En 2020, les expéditions du marché du détail et du marché hors foyer ont progressé de 16 % et ont diminué de 9 %, respectivement, par rapport à 2019. Cette situation s'explique par la hausse de la demande de produits de papiers tissu et la baisse correspondante pour les produits du marché hors-foyer, en lien avec la pandémie de COVID-19.



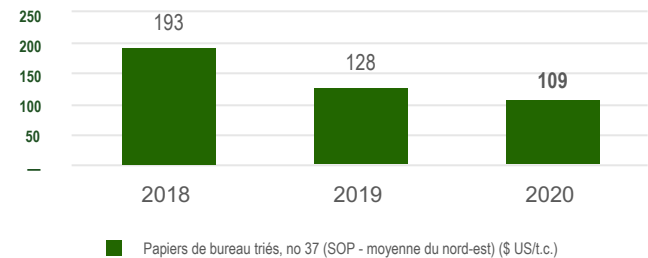
Prix de référence - bobines mères¹

En 2020, le prix de référence des bobines mères recyclées et vierges a diminué de 2 % et est demeuré stable, respectivement, par rapport à 2019.



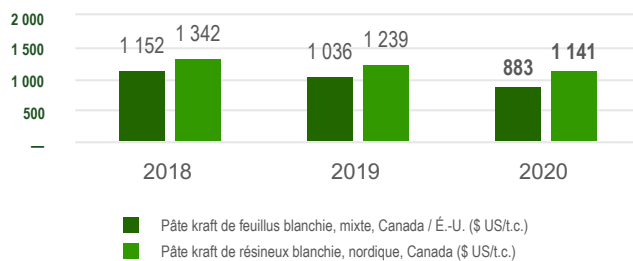
Prix de référence - papiers recyclés (grade blanc)¹

Le prix de référence des papiers de bureau triés n° 37 (SOP) a diminué de 15 % en 2020 par rapport à 2019.



Prix de référence - pâte commerciale¹

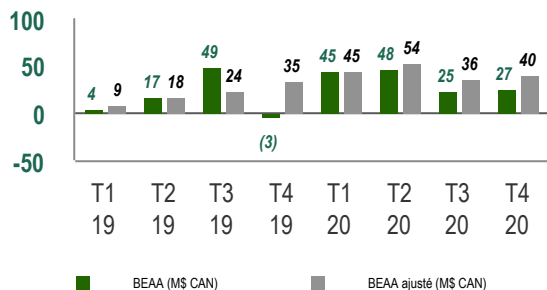
En 2020, les prix de référence de la pâte de résineux et de la pâte de feuillus ont diminué de 8 % et de 15 % respectivement, par rapport à 2019 en raison de la dynamique de la demande.



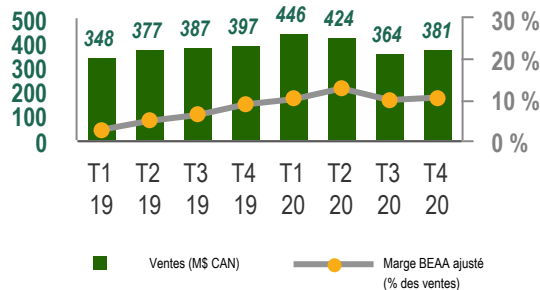
¹ Source: RISI

Notre performance³

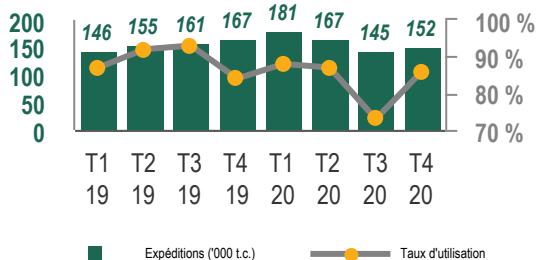
BEAA et BEAA ajusté (M\$ CAN)



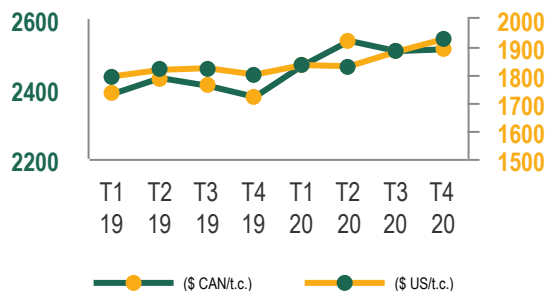
Ventes et marge BEAA ajusté



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

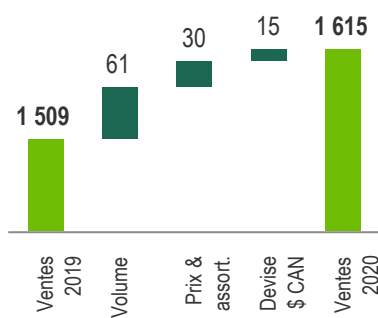


Prix de vente moyen



Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur des papiers tissu de 2020, comparativement à 2019³, sont présentées ci-dessous :

VENTES (M\$)



BEAA (M\$)



La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

³ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

2019	2020	Variation en %
Expéditions³ ('000 t.c.)		
629	645	3 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
2 400	2 505	4 %
Ventes (M\$)		
1 509	1 615	7 %
BEAA^{1 2} (M\$) (tel que divulgué)		
67	145	116 %
% des ventes		
4 %	9 %	
(ajusté) ¹		
86	175	103 %
% des ventes		
6 %	11 %	
Bénéfice d'exploitation² (M\$) (tel que divulgué)		
6	72	1 100 %
(ajusté) ¹		
25	102	308 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

² Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

³ Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

Les expéditions externes de bobines mères ont augmenté de 10 000 t.c., ou de 7 %, en 2020 comparativement à 2019. Ceci reflète en grande partie une meilleure gestion des stocks et un effort de vente supplémentaire. Ceci a conduit à un taux d'intégration plus bas s'établissant à 73 % en 2020 par rapport à 76 % en 2019. Les expéditions externes des produits transformés ont augmenté de 6 000 t.c., ou de 1 %, principalement en raison d'une augmentation de la demande dans le marché des produits au détail, contrebalancée par une diminution du volume de 35 000 t.c., ou 15 %, des produits hors foyer en raison de la pandémie de COVID-19.

La hausse de 4 % du prix de vente moyen s'explique surtout par un assortiment favorable de produits convertis vendus, les hausses de prix de vente relativement à nos initiatives stratégiques visant à augmenter la rentabilité et la dépréciation moyenne de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces bénéfices ont été partiellement contrebalancés par une proportion plus élevée des bobines mères vendues.

La hausse de 7 % des ventes en 2020 est attribuable à des volumes plus élevés procurant 61 M\$ supplémentaires, en incluant l'acquisition d'Orchids en 2019, et à un taux de change favorable ayant généré un impact de 15 M\$ sur les ventes. L'impact net de la hausse des prix de vente et de l'assortiment favorable des clients et des produits vendus a également ajouté 30 M\$.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a augmenté de 78 M\$, ou de 116 %, en 2020 comparativement à 2019. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux exercices, le BEAA ajusté a augmenté de 89 M\$, ou de 103 %, et s'explique principalement par les facteurs mentionnés précédemment et par la baisse des coûts des fibres recyclées représentant un impact positif de 13 M\$. Les volumes plus élevés ont également ajouté 8 M\$ au BEAA. De plus, les frais de transport inférieurs et une diminution des coûts fixes principalement en raison des optimisations effectuées à notre portefeuille d'actifs ont également contribué à la hausse des résultats. De plus, des charges à la baisse en raison d'une saine gestion, des initiatives de réduction de coûts ainsi que des crédits d'impôts reliés à la recherche et au développement ont également contribué aux résultats. Tous ces éléments combinés ont généré une incidence favorable de 26 M\$ au BEAA, tandis que les coûts énergétiques à la baisse ont ajouté un autre 11 M\$.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2020 et en 2019 qui ont influé sur le BEAA¹.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

Le secteur des activités corporatives a encouru certains éléments spécifiques¹ qui ont affecté le BEAA¹ en 2020 et 2019. Les activités corporatives ont généré une perte du BEAA ajusté¹ de 92 M\$ en 2020 par rapport à une perte de 86 M\$ en 2019. La meilleure performance de nos activités de récupération et de recyclage, en raison de l'amélioration des prix du marché des fibres recyclées, a eu un écart positif sur le BEAA de 30 M\$ (les résultats de 2019 incluaient une baisse de valeur de 14 M\$). Cet impact favorable a été contrebalancé partiellement par des coûts supplémentaires engagés pour soutenir notre initiative stratégique visant à optimiser notre rentabilité grâce à des améliorations de l'efficacité de la production, de la chaîne d'approvisionnement, de la planification des ventes et des opérations et de la gestion des revenus nets.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La charge au titre de la rémunération à base d'actions enregistrée dans les activités corporatives s'est élevée à 7 M\$ en 2020, par rapport à 3 M\$ en 2019. Pour plus de détails sur la rémunération à base d'actions, bien vouloir consulter la Note 21 afférente aux états financiers consolidés audités de 2020.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

ANALYSE DES AUTRES ÉLÉMENTS

AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement a augmenté de 10 M\$, se chiffrant à 299 M\$ en 2020, par rapport à 289 M\$ en 2019. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition d'Orchids au second semestre de 2019 et aux investissements en immobilisations corporelles réalisés au cours des douze derniers mois, ainsi qu'à la révision de la durée de vie utile de certains équipements à une période plus courte. Les baisses de valeur enregistrées en 2019 et 2020 compensent en partie cette augmentation.

FRAIS DE FINANCEMENT ET CHARGE (REVENU) D'INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL ET AUTRES PASSIFS

Les frais de financement et intérêts sur avantages du personnel et autres passifs se sont élevés à 98 M\$ en 2020, par rapport à 143 M\$ en 2019, soit une diminution de 45 M\$.

L'écart s'explique principalement par la réévaluation de la juste valeur enregistrée en 2019 sur l'option de vente de la CDPQ sur son investissement dans Greenpac, s'élevant à 35 M\$ en 2019 en raison de l'amélioration de la performance financière de Greenpac pendant l'année.

En 2020, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 13 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 1 M\$ en 2019, sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse Bear Island, qui n'a pas été exercée. En 2020, la Société a également enregistré une perte non réalisée de 2 M\$ relative à une option d'achat octroyée par la Société à l'un des actionnaires minoritaires de Falcon Packaging LLC.

En 2019, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 1 M\$, sur des swaps de taux d'intérêt (nul en 2020).

Le 12 juillet 2019, S&P Global Ratings a révisé les perspectives de la Société de positive à stable sur la hausse de l'effet de levier; cote corporative de BB- ré-affirmée.

PERTE SUR LE RACHAT DE DETTE À LONG TERME

2020

La Société a racheté 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis et a versé une prime de rachat par anticipation de 4 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 2 M\$ relatifs à ces billets.

2019

La Société a racheté 400 M\$ US et 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis et a versé des primes de rachats par anticipation de 11 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 3 M\$ relatifs à ces billets.

PERTE SUR RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE PLACEMENTS

En 2020, la Société a comptabilisé une perte sur réévaluation à la juste valeur de placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2020, la Société a enregistré une charge d'impôts sur les résultats de 45 M\$ comparativement à 19 M\$ en 2019.

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	74	31
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	(3)	(2)
Réévaluation des années antérieures	(5)	3
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires	(1)	—
Écarts permanents	(12)	(3)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	(8)	(11)
Variations des écarts temporaires	—	3
Autres	—	(2)
	(29)	(12)
Charge d'impôts sur les résultats	45	19

La Société a réévalué la possibilité de recouvrer des pertes en capital non réalisées à la suite du rachat de dettes libellées en dollars américains en 2020, ce qui a donné lieu à la constatation d'actifs d'impôts totalisant 3 M\$, dont 2 M\$ ont été comptabilisés dans les résultats, comparativement à la constatation d'actifs d'impôts totalisant 12 M\$, dont 11 M\$ ont été comptabilisés dans les résultats en 2019.

Greenpac est une Corporation LLC (société à responsabilité limitée) et les partenaires ont accepté de la traiter telle une entité transparente à des fins fiscales. Ainsi, la charge d'impôts calculée au taux statutaire américain est intégrée entièrement au sein de la charge d'impôts consolidée de chaque partenaire selon sa participation respective dans l'entité et aucune charge d'impôts n'est incluse dans le bénéfice net de Greenpac. Ainsi, même si Greenpac est maintenant entièrement consolidée dans les revenus de la Société, seulement 92 % du revenu comptable avant impôts est considéré aux fins de la provision pour impôts (71,8 % avant l'acquisition de la part de 20,2 % de la CDPQ dans Greenpac le 3 janvier 2020).

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition diffère par rapport au Canada, notamment aux États-Unis, en France et en Italie. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 24 % et 28 %. La moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 25,35 % en 2020 (2019 - 25,50 %).

PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

La part des résultats des entreprises associées et des coentreprises s'est élevée à 14 M\$ en 2020, par rapport à 9 M\$ en 2019. Bien vouloir consulter la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont généré 587 M\$ en liquidités en 2020, par rapport à 460 M\$ générés en 2019. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont généré 20 M\$ en liquidités en 2020, par rapport à 59 M\$ générés en 2019. Les efforts importants qui ont été déployés dans les créances et la gestion des risques et la gestion des stocks ont conduit à une réduction du fonds de roulement dans les deux années. Au 31 décembre 2020, le ratio du fonds de roulement sur les ventes moyennes des douze derniers mois s'établissait à 9,6 %, comparativement à 10,1 % au 31 décembre 2019.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 567 M\$ en 2020, par rapport à 401 M\$ en 2019. Cette mesure des flux de trésorerie est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 300 M\$ US échéant en 2028 et a racheté ses billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US échéant en 2023. La Société a payé une prime de 4 M\$ pour le remboursement anticipé de ses billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US échéant en 2023.

À la suite du rachat de billets subordonnés non garantis le 26 novembre 2019, notre paiement d'intérêt prévu normalement en janvier 2020 a été effectué en décembre 2019, d'un montant de 23 M\$. En 2019, avant que la Société rachète la participation de la CDPQ le 3 janvier 2020 (voir la section « Faits Saillants » pour plus de détails), les frais de financement payés incluaient le paiement d'intérêts (dividendes) de 21 M\$ versés à la CDPQ puisque sa participation était considérée comme un passif pour des fins comptables.

La Société a également fait un paiement d'impôts de 9 M\$ en 2020, par rapport à un paiement de 27 M\$ en 2019.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

En 2020, les activités d'investissement ont utilisé des liquidités totales de 203 M\$, par rapport à 540 M\$ utilisés en 2019. Les activités d'investissement de 2019 comprennent les 311 M\$ liés à l'acquisition d'Orchids Paper Products conclue en septembre 2019. Un ajustement du prix d'achat de 2 M\$ a été encaissé en 2020.

CESSIONS DE PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

2020

La Société a augmenté sa participation dans une entreprise associée pour un paiement de 1 M\$ et a cédé l'un de ses placements pour un produit total de 4 M\$.

2019

La Société a encaissé 1 M\$ à la suite de la vente d'actions d'une coentreprise.

VARIATION D'ACTIFS INCORPORELS ET D'AUTRES ACTIFS

2020

La Société a investi 10 M\$ pour la modernisation de notre PGI et d'autres logiciels supportant la réingénierie de nos processus d'affaires et 2 M\$ pour une participation supplémentaire dans l'un de ses placements.

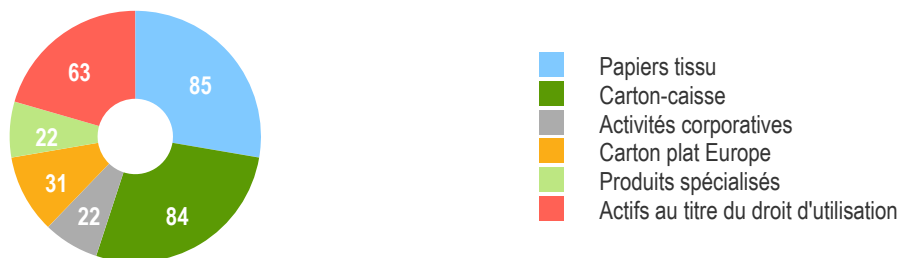
2019

La Société a investi 11 M\$ pour la modernisation de notre PGI et d'autres logiciels supportant la réingénierie de nos processus d'affaires et a reçu 3 M\$ d'un effet à recevoir inclus dans les autres actifs.

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Acquisitions totales	307	317
Variation des acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer	6	(9)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts	(63)	(50)
Paielements d'immobilisations corporelles	250	258
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(55)	(27)
Paielements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	195	231

Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles, incluant les actifs au titre du droit d'utilisation, par secteur en 2020, sont présentés ci-dessous (en M\$) :



Les projets en capital les plus importants commencés, en cours ou terminés au cours en 2020 sont les suivants :

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

- Des investissements pour une chaudière électrique et d'autres équipements afin de réduire notre empreinte environnementale et de réévaluer les sous-produits de production à notre usine de fabrication de Cabano, au Québec, au Canada.
- Les actifs de Bear Island en Virginie, aux États-Unis, pour la préparation du site avant la conversion de l'équipement pour la fabrication de carton-caisse.
- Investissement dans un deuxième laminateur semi-automatique dans notre usine de transformation de Schenectady, dans l'État de New York, aux États-Unis, pour augmenter la capacité, réduire les délais sur les produits spécialisés, améliorer l'expérience client et mieux répondre à la demande croissante de notre marché stratégique d'emballage industriel dans la région du nord-est des États-Unis.

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Investissement dans une thermoformeuse entièrement automatisée et une mise à niveau d'extrudeuse à Drummondville, au Québec, au Canada pour répondre aux exigences de l'un de nos clients stratégiques.

PAPIERS TISSU

- Des investissements dans de nouvelles lignes de transformation à notre usine de Wagram, en Caroline du Nord et de Scappoose, en Oregon, aux États-Unis, et l'acquisition d'autres équipements de transformation pour ajouter à notre base d'actifs.

PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principales cessions d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a reçu 42 M\$ de dollars de la vente d'un bâtiment d'une usine fermée en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a reçu 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicommis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des papiers tissu a reçu 2 M\$ sur la vente d'actifs d'une usine fermée.

2019

Le secteur de l'emballage carton-caisse a reçu 5 M\$ provenant de la vente du bâtiment et du terrain d'une usine fermée.

La Société a acquis la totalité des parts en circulation de OPP Acquisition Mexico S. de R.L. de C.V., désignées comme actifs détenus en vue de la vente à la date d'acquisition, qui ont été revendues le même jour pour 14 M\$ US (19 M\$). (Bien vouloir consulter la section « Faits Saillants » ou la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails).

TRÉSORERIE ENCAISSÉE (PAYÉE) DANS DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société a acquis les activités d'Orchids Paper Products Company pour une contrepartie totale de 307 M\$ qui consistait en 235 M\$ US (311 M\$) déboursés en 2019. Au premier trimestre de 2020, la Société a encaissé un ajustement du prix d'achat de 2 M\$ US (2 M\$) (bien vouloir consulter la section « Faits Saillants » ou la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails).

PRODUIT DE LA CESSION D'UNE FILIALE, DÉDUCTION FAITE DE LA TRÉSORERIE CÉDÉE

2019

Au troisième trimestre, la Société a vendu sa participation de 90 % dans Cascades Europe S.A.S. qui détient Cascades Rollpack, un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier situé en France, pour une contrepartie de 7 M€ (10 M\$) en espèces reçues à la signature de la transaction moins 1 M€ (1 M\$) de trésorerie cédée pour une contrepartie nette de 6 M€ (9 M\$) (bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails).

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont utilisé des liquidités totales de 156 M\$ en 2020, par rapport à 121 M\$ générés en 2019, incluant 31 M\$ (23 M\$ en 2019) de dividendes payés aux actionnaires de la Société.

ÉMISSION ET RACHAT DE BILLETS SUBORDONNÉS

2020

Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et un rendement effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le produit d'émission a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020
Émission de la dette	396
Prime reçue sur l'émission de la dette	17
Frais liés à l'émission	(4)
Rachat des billets de 2023	(264)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(4)
Diminution du crédit bancaire rotatif et augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	141

2019

Le 26 novembre 2019, la Société a émis des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 175 M\$ échéant en 2025 et des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 350 M\$ US échéant en 2026 ainsi que des billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028, totalisant 1 026 M\$, net de frais de financement de 13 M\$.

La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 400 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 405 M\$ US (533 M\$) et de 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2021 pour une contrepartie de 254 M\$, incluant les primes de 5 M\$ US (7 M\$) et de 4 M\$. La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Les produits d'émission ont été utilisés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2019
Émission de la dette	1 039
Frais reliés à l'émission de la dette	(13)
Rachat des billets de 2021 et 2022	(776)
Prime payée sur le refinancement de la dette	(11)
Diminution du crédit bancaire rotatif	239

VARIANCE DES AUTRES DETTES SANS RECOURS CONTRE LA SOCIÉTÉ

Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.

RÈGLEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2020, la Société a également reçu 1 M\$ au titre du règlement d'instruments financiers dérivés.

ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES SUR APPEL PUBLIC

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES SUR EXERCICE D' OPTION ET DE RACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société a émis 1 225 489 actions à un prix moyen de 5,89 \$ en 2020 à la suite de l'exercice d'options pour un montant total encaissé de 7 M\$ (2019 - 5 M\$ pour 1 048 434 actions ordinaires émises).

La Société a procédé au rachat de 635 554 actions pour annulation à un prix moyen pondéré de 12,41 \$, pour un montant de 8 M\$ en 2020 (2019 - 9 M\$ pour 966 654 actions ordinaires).

VERSEMENTS SUR LES AUTRES PASSIFS

Le 3 janvier 2020, la Société a payé un montant sur les autres passifs de 121 M\$ en lien avec l'acquisition de la part de la CDPQ dans Greenpac Holding LLC (voir la section « Faits Saillants » pour plus de détails).

DIVIDENDES PAYÉS POUR LA PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Les dividendes versés aux actionnaires sans contrôle s'élèvent à 16 M\$ en 2020 (17 M\$ en 2019). Ces paiements sont le résultat des dividendes payés aux actionnaires sans contrôle de Greenpac et/ou de Reno de Medici.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AUX 31 DÉCEMBRE 2020, 2019 ET 2018

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 décembre 2020	31 décembre 2019 ⁴	31 décembre 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	384	155	123
Fonds de roulement ¹	365	416	455
En pourcentage des ventes ²	9,6 %	10,1 %	10,6 %
Actifs totaux	5 412	5 188	4 948
Dette totale ³	2 063	2 118	1 892
Dette nette ³ (dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie)	1 679	1 963	1 769
Capitaux propres des actionnaires	1 753	1 492	1 506
Part des actionnaires sans contrôle	204	177	180
Capitaux propres totaux	1 957	1 669	1 686
Capitaux propres totaux et dette nette	3 636	3 632	3 455
Ratio « Dette nette / (Capitaux propres totaux + dette nette) »	46,2 %	54,0 %	51,2 %
Capitaux propres des actionnaires par action (en dollars)	17,14 \$	15,83 \$	15,99 \$

¹ Fonds de roulement = comptes débiteurs (en excluant la portion court terme des autres actifs) + stocks - comptes créditeurs et charges à payer.

² En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen DDM/ventes DDM. Les acquisitions et cessions significatives d'entreprises des douze derniers mois sont, respectivement, incluses ou exclues.

³ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

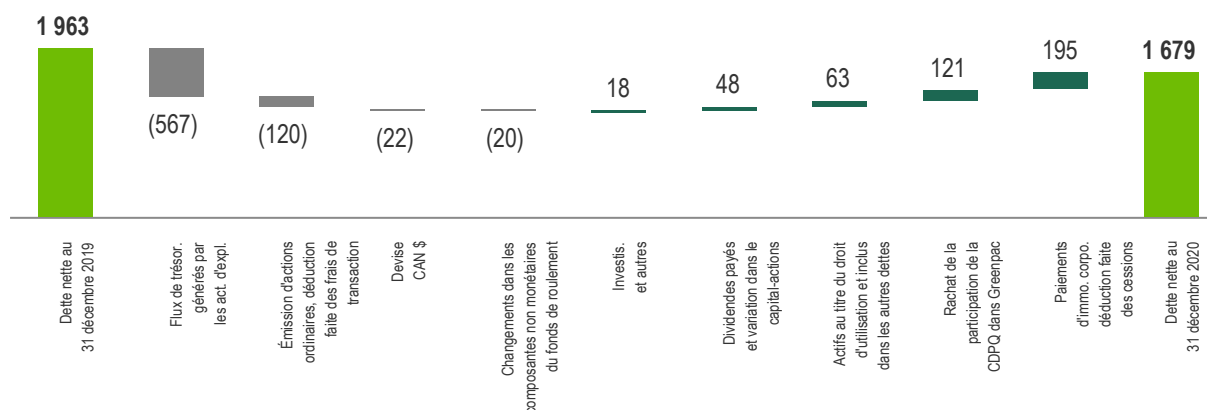
⁴ Les résultats consolidés de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements de l'allocation du prix d'achat. Bien vouloir consulter la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2020 pour plus de détails.

Le tableau suivant présente la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société :

Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (stable)

RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE¹

La variation de la dette nette (dette totale moins la trésorerie et équivalents de trésorerie) de 2020 est présentée ci-dessous (en M\$), accompagnée des ratios financiers applicables.



604	BEAA ajusté ¹ (douze derniers mois)	675
3,25x	Dette nette / BEAA ajusté ¹	2,5x

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour le rapprochement de ces montants.

La trésorerie disponible grâce à ses facilités de crédit ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations pour au moins les douze prochains mois. Au 31 décembre 2020, la Société disposait d'un montant de 737 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 13 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de nos filiales Greenpac et Reno de Medici). La trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2020 est composée de la façon suivante : 252 M\$ dans la Société mère et ses filiales restreintes (comme défini dans l'entente de crédit) et 132 M\$ dans les filiales non restreintes, principalement Greenpac et Reno de Medici.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 495 M\$ et de 656 M\$ respectivement au 31 décembre 2020, incluant un montant de 105 M\$ pour les avantages post-retraite autres que les régimes de retraite et de 72 M\$ pour les régimes de retraite qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente, étant donné que la Société a révisé ses programmes afin d'éliminer certains avantages pour les futurs retraités.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisque moins de 10 % de ses employés actifs sont assujettis à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés, incluant tous les nouveaux, participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K. Selon le solde de l'obligation au 31 décembre 2020, 92 % des régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019 (23 % en 2018).

Compte tenu des hypothèses et du plafond des actifs utilisés, le déficit actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalisait 69 M\$ au 31 décembre 2020, comparativement à 47 M\$ en 2019. La dépense de 2020 concernant les régimes de retraite a été de l'ordre de 8 M\$ et les sorties de fonds ont été de 7 M\$. Grâce aux rendements des placements en 2020 et au changement sur le plan des hypothèses de calcul, la dépense relative aux avantages du personnel devrait s'établir à 6 M\$ en 2021. Pour ce qui est des besoins en liquidités, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 7 M\$ en 2021. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de retraite de la Société est demeuré stable à environ 100 %.

COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

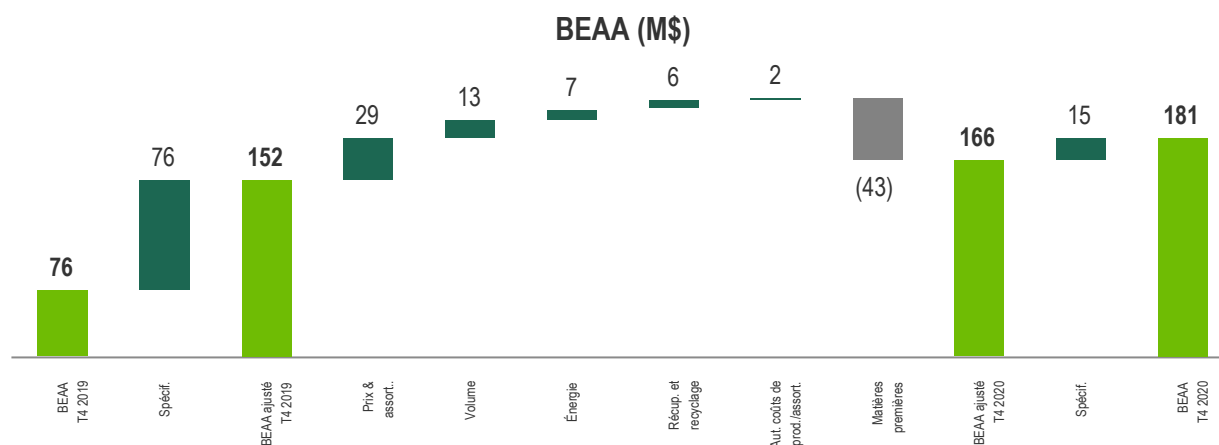
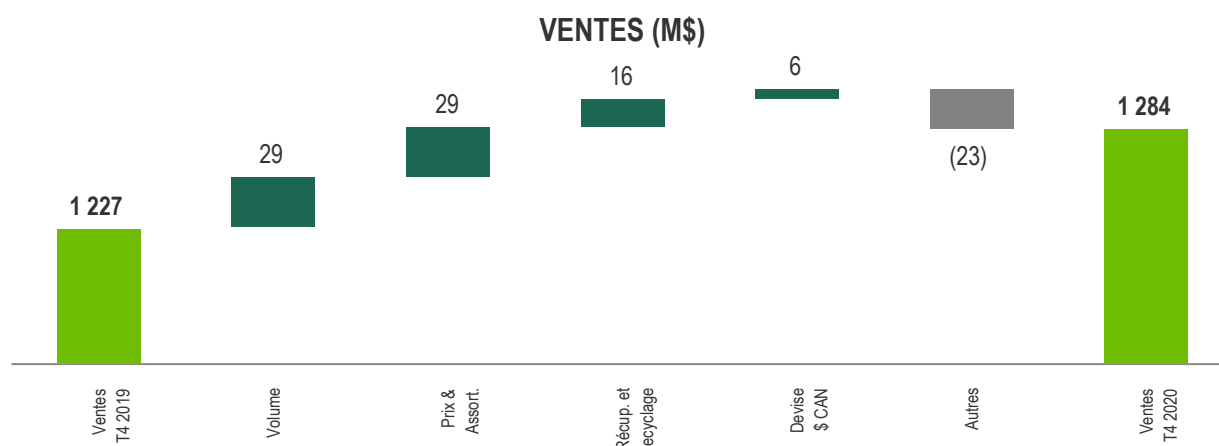
Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020, la Société a enregistré un bénéfice net de 73 M\$, ou 0,72 \$ par action, comparativement à une perte nette de 26 M\$, ou 0,27 \$ par action, pour la même période de 2019. Sur une base ajustée¹, la Société a généré un bénéfice net de 42 M\$ au quatrième trimestre de 2020, ou 0,42 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 29 M\$, ou 0,30 \$ par action, pour la même période de 2019.

Les ventes de 1 284 M\$ ont augmenté de 57 M\$, ou 5 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cela s'explique par des volumes plus élevés dans tous nos secteurs d'emballage combinés à un prix de vente moyen plus élevé dans le secteur des papiers tissu. De plus, la hausse des ventes des activités de récupération et de recyclage, découlant de la hausse des prix du marché des fibres recyclées, ainsi qu'un taux de change favorable de l'euro ont également eu un effet positif sur les ventes du quatrième trimestre.

La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) de 181 M\$ au quatrième trimestre de 2020. À titre comparatif, elle avait enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement de 76 M\$ à la même période de l'exercice précédent. Sur une base ajustée¹, le BEAA s'établit à 166 M\$ au quatrième trimestre de 2020, par rapport à 152 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de 14 M\$ du BEAA ajusté¹ reflète plusieurs facteurs. Ceux-ci incluent le prix de vente moyen plus élevé dans le secteur des papiers tissu, des volumes plus élevés dans les secteurs de l'emballage, des coûts de l'énergie plus faibles principalement dans les activités européennes, une rentabilité plus élevée dans les activités de récupération et de recyclage et une baisse des coûts de production et des frais de ventes et d'administration. À l'inverse, la hausse des prix du marché des fibres recyclées brunes a partiellement contrebalancé ces avantages, notamment dans le secteur de l'emballage carton-caisse.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du quatrième trimestre de 2020, par rapport à la même période de 2019, sont illustrées ci-dessous :



La Société a encouru certains éléments spécifiques en 2020 et en 2019 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

Au cours du quatrième trimestre de 2020, les principaux éléments spécifiques suivants, avant impôt, ont eu des répercussions sur les résultats :

- un gain de 40 M\$ attribuable à la vente d'un immeuble et du terrain de l'usine d'emballage carton-caisse d'Etobicoke, en Ontario, au Canada;
- une provision environnementale de 2 M\$ liée à une usine du secteur papiers tissu en Pennsylvanie, aux États-Unis;
- des baisses de valeur de 13 M\$ enregistrées principalement dans les segments papiers tissu et carton plat Europe, liées à des changements de l'évaluation de certains actifs en raison de la situation économique et à la demande du marché actuelles;
- des frais de restructuration de 8 M\$ comptabilisés dans les activités de papier tissu et les activités corporatives dans le cadre d'initiatives d'amélioration de la rentabilité et de restructuration;
- une perte non réalisée de 2 M\$ sur les instruments financiers.

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement, bien vouloir consulter la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour un rapprochement complet des montants.

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net (perte nette) ainsi que le bénéfice net (perte nette) par action, selon les IFRS, et le bénéfice net ajusté ainsi que le bénéfice net ajusté par action :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)		BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ¹	
	T4 2020	T4 2019	T4 2020	T4 2019
Selon les IFRS	73	(26)	0,72 \$	(0,27) \$
Éléments spécifiques :				
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(38)	5	(0,34) \$	0,04 \$
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	—	2	—	0,02 \$
Baisse de valeur	13	64	0,09 \$	0,49 \$
Frais de restructuration	8	3	0,05 \$	0,02 \$
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	2	2	0,02 \$	0,01 \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	—	14	—	0,11 \$
Gain non réalisé sur swaps de taux d'intérêt et réévaluation à la juste valeur d'une option	(11)	(1)	(0,12) \$	(0,01) \$
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(3)	1	(0,02) \$	0,01 \$
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	3	—	0,02 \$	—
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle ¹	(5)	(35)	—	(0,12) \$
	(31)	55	(0,30) \$	0,57 \$
Ajusté	42	29	0,42 \$	0,30

¹ Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuable aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Bien vouloir vous reporter à la section « Charge d'impôts sur les résultats », présentée à la section « Information Supplémentaire sur les Mesures Non-Conformes aux IFRS » pour plus de détails.

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	122	5	12	10	(40)	109
Amortissement	28	13	3	17	11	72
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	150	18	15	27	(29)	181
Éléments spécifiques :						
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(40)	—	—	2	—	(38)
Baisse de valeur (reprise)	(2)	9	—	5	1	13
Frais de restructuration	—	—	—	6	2	8
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	2	—	—	—	—	2
	(40)	9	—	13	3	(15)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	110	27	15	40	(26)	166
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	82	14	12	23	(37)	94

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019

(en millions de dollars canadiens)	Carton-caisse	Carton plat Europe	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	69	(6)	5	(21)	(48)	(1)
Amortissement	29	14	4	18	12	77
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	98	8	9	(3)	(36)	76
Éléments spécifiques :						
Perte sur acquisitions, cessions et autres	4	—	—	—	1	5
Ajustement d'inventaire résultant d'un regroupement d'entreprises	—	—	—	2	—	2
Baisse de valeur	2	14	—	34	14	64
Frais de restructuration	1	—	—	2	—	3
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	2	—	—	(1)	2
	8	16	—	38	14	76
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	106	24	9	35	(22)	152
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	77	10	5	17	(34)	75

PERSPECTIVES À COURT TERME

Nos perspectives à court terme sont positives malgré l'incertitude persistante liée à la COVID-19. Les niveaux de demande du carton-caisse demeurent élevés qui, combinés aux récentes augmentations des prix dans le secteur, devraient combler les fluctuations négatives des prix des matières premières. Dans le secteur Papiers Tissu, des volumes plus importants que prévus en décembre, le fléchissement saisonnier habituel du premier trimestre et la demande défavorable des produits hors foyer liés à la COVID-19 devraient se traduire par de moins bons résultats d'exploitation séquentiellement. Nous nous attendons à ce que les initiatives en cours de modernisation, de gestion des coûts et d'amélioration de la marge atténuent, en partie, la diminution des facteurs liés à la demande. Le rendement à court terme du secteur des Produits spécialisés devrait rester stable d'un trimestre à l'autre, grâce aux prix de vente moyens plus élevés et à la bonne demande pour les emballages de produits alimentaires de consommation, compensant les coûts légèrement plus élevés des matières premières. Les résultats du secteur Carton plat Europe devraient demeurer stables, les volumes étant plus élevés et un taux de change favorable atténuant les coûts plus élevés prévus des matières premières et de l'énergie. Sur une base consolidée, les coûts des matières premières devraient être un obstacle, à court terme, pour nos activités car les prix moyens du vieux carton ondulé augmentent selon les tendances saisonnières habituelles pour la période. Les prix des fibres blanches recyclées demeurent stables, tandis que ceux des pâtes vierges devraient augmenter en raison des récentes variations des prix de l'indice. Les matières premières demeurent facilement disponibles et nous ne prévoyons aucun changement à cet égard.

À plus long terme, l'année 2021 sera fort occupée. Le point culminant sera notre projet d'usine d'emballage carton-caisse de Bear Island qui représentera la majeure partie de nos investissements. Nous finaliserons également la modernisation dans nos activités de conversion de Papiers Tissu, ces projets étant inclus dans notre estimé de 450 à 475 M\$ pour 2021. Nous prévoyons que ces investissements seront entièrement financés par de solides flux de trésorerie prévus pour l'année, en partie grâce à nos initiatives d'amélioration continue de la marge bénéficiaire qui visent la gestion des revenus nets, l'efficacité de la production, l'efficacité organisationnelle et l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement. On s'attend à ce que ces initiatives contribuent chaque année 1 % aux marges consolidées du BEAA en 2021 et en 2022 et ce, quels que soient les facteurs externes. Tout en continuant à composer avec les défis et les incertitudes inhérents au contexte commercial en temps de pandémie, nous continuons de nous concentrer sur la santé et la sécurité de nos employés et sur l'engagement proactif avec nos clients afin de nous assurer que leurs besoins et leurs attentes soient comblés de façon constante, rapide et professionnelle.

RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

Les actions de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole "CAS". Pendant la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, le prix de l'action de Cascades a fluctué entre 10,17 \$ et 17,61 \$. Durant la même période, 74,1 millions d'actions de Cascades se sont échangées à la Bourse de Toronto. Le 31 décembre 2020, le prix de clôture de l'action de Cascades était de 14,55 \$ par rapport à 11,21 \$ à ce même jour de clôture de l'année dernière.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2020, le capital-actions émis et en circulation se composait de 102 276 230 actions (94 245 295 au 31 décembre 2019) et de 2 433 090 options d'achat d'actions qui étaient émises et en circulation (3 476 296 au 31 décembre 2019). En 2020, la Société a racheté 635 554 actions pour annulation, alors que 1 225 489 options ont été exercées, 184 193 options ont été émises et 1 910 options ont été annulées.

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de \$16,80 pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

Au 24 février 2021, le capital-actions émis et en circulation se composait de 102 281 072 actions et de 2 428 248 options d'achat d'actions.

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 14 mars 2019 permettait à la Société le rachat pour annulation de 1 878 456 actions entre le 19 mars 2019 et le 18 mars 2020. Pendant cette période, Cascades a racheté 780 308 actions pour annulation. L'actuel programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 17 mars 2020 permet à la Société le rachat pour annulation de 1 886 220 actions entre le 19 mars 2020 et le 18 mars 2021. Durant la période entre le 19 mars 2020 et le 24 février 2021, la Société a racheté 279 700 actions pour annulation.

DIVIDENDES

Le 24 février 2021, le conseil d'administration de Cascades a déclaré un dividende trimestriel de 0,08 \$ par action, payable le 25 mars 2021 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2021 en fermeture de séance. Au 24 février 2021, le rendement du dividende était de 2,0 %.

Symbole TSX : CAS	2018				2019				2020			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Actions en circulation (en millions) ¹	95,0	94,6	94,2	94,2	93,6	93,6	94,2	94,2	94,3	95,0	95,0	102,3
Prix de clôture ¹	13,33 \$	11,77 \$	12,61 \$	10,23 \$	8,34 \$	10,54 \$	11,58 \$	11,21 \$	12,57 \$	14,79 \$	16,84 \$	14,55 \$
Moyenne journalière du volume ²	246 940	201 563	215 882	218 696	238 606	202 448	164 371	146 157	256 827	298 267	257 710	363 795
Rendement du dividende ¹	1,2 %	1,4 %	1,3 %	1,6 %	1,9 %	1,5 %	2,8 %	2,9 %	2,5 %	2,2 %	1,9 %	2,2 %

1 Pour la dernière journée du trimestre.

2 Moyenne journalière du volume sur la Bourse de Toronto.

PRIX DE L'ACTION DE CASCADES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2020



OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles, à des contrats de services, à des contrats de location exemptés ainsi qu'à des obligations liées aux régimes de retraite et aux autres régimes post-emploi. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2020 :

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paiements exigibles par période (en millions de dollars canadiens)	TOTAL	MOINS D'UN AN	ENTRE 1 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Dette à long terme incluant capital et intérêts	2 647	202	1 002	1 443
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	61	58	3	—
Contrats de service et contrats de location exemptés	28	17	10	1
Régimes de retraite et autres régimes ¹	950	35	144	771
Total des obligations contractuelles	3 686	312	1 159	2 215

¹ Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2020.

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, comptabilise le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les « Frais de financement ». Au 31 décembre 2020, l'impact hors bilan d'affacturage des comptes débiteurs s'établissait à 56 M\$ (36 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, entreprises associées et sociétés satellites liées à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées s'est élevé à 265 M\$ et à 248 M\$ pour 2020 et 2019 respectivement. Le montant global des ventes des coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées à la Société s'est chiffré à 84 M\$ et à 87 M\$ pour 2020 et 2019 respectivement.

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Amendement à IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à *IFRS 16 Contrats de location*, dans le but de fournir un allègement pratique aux locataires dans la comptabilisation des concessions locatives résultant de la pandémie de la COVID-19. L'amendement introduit une option pratique facultative permettant aux locataires de ne pas comptabiliser les concessions locatives comme des modifications de bail si elles sont une conséquence directe de la pandémie de la COVID-19 et remplissent certaines conditions.

Cet amendement à *IFRS 16* a été adopté à compter du 1^{er} avril 2020. La Société n'était pas en mesure d'appliquer l'une des options pratiques aux contrats existants.

B. NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Réforme du LIBOR avec amendement à IFRS 9, IAS 29, IFRS 7 et IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié la réforme du taux d'intérêt de référence - Phase 2, qui modifie *IFRS 9 Instruments financiers*, *IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, *IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir* et *IFRS 16 Contrats de location*. Les amendements complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les effets dans les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence à la suite de la réforme. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour la Société. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche du résultat, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance, les marges du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 26 aux états financiers consolidés audités)

REVENUS, MARGES BÉNÉFICIAIRES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement (BEAA) et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

E. JUSTE VALEUR DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

La Société fait un certain nombre d'estimations lorsqu'elle répartit les justes valeurs aux actifs et passifs acquis lors d'une acquisition d'entreprises. Les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation qui tiennent compte de plusieurs hypothèses telles que la production, le montant et le calendrier des revenus et dépenses, la croissance des revenus, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISÉS DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'EFFET DE LA PANDÉMIE

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société a revu les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, à l'évaluation des immobilisations corporelles et aux comptes débiteurs. L'exercice n'a entraîné aucune perte de crédit attendue sur créances des comptes débiteurs. La Société continue de surveiller de près la situation liée à la COVID-19 : la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière par d'autres personnes et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu, en se fondant sur leur évaluation, que les CPCI étaient efficaces au 31 décembre 2020.

Le CIIF a été conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué l'efficacité du CIIF au 31 décembre 2020, selon le cadre de contrôle établi par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (2013 COSO Framework)*. En se fondant sur cette évaluation, ils ont conclu que le CIIF de la Société était efficace à cette même date. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, il n'y a eu aucun changement dans le CIIF de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

FACTEURS DE RISQUE

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

Risques liés aux activités de la Société

Si la Société ne réussit pas à gérer l'offre et la demande dans le contexte de la pandémie de COVID-19 causée par le nouveau coronavirus ou d'autres problèmes de santé publique similaires à grande échelle, ou encore les défis d'exploitation qui en résultent, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats.

La peur de contracter la COVID-19, les effets réels de cette maladie ou les mesures gouvernementales prises en conséquence, comme les restrictions relatives aux voyages, la fermeture des entreprises ou l'imposition de restrictions, les ordonnances de mise à l'abri sur place, les recommandations ou les consignes des autorités gouvernementales enjoignant à la population d'éviter les grands rassemblements ou de respecter la quarantaine ou d'autres types de fermetures et restrictions, pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'entreprise de la Société :

- la réduction appréciable ou la grande volatilité de la demande pour un ou plusieurs des produits de la Société, qui pourrait être attribuable, entre autres choses, à l'imposition de la quarantaine ou à d'autres restrictions relatives aux voyages, à des difficultés financières, au changement de comportement des clients qui pourraient délaisséer un ou plusieurs des produits de la Société, y compris nos produits hors foyer ou nos produits d'emballage industriels, ou au fait que les consommateurs décident de faire des réserves et d'acheter une quantité excessive de produits de la Société pendant une période, réduisant ainsi la demande de ces produits pendant une autre période; si une telle situation perdure, ces événements pourraient accroître la difficulté pour la Société de planifier ses activités et avoir un effet défavorable sur ses résultats;

- l'impossibilité, pour la Société, de répondre aux besoins de ses clients et d'atteindre ses cibles au chapitre des coûts en raison des perturbations dans les ententes de fabrication et d'approvisionnement causées par le manque de main-d'œuvre ou de la perte ou de la pénurie de matériel de fabrication ou d'approvisionnement important, comme les matières premières ou d'autres composantes des produits finis, les moyens de transport ou d'autres fonctions de fabrication et de distribution. Bien que la Société n'ait pas eu à le faire pour l'instant, elle pourrait être forcée de fermer ses installations de fabrication ou de réduire leurs activités afin de se conformer aux consignes plus strictes que le gouvernement pourrait donner à l'avenir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats;
- le fait que des tiers dont la Société dépend, y compris ses fournisseurs, ses fabricants contractuels, ses distributeurs et d'autres entrepreneurs, manquent à leurs obligations envers la Société ou aient d'énormes difficultés à les remplir en raison de leurs propres difficultés financières ou sur le plan de l'exploitation ou de leur incapacité à livrer des biens ou à fournir des services à cause des restrictions ou consignes gouvernementales, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société;
- l'augmentation des frais découlant de l'instauration de méthodes de travail qui sont conformes aux recommandations et aux règlements gouvernementaux et qui protègent la santé et la sécurité des employés de la Société, comme le travail à distance (qui entraîne à son tour des risques supplémentaires inhérents à la cybersécurité), les tests de dépistage et le resserrement des protocoles de nettoyage et des mesures sanitaires; la Société prévoit continuer d'engager des frais dans le cadre de ses efforts d'atténuation des risques et pourrait devoir mettre en œuvre d'autres mesures plus coûteuses pour continuer de se conformer aux recommandations et aux règlements gouvernementaux, qui pourraient devenir encore plus rigoureux à l'avenir, afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés;
- les mesures gouvernementales prises dans un ou plusieurs des territoires où Cascades exerce ses activités qui retireraient à Cascades le privilège d'être considérée comme une « entreprise essentielle » (ou d'autres mesures prises par les gouvernements dans le but de restreindre les activités commerciales des entreprises jugées essentielles), forçant ainsi la Société à réduire considérablement ses activités, voire à les interrompre, ou des mesures gouvernementales qui feraient en sorte que les fournisseurs, les fabricants contractuels, les distributeurs ou d'autres entrepreneurs de la Société ne soient plus considérés comme des entreprises essentielles, ce qui compromettrait la mesure dans laquelle la Société pourrait livrer ses produits et fournir ses services à ses clients, entraînant un effet défavorable sur ses activités et ses résultats.

Malgré les efforts que la Société déploie pour gérer ces conséquences et les atténuer, leur incidence ultime dépend également de facteurs qui sont indépendants de sa volonté, y compris la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures prises par des tiers afin d'endiguer sa propagation et d'atténuer ses répercussions sur la santé publique. Les effets défavorables qui sont décrits ci-dessus s'appliquent également à d'autres épidémies, pandémies et autres urgences de santé publique.

Dans la mesure où la pandémie de COVID-19 aura un effet défavorable sur l'entreprise, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, elle pourrait également avoir pour effet d'aggraver bon nombre des autres risques qui sont décrits dans la présente rubrique, comme les risques inhérents à l'endettement élevé de la Société, à la nécessité pour la Société de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de sa dette et à la mesure dans laquelle elle pourra se conformer aux engagements stipulés dans les conventions qui régissent ses emprunts.

Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourraient fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse et le carton plat, sont cycliques. Par conséquent, les prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et de celle des pays ou des régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément sur la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Aussi, la faiblesse des prix dans le marché des fibres recyclées pourrait avoir un impact négatif sur leur disponibilité.

Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise ainsi que sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de transférer les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds.

Cascades utilise également de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatil. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les coûts de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu. Dans certains secteurs, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur des papiers tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité, à une diminution de la demande et à des pressions au chapitre des prix.

La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que sur la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité de maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont comblés entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés tels que Cascades lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. En comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou mieux résister aux périodes où les prix chutent ou alors où les conditions d'exploitation sont défavorables.

Les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays;
- les tarifs et les autres barrières commerciales;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et les règles en matière de santé et de sécurité, et
- l'exposition aux épidémies et aux pandémies telles que la propagation du coronavirus, ainsi que d'autres maladies ou virus contagieux.

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2020, les ventes à l'extérieur du Canada, en dollar canadien, représentaient environ 68 % des ventes de la Société, incluant 47 % qui étaient des ventes effectuées aux États-Unis. En 2020, 17 % des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain et l'euro. La variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain peut favorablement ou défavorablement toucher les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Au 31 décembre 2020, la dette consolidée de la Société libellée en dollars américains et en euros totalisait 1 316 M\$ US et 71 M€, respectivement.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien demeurait fort de façon permanente vis-à-vis du dollar américain et de l'euro, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur l'entreprise ou ses résultats financiers.

La Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relativement aux ventes, achats, dépenses d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Ces instruments de couverture pourraient ne pas être efficace pour compenser les risques, générer des pertes ou encore avoir un incidence défavorable sur les résultats de la Société comparativement aux résultats qui auraient été obtenus n'eut été de la mise en place de ces couvertures.

Les activités de la Société sont assujetties à une réglementation environnementale rigoureuse et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques;
- l'évacuation des eaux;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la Comprehensive Environmental Response, le Compensation and Liability Act des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis, au Canada et en Europe, qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. Les filiales européennes et certaines usines du Québec de la Société sont également assujetties à un marché du carbone dans le but de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (« quota CO₂ »). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota CO₂, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives, y compris des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur les bénéfices et opérations futurs, mais il pourrait être nécessaire d'engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourrait avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier à chaque année les dépenses en immobilisations reliées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des situations ou des problèmes environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir.

Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

L'une ou l'autre des situations pourrait avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, quant aux propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être appelée à le faire à l'avenir et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences en vigueur.

Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.

Cascades a contracté des assurances responsabilité en cas d'incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels, ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables, soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer certains types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survenait, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières reliées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Les conflits de travail ou les pénuries de main-d'œuvre pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines qui dépendent de la capacité à attirer et retenir du personnel qualifié.

En date du 31 décembre 2020, la Société comptait environ 11 700 employés, dont environ 9 054 travaillaient dans ses établissements canadiens et américains. Environ 34 % des employés canadiens et américains de la Société sont syndiqués. Aussi, en Europe, certains des établissements de la Société sont visés par des conventions collectives sectorielles nationales qui sont renouvelées chaque année. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ces syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 35 conventions collectives en cours en Amérique du Nord, 5 sont présentement échues et en cours de négociation, 5 expireront en 2021 et 11 autres prendront fin en 2022.

En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration d'une convention collective; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

Le succès de Cascades dépend en partie de sa capacité à continuer d'attirer et retenir des cadres et du personnel de gestion, de réglementation, de technique, de vente et de marketing qualifiés dans diverses régions géographiques. L'incapacité d'attirer, d'intégrer, de motiver et de retenir du personnel qualifié pourrait avoir un effet défavorable important sur la Société. La Société est en concurrence pour ce personnel contre de nombreuses entreprises. Rien ne garantit qu'elle réussira à attirer ou à retenir ce personnel et le fait de ne pas le faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière et ses résultats d'exploitation.

Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas recevoir de dividendes ou de rendement du capital investi ou encore ne pas recevoir ceux-ci en temps utile.

Cascades a mis sur pied des coentreprises, fait des placements dans des entreprises associées et acquis une participation importante dans des filiales en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux investissements dans des coentreprises, entreprises associées et filiales sont :

- deux coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Corporation, situées au Canada (2 usines) et aux États-Unis (2 usines), qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier;
- une participation de 57,60 % dans la filiale Reno de Medici, S.p.A., une société manufacturière de carton plat en Europe; et
- une participation de 79,90 % dans la filiale Greenpac Holding LLC, un fabricant nord-américain de papier doublure. Pour les fins comptables, le pourcentage de détention, incluant la détention indirecte, s'élève à 86,35 % (voir la Note 8 des états financiers consolidés audités annuels pour plus de détails).

À l'exception de Reno de Medici S.p.A. et de Greenpac Holding LLC, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de pleinement mettre en œuvre son plan d'affaires. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de faire les versements requis sur ses dettes.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre, soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société.

En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces entités ou à modifier son plan d'affaires.

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société;
- entrée sur des marchés dans lesquels la Société a peu ou pas d'expérience;
- incapacité de la Société à garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises;
- perturbations des activités en cours de la Société;
- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et ainsi entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction pour des acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actifs qu'elle acquiert, et qu'elle prévienne continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limités, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres motifs.

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur sa situation.

Les IFRS exigent que Cascades effectue régulièrement des tests de dépréciation des actifs à long terme et de l'écart d'acquisition afin d'établir s'il faut diminuer la valeur des éléments d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à charge non monétaire qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

Certains initiés de Cascades sont collectivement propriétaires d'un pourcentage appréciable des actions ordinaires.

MM. Bernard, Laurent et Alain Lemaire et leur famille (les « Lemaire ») sont collectivement propriétaires d'une portion substantielle des actions de la Société et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Étant donné que les autres actions ordinaires de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire pourraient effectivement être en mesure de faire ce qui suit :

- élire la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil;

- contrôler les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société;
- exercer un contrôle ou une influence, d'une autre manière, sur l'orientation et les politiques de la Société.

En outre, les Lemaire pourraient avoir des intérêts dans des acquisitions, des désinvestissements ou d'autres opérations qui, à leur avis, pourraient augmenter la valeur de leur participation même si elles accroissent les risques auxquels sont exposés les détenteurs d'actions ordinaires.

Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier son président et chef de la direction, son vice-président et chef de la direction financière, son chef de la direction juridique et secrétaire corporatif et son président exécutif du conseil d'administration et co-fondateur Alain Lemaire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Cascades n'a pas souscrit d'assurance à l'égard des membres de sa direction principale.

Les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de Cascades pourraient souffrir si Cascades n'est pas en mesure de protéger ses systèmes d'information contre les cyberattaques ou d'autres cyberincidents ou de réagir efficacement à ces attaques.

La Société dépend des technologies de l'information, d'autres ressources informatiques et de ses employés pour traiter, transmettre et stocker des données électroniques dans ses activités commerciales quotidiennes et pour mener d'importantes activités opérationnelles et de marketing. Malgré la mise en œuvre de mesures de sécurité, nos systèmes technologiques et ceux de tiers sur lesquels s'appuie la Société sont vulnérables aux dommages, aux incapacités ou aux pannes dus aux virus informatiques, aux logiciels malveillants ou à d'autres circonstances nuisibles, à la pénétration intentionnelle ou à la perturbation de nos ressources informatiques par un tiers, au catastrophe naturelle, à la corruption ou la défaillance ou l'erreur du matériel ou des logiciels (y compris une défaillance des contrôles de sécurité intégrés ou appliqués à ces matériels ou logiciels), la défaillance du système de télécommunications, l'erreur ou la défaillance du fournisseur de services, les actions intentionnelles ou involontaires du personnel (y compris le non-respect de nos protocoles de sécurité), ou la perte de connectivité à nos ressources en réseau. Une perturbation importante et prolongée du fonctionnement de ces ressources entraînerait une interruption de nos opérations et pourrait nuire à notre réputation et nous faire perdre des clients, des ventes et des revenus.

De plus, des failles de sécurité impliquant les systèmes en place ou des fournisseurs tiers peuvent survenir, telles que des accès non autorisés, des dénis de service, des virus informatiques et d'autres problèmes perturbateurs causés par des pirates. Cela pourrait entraîner la divulgation publique involontaire ou le détournement d'informations propriétaires, personnelles et confidentielles, ou l'impossibilité d'accéder aux données de l'entreprise (y compris en raison de ransomwares), et nous obliger à engager des dépenses importantes pour résoudre ce type de problèmes. La divulgation d'informations confidentielles peut également entraîner le vol d'identité et les fraudes, litiges ou autres procédures connexes à notre rencontre par les personnes concernées et / ou les partenaires commerciaux et / ou par les autorités de réglementation, et l'issue de ces procédures, qui pourrait inclure des sanctions ou des amendes, pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. La survenance de l'un de ces incidents pourrait entraîner une publicité défavorable, une perte de confiance des consommateurs ou des employés et une baisse des ventes et des bénéfices. En outre, les coûts du maintien d'une protection adéquate contre de telles menaces, y compris des coûts d'assurance potentiellement plus élevés, à mesure qu'ils se développent rapidement à l'avenir (ou à mesure que les exigences légales liées à la sécurité des données augmentent) pourraient être importants. La cybersécurité représente un défi à l'échelle de l'entreprise et les risques associés font partie du programme de gestion des risques d'entreprise présenté à notre comité d'audit et des finances.

À la lumière de ce qui précède, la Société pourrait devoir modifier ses systèmes et ses pratiques d'affaires dans le but d'améliorer davantage la sécurité des données, ce qui entraînerait une augmentation des dépenses et une complexité d'exploitation. Bien qu'à ce jour, aucune perte matérielle liée à des cyberattaques ou à d'autres atteintes à la sécurité de l'information n'ait été constatée, rien ne garantit que de telles pertes ne se produiront pas à l'avenir. Le risque et l'exposition à ces questions ne peuvent être entièrement atténués en raison, entre autres, de la nature évolutive de ces menaces. À mesure que les cybermenaces continuent d'évoluer, la Société pourrait être tenue de consacrer des ressources supplémentaires pour continuer de modifier ou d'améliorer les mesures de protection ou pour enquêter sur les failles de sécurité et y remédier.

Les changements climatiques pourraient affecter négativement les activités commerciales et les opérations de Cascades.

On craint que le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère aient un impact négatif sur les températures mondiales, les conditions météorologiques et la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles. La Société exploite des usines et livre des produits à des clients dans des régions pouvant être exposées à des conditions climatiques particulières comme une hausse du niveau de la mer ou une hausse de la fréquence ou de l'intensité des tempêtes. Que ce soit causé ou non par les changements climatiques, l'occurrence d'un ou de plusieurs désastres naturels, tels que des ouragans, des incendies ou des inondations, pourrait causer des dommages considérables à nos installations, arrêter la production, augmenter les coûts d'exploitation tels que le transport et l'énergie et diminuer les ventes. Les changements climatiques pourraient imposer des coûts d'assurances ou de remises en état plus élevés à la Société.

Les préoccupations liées aux changements climatiques peuvent entraîner des exigences légales et réglementaires régionales, fédérales et/ou mondiales nouvelles ou accrues pour réduire ou atténuer les effets des gaz à effet de serre, ou pour limiter ou imposer des coûts supplémentaires à l'utilisation commerciale de l'eau en raison de problèmes locaux de rareté de l'eau. Dans le cas où une telle réglementation est plus stricte que les obligations réglementaires actuelles, ou les mesures que nous prenons actuellement pour surveiller et améliorer notre efficacité énergétique et la conservation de l'eau, nous pouvons subir des perturbations ou des augmentations significatives de nos coûts de fonctionnement et de livraison et il se peut que nous devions faire des investissements supplémentaires dans des installations et du matériel ou déplacer nos installations. En particulier, une réglementation accrue des émissions de carburant pourrait augmenter considérablement le coût de l'énergie, y compris le carburant, nécessaire pour exploiter nos installations ou transporter et distribuer nos produits, augmentant ainsi considérablement les coûts de distribution et de chaîne d'approvisionnement associés à nos produits. Par conséquent, les effets du changement climatique pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et nos opérations.

L'accent est également davantage mis, notamment par les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les investisseurs, les clients et les consommateurs, sur les questions de durabilité environnementale, comme la déforestation, l'utilisation des terres, l'impact climatique, l'utilisation de l'eau et la recyclabilité ou la récupérabilité des emballages, y compris le plastique. Notre réputation pourrait être entachée si nous ou d'autres membres de notre industrie n'agissons pas ou si nous sommes perçus comme n'agissant pas de manière responsable en ce qui concerne notre impact sur l'environnement.

Risques relatifs à l'endettement de la Société

Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette.

La Société présente un endettement élevé. En date du 31 décembre 2020, sa dette totale se chiffrait à 1 679 M\$ sur une base consolidée, y compris les obligations locatives.

Le 26 novembre 2019, la Société a émis des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 175 M\$ échéant en 2025 et des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 350 M\$ US échéant en 2026 ainsi que des billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028, totalisant 1 026 M\$, net de frais de financement de 13 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 400 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 405 M\$ US (533 M\$) et de 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2021 pour une contrepartie de 254 M\$, incluant les primes de 5 M\$ US (7 M\$) et de 4 M\$. La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou y réagir;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

La capacité de la Société à honorer sa dette dépendra de sa capacité à générer des flux de trésorerie dans le futur. La Société ne peut garantir que son entreprise générera des flux de trésorerie d'exploitation suffisants ou que des emprunts futurs seront disponibles pour lui permettre de rembourser sa dette ou de financer d'autres besoins en liquidités. De plus, si la Société ne respecte pas les clauses restrictives et obligations découlant de ses titres de créance, elle serait en défaut et les prêteurs pourraient alors exiger le remboursement de leur créance, ce qui aurait un effet défavorable important sur ses activités.

Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels.

Même si la Société présente un haut niveau d'endettement, elle et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si sa facilité de crédit et les actes régissant ses billets subordonnés limitent sa capacité et celle de ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont assujetties à d'importantes exceptions et qualifications. Au 31 décembre 2020, la Société disposait d'un montant de 737 M\$ (après déduction des lettres de 13 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 \$M (excluant la facilité de crédit de nos filiales Greenpac Holding LLC et Reno de Medici S.p.A.). Si la Société ou ses filiales contractent de nouvelles dettes, les risques de devoir se conformer à ces restrictions s'intensifieront.

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui limitent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés;
- faire des placements;
- vendre les actions de ses filiales;
- garantir d'autres dettes;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions (uniquement dans le cas de la facilité de crédit de la Société);
- conclure des opérations avec des membres de son groupe;
- créer ou prendre en charge des privilèges ou des sûretés;
- conclure des opérations de cession-bail;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises;
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance.

Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux investissements minoritaires et aux filiales non restreintes.

Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit ou de l'acte relatif à ses billets de premier rang, même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette.

Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêt de production importants ou prolongés dans les activités générales et des conditions économiques difficiles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios, et pourraient mener Cascades à prendre des mesures afin de réduire sa dette ou à agir d'une manière contraire à ses objectifs opérationnels actuels.

Cascades est une Société de portefeuille et se révèle tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette.

Cascades est structurée à titre de Société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses placements minoritaires. À titre de Société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises, entreprises associées, de ses placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. La capacité de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujettie aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises, aux entreprises associées et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux entreprises associées, aux placements minoritaires ou filiales non restreintes. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes.

Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celle-ci de faire les versements prévus sur sa dette sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions de nombreux facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour lui permettre de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait devoir mettre en œuvre d'autres plans de financement, impliquant par exemple de refinancer ou restructurer sa dette, de vendre des éléments d'actif, de réduire ou de retarder ses dépenses en immobilisations ou de tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales opérantes de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisants pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

La dette à taux variable expose Cascades à un risque de taux d'intérêt qui pourrait faire entraîner une augmentation significative de ses obligations au titre du service de la dette.

Les emprunts de la Société sur sa facilité de crédit portent intérêt à des taux variables et, par conséquent, exposent la société au risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt augmentent, nos obligations relativement au service de la dette à taux variable pourraient augmenter, même si le montant emprunté demeure le même, et notre bénéfice net pourrait alors diminuer. La marge applicable à l'égard des prêts en vertu de la facilité de crédit de la Société est un pourcentage annuel égal à un taux de référence plus la marge applicable. Afin de gérer son exposition au risque de taux d'intérêt, la Société a conclu et pourrait à l'avenir conclure des instruments financiers dérivés, généralement des swaps de taux d'intérêt et des plafonds, impliquant l'échange d'un paiement d'intérêt à taux variable pour paiement à taux fixe. Si la Société est incapable de conclure des swaps de taux d'intérêt, ceci pourrait affecter négativement ses flux de trésorerie et sa capacité à effectuer les paiements requis en capital et intérêts sur ses dettes. Aussi, l'abandon du LIBOR comme point de référence pour l'établissement du taux d'intérêt applicable pourrait avoir une incidence sur le coût du service de la dette aux termes de la facilité de crédit de la Société. Le Financial Conduct Authority du Royaume-Uni a annoncé son intention de supprimer progressivement le LIBOR d'ici la fin de 2021. Malgré que ces ententes de crédit prévoient des taux de base alternatifs, ces taux alternatifs pourraient, ou non, être en ligne avec le LIBOR, et les conséquences du retrait du LIBOR ne peuvent être entièrement prévues à ce jour. Par exemple, si un taux de base alternatif ou un moyen de calculer les intérêts à l'égard de l'endettement variable de la Société entraîne une augmentation des taux d'intérêts engagés, cela pourrait entraîner une augmentation du coût de la dette et avoir une incidence sur sa capacité à refinancer sa dette existante ou encore avoir un effet négatif sur son entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risques relatifs aux actions

Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'émission ou à un prix supérieur.

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait aux activités de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans tous ses secteurs ou l'économie mondiale en général, spécialement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de l'incertitude associée, dont beaucoup sont hors du contrôle de la Société. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun rapport avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela ne soit pas nécessairement attribuable au rendement de la Société.

Paiements de dividendes

Toute décision de verser des dividendes sur les actions ordinaires est soumise à la discrétion du conseil d'administration et est basée, entre autres, sur les bénéfices et les besoins financiers de Cascades pour ses opérations, la satisfaction des tests de solvabilité applicables pour la déclaration et le paiement des dividendes et d'autres conditions pouvant éventuellement exister. Par conséquent, aucune assurance ne peut être donnée quant à savoir si Cascades déclarera et versera des dividendes à l'avenir, ni sur la fréquence ou le montant d'un tel dividende.

Dilution potentielle

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de catégories A et B, pouvant être émises en séries. Afin de mener à bien des acquisitions ciblées ou de financer ses autres activités, la Société peut émettre des titres de participation supplémentaires qui pourraient diluer la participation. L'effet dilutif de ces émissions pourrait nuire à la capacité de la Société d'obtenir des capitaux supplémentaires ou diminuer le cours de l'action de la Société.

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 24 février 2021

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades Inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.

/s/ Mario Plourde
MARIO PLOURDE

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
KINGSEY FALLS, CANADA

/s/ Allan Hogg
ALLAN HOGG

LE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
FINANCIÈRE, KINGSEY FALLS, CANADA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 31 décembre 2020 et 2019;
- les résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates; et
- les notes afférentes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* consolidés de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble ainsi qu'aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
<p>Test de baisse de valeur des immobilisations corporelles</p> <p><i>Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugement et à la note 26, Baisse de valeur et frais de restructuration des états financiers consolidés.</i></p> <p>La valeur comptable nette des immobilisations corporelles a totalisé 2 772 M\$ au 31 décembre 2020. Dès qu'il existe un quelconque indice que la valeur comptable des immobilisations corporelles pourrait ne pas être recouvrable, les immobilisations corporelles sont évaluées pour déterminer s'il existe une baisse de valeur. Une baisse de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est inférieure à la valeur comptable. Une UGT est le plus bas niveau d'un groupe identifiable d'actifs ou groupe d'actifs pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La valeur recouvrable de chaque actif ou UGT est déterminée en utilisant la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du prix de marché s'il y a un marché ou selon l'approche basée sur les bénéfices. En cas de baisse de valeur, la valeur de l'actif ou de l'UGT est réduite à la valeur recouvrable. Selon l'approche du prix de marché, pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT, la direction utilise la valeur d'actifs comparables sur le marché. Selon l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses importantes, notamment les estimations des expéditions, des taux de change, des taux de croissance des ventes, des marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement, de taux d'actualisation et des dépenses en capital.</p> <p>Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison du jugement inhérent exercé par la direction dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquelles un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment par le recours à des hypothèses importantes. Cela a entraîné un degré élevé de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester les valeurs recouvrables des actifs ou des UGT déterminées par la direction. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.</p>	<p>Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles pour lesquelles un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ◦ tester le caractère approprié des méthodes utilisées pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente et vérifier l'exactitude arithmétique des calculs; ◦ tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente; ◦ tester le caractère raisonnable des hypothèses liées aux expéditions, taux de change, taux de croissance des ventes, marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement et achats en immobilisations corporelles, en prenant en considération i) le budget approuvé par le conseil d'administration, ii) les performances actuelles et passées des UGT, iii) les données externes du marché et du secteur et iv) la question de savoir si ces hypothèses sont basées sur des éléments probants obtenus dans d'autres secteurs de l'audit; ◦ tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable des taux d'actualisation utilisés par la direction en fonction des données disponibles sur des sociétés comparables, ainsi que le caractère raisonnable des actifs comparables utilisés dans l'approche du prix de marché.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Jean-François Lecours.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, (Québec)
Le 24 février 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A126402

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2020	31 décembre 2019
			Ajusté, Note 5
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	384	155
Comptes débiteurs	6	659	610
Impôts débiteurs		23	32
Stocks	7	569	598
Partie à court terme des actifs financiers	16	5	10
		1 640	1 405
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	82	80
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 772	2 770
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	160	182
Actifs financiers	16	16	16
Autres actifs	11	50	55
Actifs d'impôt différé	19	170	153
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	522	527
		5 412	5 188
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	27	12	11
Comptes créditeurs et charges à payer	12	861	792
Impôts créditeurs		17	17
Partie à court terme de la dette à long terme	13 et 27	102	85
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	15	14	5
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 17	25	137
		1 031	1 047
Passifs à long terme			
Dette à long terme	13 et 27	1 949	2 022
Provisions pour éventualités et charges	15	57	49
Passifs financiers	16	6	5
Autres passifs	17	202	198
Passifs d'impôt différé	19	210	198
		3 455	3 519
Capitaux propres			
Capital-actions	20	622	491
Surplus d'apport	21	13	15
Bénéfices non répartis		1 146	1 003
Cumul des autres éléments du résultat global	22	(28)	(17)
Capitaux propres des actionnaires		1 753	1 492
Part des actionnaires sans contrôle	8	204	177
Capitaux propres totaux		1 957	1 669
		5 412	5 188

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

Approuvé par le conseil d'administration

/s/ Alain Lemaire

Alain Lemaire - DIRECTEUR

/s/ Michelle Cormier

Michelle Cormier - DIRECTRICE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)		NOTE	2020	2019
				Ajusté, Note 5
Ventes			5 157	4 996
Coût des produits vendus et charges				
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 299 M\$ (2019 — 289 M\$))	14 et 23		4 321	4 232
Frais de vente et d'administration	23		460	453
Gain sur acquisitions, cessions et autres	5 et 25		(43)	(24)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26		52	78
Gain de change			—	(2)
Perte (gain) sur instruments financiers dérivés	16		1	(2)
			4 791	4 735
Bénéfice d'exploitation			366	261
Frais de financement	14 et 27		105	101
Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27		(7)	42
Perte sur le rachat de dette à long terme	13		6	14
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers			(6)	(6)
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8		3	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8		(14)	(9)
Bénéfice avant impôts sur les résultats			279	119
Charge d'impôts sur les résultats	19		45	19
Bénéfice net pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle			234	100
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8		36	28
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires			198	72
Bénéfice net par action ordinaire				
De base			2,04 \$	0,77 \$
Dilué			2,02 \$	0,75 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation			95 924 835	93 987 980
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées			97 061 136	95 515 822

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Bénéfice net incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		234	100
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion	22		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(7)	(75)
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		3	45
Couverture de flux de trésorerie	22		
Variation de la juste valeur des contrats de change à terme		—	1
Variation de la juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt		—	(1)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		2	(2)
Recouvrement (provision) d'impôts sur les résultats		(2)	1
		(4)	(31)
Éléments qui ne sont pas reclassés aux résultats			
Perte actuarielle sur avantages du personnel	18	(22)	(3)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	19	6	1
		(16)	(2)
Autres éléments du résultat global		(20)	(33)
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		214	67
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		43	14
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		171	53

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde à la fin de l'exercice précédent, tel que divulgué		491	15	1 000	(17)	1 489	177	1 666
Regroupement d'entreprises	5	—	—	3	—	3	—	3
Solde ajusté - au début de l'exercice		491	15	1 003	(17)	1 492	177	1 669
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	198	—	198	36	234
Autres éléments du résultat global		—	—	(16)	(11)	(27)	7	(20)
Dividendes		—	—	182	(11)	171	43	214
Émission d'actions ordinaires sur appel public	20	125	—	(4)	—	121	—	121
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	10	(3)	—	—	7	—	7
Rachat d'actions ordinaires	20	(4)	—	(4)	—	(8)	—	(8)
Solde à la fin de l'exercice		622	13	1 146	(28)	1 753	204	1 957

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

Ajusté, Note 5

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde ajusté - au début de l'exercice		490	16	989	2	1 497	180	1 677
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	72	—	72	28	100
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(19)	(19)	(14)	(33)
Dividendes		—	—	72	(19)	53	14	67
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	6	(1)	—	—	5	—	5
Rachat d'actions ordinaires	20	(5)	—	(4)	—	(9)	—	(9)
Cession d'une filiale		—	—	—	—	—	(1)	(1)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	(31)	—	(31)	1	(30)
Solde à la fin de l'exercice		491	15	1 003	(17)	1 492	177	1 669

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)

	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Activités d'exploitation			
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		198	72
Ajustements pour :			
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27	98	143
Perte sur le rachat de dette à long terme	13	6	14
Amortissement		299	289
Gain sur acquisitions, cessions et autres	5 et 25	(43)	(27)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26	52	68
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés		1	(2)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(6)	(6)
Charge d'impôts sur les résultats	19	45	19
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8	3	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(14)	(9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	8	36	28
Frais de financement nets payés		(79)	(133)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	13	(4)	(11)
Impôts payés nets		(9)	(27)
Dividendes reçus	8	10	9
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs	16 et 18	(26)	(26)
		567	401
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	27	20	59
		587	460
Activités d'investissement			
Cessions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises	25	3	1
Paiements d'immobilisations corporelles		(250)	(258)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		55	27
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs		(13)	(8)
Trésorerie encaissée (payée) dans des regroupements d'entreprises	5	2	(311)
Produit de la cession d'une filiale, déduction faite de la trésorerie cédée	5	—	9
		(203)	(540)
Activités de financement			
Emprunts et avances bancaires	27	1	(5)
Évolution des crédits bancaires	13 et 27	(131)	39
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais afférents	13 et 27	409	1 026
Rachat de billets subordonnés non garantis	13 et 27	(264)	(776)
Augmentation des autres dettes à long terme		33	6
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives	13	(156)	(125)
Règlement sur instruments financiers dérivés	16	1	—
Émission d'actions ordinaires sur appel public, déduction faite des frais de transaction	20	120	—
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	7	5
Rachat d'actions ordinaires	20	(8)	(9)
Versement sur les autres passifs	17	(121)	—
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle	8	(16)	(17)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(31)	(23)
		(156)	121
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		228	41
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		1	(9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		155	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		384	155

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que ceux de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les quatre secteurs suivants : carton-caisse, carton plat Europe et produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société), et papiers tissu.

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	VENTES À									
	Canada		États-Unis		Italie		Autres pays		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Produits d'emballage										
Carton-caisse	1 130	1 079	787	746	—	—	1	2	1 918	1 827
Carton plat Europe	—	—	—	—	322	309	730	739	1 052	1 048
Produits spécialisés	165	136	305	304	—	2	3	50	473	492
Ventes intersecteurs	(13)	(13)	(5)	(1)	—	—	—	—	(18)	(14)
	1 282	1 202	1 087	1 049	322	311	734	791	3 425	3 353
Papiers tissu	278	257	1 336	1 242	—	—	1	10	1 615	1 509
Ventes intersecteurs et activités corporatives	115	124	2	10	—	—	—	—	117	134
	1 675	1 583	2 425	2 301	322	311	735	801	5 157	4 996

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Produits d'emballage		
Carton-caisse	436	443
Carton plat Europe	122	92
Produits spécialisés	58	52
	616	587
Papiers tissu	145	67
Activités corporatives	(96)	(104)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	665	550
Amortissement	(299)	(289)
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	(98)	(143)
Perte sur le rachat de dette à long terme	(6)	(14)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	6	6
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	(3)	—
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	14	9
Bénéfice avant impôts sur les résultats	279	119

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS
CORPORELLES

Pour les exercices terminés le 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Produits d'emballage		
Carton-caisse	111	83
Carton plat Europe	41	56
Produits spécialisés	25	20
	177	159
Papiers tissu	104	110
Activités corporatives	26	48
Acquisitions totales	307	317
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(55)	(27)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts	(63)	(50)
	189	240
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	46	37
Fin de l'exercice	(40)	(46)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	195	231

ACTIFS TOTAUX

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		Ajusté, Note 5
Produits d'emballage		
Carton-caisse	2 196	2 152
Carton plat Europe	799	748
Produits spécialisés	283	270
	3 278	3 170
Papiers tissu	1 314	1 325
Activités corporatives	821	656
Éliminations intersectorielles	(88)	(47)
	5 325	5 104
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	82	80
Autres placements	5	4
	5 412	5 188

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit:

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
		Ajusté, Note 5
Canada	945	924
États-Unis	1 463	1 492
Italie	200	192
Autres pays	164	162
	2 772	2 770

ÉCARTS D'ACQUISITION, LISTES ET
RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET AUTRES
ACTIFS INCORPORELS À DURÉES DE VIE
LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Canada	375	394
États-Unis	275	285
Italie	29	27
Autres pays	3	3
	682	709

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1

INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades Inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades Inc. est une société située au Québec, Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsley Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole "CAS".

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 24 février 2021.

NOTE 2

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada* (CPA Canada) – *Comptabilité*, qui intègre les IFRS publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	79,90	Delaware
Reno de Medici S.p.A. (RDM)	57,60	Italie

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 86,35 % incluant la participation indirecte. Voir la Note 8 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations dans les filiales qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

E. ENTITÉS STRUCTURÉES

Les entités structurées sont des entités contrôlées par la Société qui ont été conçues de manière à ce que les droits de vote ou les droits similaires ne soient pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité. Les entités structurées sont consolidées si, sur la base d'une évaluation de la substance de sa relation avec la Société, la Société conclut qu'elle contrôle l'entité structurée. Les entités structurées contrôlées par la Société ont été constituées selon des conditions qui imposent des limitations strictes aux pouvoirs de décision de la direction des entités structurées et qui permettent à la Société de recevoir la majorité des avantages liés aux opérations et à l'actif net des entités structurées, étant exposés à la majorité des risques liés aux activités des entités structurées, et conservant la majorité des risques résiduels ou de propriété liés aux entités structurées ou à leurs actifs.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits de la Société proviennent principalement de la vente de produits d'emballage et de papiers tissu et sont reconnus à un moment précis. Les ventes de biens dans l'état consolidé des résultats sont comptabilisées par la Société lorsque le contrôle de ceux-ci a été transféré, soit lorsque les marchandises sont livrées aux clients et que toutes les obligations sont remplies.

Les montants comptabilisés à l'égard des ventes de biens représentent la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir de tiers sur la vente de biens à des clients, nets des retours, rabais et escomptes, et pour lesquels il n'y a pas de conditions, autres que le passage du temps, pour que leur paiement soit exigible. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et retours (méthode de la valeur attendue) alors que les rabais-volume sont estimés en fonction des ventes annuelles prévues (méthode du montant le plus probable). Le prix de transaction n'est pas ajusté pour tenir compte de la valeur temps de l'argent puisque toutes les ventes sont encaissées à l'intérieur d'une période de douze mois.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

CLASSEMENT

Lors de la comptabilisation initiale, la Société détermine le classement des instruments financiers selon les catégories suivantes :

- instruments évalués au coût amorti;
- instruments évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG);
- instruments évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Le classement des instruments financiers sous IFRS 9 est fonction du modèle économique dans lequel l'actif financier est géré et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. Les instruments financiers dérivés incorporés dans un contrat qui constitue un actif entrant dans le champ d'application de la norme ne sont jamais séparés. L'instrument financier hybride est plutôt évalué dans son ensemble.

Un actif financier est mesuré au coût amorti s'il répond aux deux conditions suivantes et qu'il n'est pas désigné à la JVRN :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les placements en actions détenus à des fins de transactions sont classés comme étant à la JVRN. La Société peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur. Ce choix est effectué pour chacun des placements pris individuellement.

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins qu'ils ne doivent être évalués à la JVRN (comme les dérivés) ou que la Société ait choisi de les évaluer à la JVRN.

ÉVALUATION

Instruments financiers au coût amorti

Les instruments financiers au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Les revenus d'intérêts, les gains ou pertes de change et les baisses de valeur sont reconnus à l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers à la juste valeur

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les frais de transaction sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats. Lorsque la Société choisit de comptabiliser un passif financier à la JVRN, les variations liées au risque de crédit propre à la Société sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats.

BAISSE DE VALEUR

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues liées aux instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti ou à la JVAERG. La méthode de dépréciation appliquée varie selon qu'il existe ou non une augmentation importante du risque de crédit. Pour les comptes débiteurs, la Société évalue les pertes de crédit attendues au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie tel que permis par IFRS 9 en vertu de la méthode simplifiée.

DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers

La Société décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie des actifs financiers arrivent à expiration, ou lorsqu'elle transfère les droits contractuels sur les flux de trésorerie.

Passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier uniquement lorsque ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, qu'elle est annulée ou qu'elle expire. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée ou payable, y compris les actifs hors trésorerie transférés et les passifs assumés, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global consolidé. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont convertis en profits ou pertes contre le gain (perte) sur l'élément couvert lorsque celui-ci est réalisé (par exemple, lorsque la vente sur l'élément couvert a lieu).

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global consolidé. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises et des contrats à terme pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût, établi en fonction du coût moyen de fabrication, et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières ainsi que les fournitures de production et pièces de rechange sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, ce dernier étant la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières, des fournitures de production et pièces de rechange est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, y compris les frais d'intérêts capitalisés engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans
Actifs au droit d'utilisation	Terme du bail

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent. Les subventions liées à toutes autres activités opérationnelles et/ou à des circonstances économiques sont comptabilisées en réduction des coûts auxquels elles se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Les coûts d'emprunt capitalisés à l'acquisition importante, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont financés par des sources non directement attribuables, sont calculés en utilisant le taux d'intérêt actuel, si pas disponible le taux d'emprunt à long terme de Cascades. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés des listes et relations avec les clients, des logiciels d'application. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Autres actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque date de clôture de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, comme elle est définie à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT). S'il existe un indice qu'un actif individuel ait pu subir une baisse de valeur, la valeur recouvrable de cet actif individuel doit être estimée.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de « Baisse de valeur et frais de restructuration ». Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisse de valeur et frais de restructuration ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur recouvrable de chaque actif ou d'une UGT, la Société utilise la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché s'il existe un marché pour l'actif ou d'une UGT ou l'approche basée sur les bénéfices.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés au bilan consolidé dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

CONTRATS DE LOCATION

La Société enregistre, au bilan consolidé, une obligation locative et un actif au titre du droit d'utilisation correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible. Par la suite, les paiements de location sont répartis entre le passif et le coût financier. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est égale à la valeur actuelle nette des paiements locatifs actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou le taux d'emprunt marginal de la Société, déterminé pour chaque contrat de location.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, ce qui comprend le montant de l'obligation locative initiale, les paiements de location versés avant ou à la date de prise d'effet du contrat de location, déduction faite des avantages incitatifs à la location, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration.

La Société utilise l'exemption relative aux contrats pour des actifs de faible valeur ainsi que l'exemption relative aux contrats de location à court terme pour toutes les catégories d'actifs, sauf celle des bâtiments.

La Société n'applique pas *IFRS 16* pour les contrats de location d'actifs incorporels.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement dans l'état des résultats consolidés.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de l'exercice considéré, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2020, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global consolidé et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2020, 92 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2019 (23 % en 2018).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Amendement à IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à *IFRS 16 Contrats de location*, dans le but de fournir un allègement pratique aux locataires dans la comptabilisation des concessions locatives résultant de la pandémie de la COVID-19. L'amendement introduit une option pratique facultative permettant aux locataires de ne pas comptabiliser les concessions locatives comme des modifications de bail si elles sont une conséquence directe de la pandémie de la COVID-19 et remplissent certaines conditions.

Cet amendement à *IFRS 16* a été adopté à compter du 1^{er} avril 2020. La Société n'était pas en mesure d'appliquer l'une des options pratiques aux contrats existants.

B. NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Réforme du LIBOR avec amendement à IFRS 9, IAS 29, IFRS 7 et IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié la réforme du taux d'intérêt de référence - Phase 2, qui modifie *IFRS 9 Instruments financiers*, *IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, *IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir* et *IFRS 16 Contrats de location*. Les amendements complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les effets dans les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence à la suite de la réforme. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 pour la Société. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche du résultat, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance, les marges du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 26 aux états financiers consolidés)

REVENUS, MARGES BÉNÉFICIAIRES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société. Les revenus, les marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement (BEAA) et les flux de trésorerie sont prévus sur une période de cinq ans et un taux de croissance perpétuel à long terme est appliqué par la suite. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour les périodes prévisionnelles subséquentes. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

E. JUSTE VALEUR DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

La Société fait un certain nombre d'estimations lorsqu'elle répartit les justes valeurs aux actifs et passifs acquis lors d'une acquisition d'entreprises. Les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation qui tiennent compte de plusieurs hypothèses telles que la production, le montant et le calendrier des revenus et dépenses, la croissance des revenus, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISÉS DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'EFFET DE LA PANDÉMIE

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société a revu les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, à l'évaluation des immobilisations corporelles et aux comptes débiteurs. L'exercice n'a entraîné aucune perte de crédit attendue sur créances des comptes débiteurs. La Société continue de surveiller de près la situation liée à la COVID-19 : la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

NOTE 5

A. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

2019

Orchids Paper Products

Le 13 septembre 2019, la Société a acquis les activités d'Orchids Paper Products Company (Orchids) pour une contrepartie totale de 307 M\$ qui consistait en 235 M\$ US (311 M\$) en espèces, moins un ajustement du prix d'achat de 2 M\$ US (2 M\$) et du règlement d'un passif net de 2 M\$ avec l'entité acquise avant la transaction. La Société a enregistré un gain sur acquisition d'entreprise à des conditions avantageuses de 25 M\$ avant les frais de transaction de 9 M\$.

Les actifs comprennent les activités de Barnwell en Caroline du Sud et de Pryor en Oklahoma (usines des papiers tissu). Dans le cadre de la transaction, la Société a acquis la totalité des parts en circulation de OPP Acquisition Mexico S. de R.L. de C.V., désignées comme actifs détenus en vue de la vente à la date d'acquisition, qui ont été revendues le même jour pour 14 M\$ US (19 M\$).

Cette transaction offre à notre secteur des papiers tissu d'intéressantes possibilités d'optimisation tout en renforçant la base opérationnelle des activités liées aux produits de consommation de ce secteur aux États-Unis et en améliorant notre position géographique.

La juste valeur de 15 M\$ des comptes débiteurs est égale aux flux de trésorerie contractuels que l'on estimait pouvoir percevoir en totalité au moment de l'acquisition.

L'allocation du prix d'achat a été finalisée en 2020 et les ajustements ont été enregistrés rétroactivement à la date d'acquisition.

Les actifs acquis et les passifs assumés sont constitués des éléments suivants :

	2019		
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Papiers tissu	
	ENTITÉS ACQUISES :	Orchids Paper Products	
(en millions de dollars canadiens)	Allocation préliminaire ajustée au 31 décembre 2019	Ajustements	Allocation finale
Justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs assumés :			
Comptes débiteurs	14	1	15
Stocks	24	—	24
Actifs détenus en vue de la vente	19	—	19
Immobilisations corporelles	290	3	293
Autres actifs	1	—	1
Actifs totaux	348	4	352
Comptes créditeurs et charges à payer	(12)	—	(12)
Passifs d'impôt différé	(7)	(1)	(8)
Actifs nets acquis	329	3	332
Gain sur acquisition d'entreprise à des conditions avantageuses	(22)	(3)	(25)
	307	—	307
Contrepartie nette en espèces payée	311	—	311
Ajustement du prix d'achat (encaissé dans le premier trimestre de 2020)	(2)	—	(2)
Règlement de passif avec l'entité acquise avant la transaction	(2)	—	(2)
Contrepartie totale	307	—	307

B. CESSION

2019

Cascades Europe S.A.S.

Le 30 septembre 2019, la Société a vendu sa participation de 90 % dans Cascades Europe S.A.S. qui détient Cascades Rollpack, un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier, pour une contrepartie totale de 10 M€ (15 M\$), incluant des espèces de 7 M€ (10 M\$), une dette à long terme assumée de 4 M€ (6 M\$) et une trésorerie cédée de 1 M€ (1 M\$). Une perte sur cession de 1 M\$ a été enregistrée.

Les actifs et les passifs au moment de la cession d'entreprises sont constitués des éléments suivants :

	2019	
	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Produits spécialisés
	DISPOSITION D'ENTREPRISES :	Cascades Europe S.A.S.
(en millions de dollars canadiens)		
Actifs et passifs cédés :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1
Comptes débiteurs		7
Stocks		9
Immobilisations corporelles		9
Actifs totaux		26
Comptes créditeurs et charges à payer		(8)
Dette à long terme		(6)
Actifs nets cédés		12
Part des actionnaires sans contrôle		(1)
Perte sur cession		(1)
Contrepartie totale reçue		10

NOTE 6

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Comptes débiteurs		569	544
Comptes débiteurs provenant des parties liées	29	33	27
Moins : correction de valeur pour pertes attendues sur créances		(14)	(12)
Comptes débiteurs - nets		588	559
Autres		71	51
		659	610

En date du 31 décembre 2020, des comptes débiteurs de 147 M\$ (31 décembre 2019 — 131 M\$) étaient en souffrance.

Les mouvements de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Solde au début de l'exercice	12	15
Correction de valeur pour pertes attendues sur créances	4	2
Créances radiées au cours de l'exercice	(2)	(4)
Écarts de conversion	—	(1)
Solde à la fin de l'exercice	14	12

La variation de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances a été incluse dans les « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnées ci-dessus.

NOTE 7

STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Produits finis	243	295
Matières premières	116	105
Fournitures de production et pièces de rechange	210	198
	569	598

Au 31 décembre 2020, les inventaires de produits finis, matières premières et fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à leur valeur de réalisation nette (VRN) nécessitant une provision de 9 M\$, 2 M\$ et 14 M\$ respectivement (31 décembre 2019 — 8 M\$, 2 M\$ et 15 M\$).

En 2020 et en 2019, la Société n'a pas renversé d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks. Le coût de matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans le « Coût des produits vendus » s'élevait à 1 754 M\$ (1 682 M\$ en 2019).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Participations dans des entreprises associées	18	13
Participations dans des coentreprises	64	67
	82	80

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La Société ne détient pas de participation significative dans des entreprises associées en 2020 et 2019.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	2020-2019 POURCENTAGE D'ACTION DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,33	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société, converties en millions de dollars canadiens si nécessaire :

(en millions de dollars canadiens)	2020			
	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	2	7	12
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	18	22	23	19
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	39	14	28	9
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	9	7	6	25
Passifs financiers à court terme	1	1	—	1
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	6	1	—	—
Résultats condensés				
Ventes	89	79	97	128
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	2	—	1
Bénéfice net	2	5	8	2
Résultat global				
Écarts de conversion	(1)	—	—	—
Résultat global total	1	5	8	2
Dividendes reçus des coentreprises	1	4	1	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	—	3	—
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	26	26	23	18
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	43	16	28	10
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	10	7	4	14
Passifs financiers à court terme	5	1	1	2
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	12	1	2	—
Résultats condensés				
Ventes	110	91	97	132
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	2	—	—
Bénéfice net	4	5	3	1
Résultat global				
Écarts de conversion	(2)	—	—	—
Résultat global total	2	5	3	1
Dividendes reçus des coentreprises	2	5	—	—

Il n'y a aucun engagement dans les coentreprises (nul en 2019).

D. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2020		2019	
	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC	RENO DE MEDICI S.p.A.	GREENPAC HOLDING LLC
Principal lieu d'affaires	Milan, Italie	New York, États-Unis	Milan, Italie	New York, États-Unis
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)	42,40 %	13,65 %	42,05 %	13,65 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	22	13	11	17
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice	153	47	125	48
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle	2	14	2	15
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98	28	59	36
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	292	127	295	105
Actifs financiers à court terme	—	3	—	3
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	412	520	397	569
Actifs financiers à long terme	—	8	—	11
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	246	60	246	37
Passifs financiers à court terme	33	11	39	9
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	77	1	72	—
Passifs financiers à long terme	80	126	94	167
Résultats condensés				
Ventes	1 052	438	1 048	438
Amortissement	48	39	47	38
Charge d'impôts sur les résultats	19	—	14	—
Bénéfice net	51	95	23	100
Flux de trésorerie condensés				
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	110	143	95	136
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement	(35)	(6)	(42)	(5)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement	(41)	(142)	(39)	(131)

En novembre 2019, la Société a exercé son option d'achat et a racheté la participation de 20,20 % de la CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) dans Greenpac pour une contrepartie de 121 M\$. La contrepartie a été payée le 3 janvier 2020 et a été comptabilisée dans les autres passifs au 31 décembre 2019. Grâce à cette participation supplémentaire, la participation directe de la Société dans Greenpac est maintenant de 79,90 % comparativement à 59,70 %, tandis que la participation indirecte, par le biais de notre participation de 53 % dans Containerboard Partners (Ontario) Inc., est demeurée à 6,40 %. À des fins comptables, la participation de la CDPQ a été comptabilisée au passif en raison de l'option de vente qui lui est associée. Avec l'exercice de l'option d'achat, l'option de vente de la CDPQ devient nulle et la participation de 20,20 % est désormais traitée comme une transaction sur les capitaux propres à des fins comptables. L'effet combiné du rachat de la participation et de sa désignation dans les capitaux propres a fait passer la participation minoritaire à 13,65 % comparativement à 17,11 %.

E. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Entités associées non significatives	18	13
Coentreprises non significatives	13	18
	31	31

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Entités associées non significatives	3	—
Coentreprises non significatives	3	3
	6	3

La Société a reçu un montant de 4 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 2 M\$).

La Société a comptabilisé une perte sur réévaluation à la juste valeur de placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise au 31 décembre 2020.

NOTE 9

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	ACTIFS AU DROIT D'UTILISATION (Note 14)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019								
Coût		175	950	3 445	115	333	123	5 141
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	401	2 002	74	124	35	2 636
Valeur comptable nette		175	549	1 443	41	209	88	2 505
Exercice terminé le 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)								
Montant net au début		175	549	1 443	41	209	88	2 505
Ajouts		—	35	52	10	174	46	317
Cessions		—	(1)	(24)	(1)	(3)	(3)	(32)
Amortissement		—	(36)	(153)	(11)	(14)	(42)	(256)
Cession d'entreprise	5	—	(6)	(3)	—	—	—	(9)
Regroupement d'entreprises	5	—	—	312	—	—	—	312
Adoption de <i>IFRS 16</i>		—	—	—	—	—	87	87
Baisse de valeur	26	—	(8)	(38)	—	(5)	—	(51)
Autres		13	68	(23)	6	(75)	—	(11)
Écarts de conversion		(7)	(18)	(53)	(1)	(8)	(5)	(92)
Montant net à la fin		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Au 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)								
Coût		181	978	3 548	123	454	243	5 527
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	395	2 035	79	176	72	2 757
Valeur comptable nette		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		181	583	1 513	44	278	171	2 770
Ajouts		—	18	92	11	124	62	307
Cessions		—	(1)	(2)	—	(1)	(4)	(8)
Amortissement		—	(21)	(174)	(12)	(11)	(48)	(266)
Baisse de valeur	26	(2)	—	(25)	—	—	—	(27)
Autres		—	23	91	—	(114)	—	—
Écarts de conversion		3	(4)	(3)	1	(1)	—	(4)
Montant net à la fin		182	598	1 492	44	275	181	2 772
Au 31 décembre 2020								
Coût		184	1 006	3 624	131	393	285	5 623
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	408	2 132	87	118	104	2 851
Valeur comptable nette		182	598	1 492	44	275	181	2 772

Les autres immobilisations corporelles incluent des bâtiments ainsi que du matériel et de l'outillage en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 188 M\$ (203 M\$ au 31 décembre 2019) et des dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage s'élevant à 15 M\$ (2 M\$ au 31 décembre 2019).

En 2020, 1 M\$ (3 M\$ en 2019) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 4,86 % en 2020 (5,56 % en 2019).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCART D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2019								
Coût		158	218	34	410	551	7	558
Amortissement cumulé et baisse de valeur		65	105	32	202	3	—	3
Valeur comptable nette		93	113	2	208	548	7	555
Exercice terminé le 31 décembre 2019								
Montant net au début		93	113	2	208	548	7	555
Additions		8	—	2	10	—	—	—
Baisse de valeur	26	—	—	—	—	(14)	(1)	(15)
Amortissement		(19)	(13)	(1)	(33)	—	—	—
Écarts de conversion		(1)	(2)	—	(3)	(13)	—	(13)
Montant net à la fin		81	98	3	182	521	6	527
Au 31 décembre 2019								
Coût		165	216	36	417	538	7	545
Amortissement cumulé et baisse de valeur		84	118	33	235	17	1	18
Valeur comptable nette		81	98	3	182	521	6	527
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		81	98	3	182	521	6	527
Additions		10	—	—	10	—	—	—
Amortissement		(19)	(13)	(1)	(33)	—	—	—
Autres		—	—	1	1	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		1	(1)	—	—	(4)	—	(4)
Montant net à la fin		73	84	3	160	517	5	522
Au 31 décembre 2020								
Coût		176	215	9	400	526	6	532
Amortissement cumulé et baisse de valeur		103	131	6	240	9	1	10
Valeur comptable nette		73	84	3	160	517	5	522

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Effets à recevoir à long terme		7	1
Autres placements		5	4
Autres actifs		25	23
Avantages du personnel	18	15	29
		52	57
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		(2)	(2)
		50	55

NOTE 12

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Comptes créditeurs		593	589
Comptes à payer à des parties liées	29	8	4
Provisions pour rabais-volume		72	70
Frais courus		188	129
		861	792

Les mouvements de la provision pour rabais-volume de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Solde au début de l'exercice		70	50
Provision pour rabais volume		131	124
Regroupements d'entreprises	5	—	1
Paiements pour rabais-volume		(128)	(103)
Écarts de conversion		(1)	(2)
Solde à la fin de l'exercice		72	70

NOTE 13

DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2020	2019
Crédit bancaire rotatif, nul au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 108 M\$ et 11 M\$ US)	13(d)	2023	—	123
Billets subordonnés non garantis de 200 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,75 % rachetés en 2020	13(a)	2023	—	260
Billets subordonnés non garantis de 175 M\$, portant intérêt au taux de 5,125 %	13(c)	2025	175	175
Billets subordonnés non garantis de 350 M\$ US, portant intérêt au taux de 5,125 %	13(c)	2026	445	455
Billets subordonnés non garantis de 600 M\$ US (31 décembre 2019 - 300 M\$ US) (incluant une prime non amortie de 16 M\$), portant intérêt au taux de 5,375 %	13(a) (c)	2028	780	390
Emprunt à terme de 165 M\$ US, portant intérêt au taux de 2,25 % au 31 décembre 2020		2025	210	221
Obligations locatives de filiales	13(e)		167	153
Autres emprunts de filiales			39	39
Obligations locatives sans recours contre la Société	13(e)		35	35
Autres emprunts sans recours contre la Société	13(b)		217	272
			2 068	2 123
Moins : Frais de financement non amortis			17	16
Total de la dette à long terme			2 051	2 107
Moins :				
Partie à court terme des obligations locatives de filiales			36	28
Partie à court terme des autres emprunts de filiales			23	14
Partie à court terme des obligations locatives sans recours contre la Société			12	11
Partie à court terme des autres emprunts sans recours contre la Société			31	32
			102	85
			1 949	2 022

- a. Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le produit d'émission a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020
Émission de la dette	396
Prime reçue sur l'émission de la dette	17
Frais liés à l'émission	(4)
Rachat des billets de 2023	(264)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(4)
Diminution du crédit bancaire rotatif et augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	141

- b. Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.

- c. Le 26 novembre 2019, la Société a émis des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 175 M\$ échéant en 2025 et des billets subordonnés de 5,125 % d'un montant nominal de 350 M\$ US échéant en 2026 ainsi que des billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028, totalisant 1 026 M\$, net de frais de financement de 13 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 400 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2022 pour une contrepartie de 405 M\$ US (533 M\$) et de 250 M\$ de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,50 % échéant en 2021 pour une contrepartie de 254 M\$, incluant les primes de 5 M\$ US (7 M\$) et de 4 M\$. La Société a également radié 3 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Les produits d'émission ont été utilisés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2019
Émission de la dette	1 039
Frais reliés à l'émission de la dette	(13)
Rachat des billets de 2021 et 2022	(776)
Prime payée sur le refinancement de la dette	(11)
Diminution du crédit bancaire rotatif	239

- d. Le 31 mai 2019, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'en juillet 2023. Les conditions financières existantes sont demeurées inchangées.

Au 31 décembre 2020, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 798 M\$ (31 décembre 2019 — 785 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 246 M\$ (31 décembre 2019 — 230 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

- e. La Société a contracté des contrats de location pour diverses immobilisations corporelles. Les obligations locatives sont garanties, car les droits sur l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaillance. Pour plus de détails sur les paiements futurs, voir la Note 16.4 C.

NOTE 14

CONTRATS DE LOCATION

a. Les bilans consolidés incluent, sur la ligne « Immobilisations corporelles », les montants suivants d'actifs au titre de droit d'utilisation liés à des contrats de location. Les montants de 2020 et 2019 sont des actifs au titre de droit d'utilisation selon la norme *IFRS 16* :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Bâtiments	129	109
Matériel et outillage	10	10
Matériel roulant	42	52
Valeur comptable nette	181	171

Les additions d'actifs au titre de droit d'utilisation durant l'exercice financier 2020 sont de 62 M\$ (2019 — 46 M\$).

b. Les résultats consolidés incluent les montants suivants liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Amortissement des actifs au titre de droit d'utilisation (inclus sur la ligne « Coût des produits vendus »)		
Bâtiments	22	17
Matériel et outillage	3	2
Matériel roulant	23	23
	48	42
Frais de financement (inclus sur la ligne « Frais de financement »)	9	9

La charge liée aux contrats de location à court terme, aux contrats de location de faible valeur et aux paiements variables non inclus dans l'obligation locative est de 3 M\$ en 2020 (2019 — 3 M\$).

c. Le total des sorties de fonds des contrats de location en 2020 a été de 56 M\$ (2019 — 51 M\$).

d. Veuillez vous référer à la Note 16.4 C pour les paiements futurs en vertu des contrats de location.

NOTE 15

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Au 1^{er} janvier 2019	17	16	3	2	10	48
Provisions additionnelles	—	1	—	8	1	10
Paielements	—	(1)	(1)	(5)	(2)	(9)
Réévaluation	1	4	—	—	—	5
Désactualisation	1	—	—	—	—	1
Autres	—	—	—	1	(1)	—
Écarts de conversion	(1)	—	—	—	—	(1)
Au 31 décembre 2019	18	20	2	6	8	54
Provisions additionnelles	—	3	2	13	4	22
Paielements	—	(1)	(1)	(10)	(3)	(15)
Réévaluation	4	4	—	—	1	9
Désactualisation	1	—	—	—	—	1
Au 31 décembre 2020	23	26	3	9	10	71

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Long terme	57	49
Court terme	14	5
	71	54

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts qui devront être engagés à la restructuration de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2020, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

NOTE 16

INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2020 et 2019, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020		2019	
		VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	21	21	22	22
Placements en actions		1	1	—	—
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	(8)	(8)	(3)	(3)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dette à long terme		(2 051)	(2 137)	(2 107)	(2 159)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		—	—	4	4
Passifs d'instruments financiers dérivés		(7)	(7)	(10)	(10)

16.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence à la date de mesure.

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- La juste valeur des placements en actions est basée sur des données observables sur le marché et est cotée à la Bourse de Toronto et est classée au niveau 1.
- La juste valeur des dettes à long terme et de certains autres passifs est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit et sont classés aux niveaux 1 et 3.
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture et sont classées au niveau 2. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture.

16.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2020 et 2019 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

Niveau 1 - Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Niveau 2 - Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.

Niveau 3 - Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

2020

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	21	—	21	—
	22	1	21	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(15)	—	(15)	—
	(15)	—	(15)	—

2019

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Actifs financiers dérivés	26	—	26	—
	26	—	26	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(13)	—	(13)	—
	(13)	—	(13)	—

16.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2020

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	16.4 A (i)	—	3	3	(8)	(5)	(13)
	Risque de prix	16.4 A (ii)	5	13	18	—	—	—
	Risque de taux d'intérêt	16.4 A (iii)	—	—	—	(1)	(1)	(2)
			5	16	21	(9)	(6)	(15)

2019

(en millions de dollars canadiens)	RISQUE	NOTE	ACTIFS			PASSIFS		
			COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
	Risque de change	16.4 A (i)	5	—	5	(2)	(3)	(5)
	Risque de prix	16.4 A (ii)	4	16	20	(3)	(1)	(4)
	Risque de taux d'intérêt	16.4 A (iii)	1	—	1	(2)	(1)	(3)
	Autre risque	16.4 A (iv)	—	—	—	(1)	—	(1)
			10	16	26	(8)	(5)	(13)

A. RISQUE DE MARCHÉ

i. Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les vingt-quatre mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou du gain (perte) de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2020, environ 17 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis et 13 % des ventes provenant des activités européennes ont été réalisées dans des pays ayant une monnaie autre que l'euro.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2020 et 2019 :

				2020
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme et Couverture d'investissement net				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,6000	Décembre 2021	1 à 25 €	(1)
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	50 à 122 \$ US	3
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(6)
				(4)
Couverture d'investissement net				
Contrats à terme sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,5273	Décembre 2021	145 €	(6)
Ventes et achats anticipés				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2833	De 0 à 12 mois	42 \$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3350	De 0 à 12 mois	5 \$ US	—
Options sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2710	De 0 à 12 mois	18.5 \$ US	—
				—
				(10)

	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme et Couverture d'investissement net				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour acheter (€ contre \$ CAN)	1,4740	Décembre 2020	4 à 49 €	1
Instruments avec options de change à vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	29 à 129 \$ US	—
Swap inter-devises (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(4)
				(3)
Couverture d'investissement net				
Swap inter-devises (\$ CAN contre €)	1,4740	Décembre 2020	145 €	3
Ventes et achats anticipés				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,1215	De 0 à 12 mois	— €	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3257	De 0 à 12 mois	30 à 53 \$ US	—
Options sur devises pour acheter (€ contre \$ US)	1,0985	De 0 à 12 mois	2 à 3 €	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3375	De 13 à 36 mois	5 à 10 \$ US	—
				—
				—

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2020, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur d'environ 3 M\$, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été relativement stables.

En 2020, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport à l'euro et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'année aurait été approximativement inférieur de 1 M\$ à la suite de la conversion en dollars canadiens des activités européennes de la Société.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2020 et 2019. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2020 et 2019, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2020			2019		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	83	83	—	71	71	—
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	21	16	5	17	15	2

ii. Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de la pâte commerciale, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus d'énergie. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du « Coût des produits vendus » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

			2020
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	1 470 923 mmBtu	De 2021 à 2025	—
			—
			2019
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Électricité	39 420 MW	2020	—
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	1 805 600 mmBtu	De 2020 à 2024	(2)
			(2)

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est un actif de 7 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 — 7 M\$). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur positive est de 11 M\$ au 31 décembre 2020 (2019 — 13 M\$).

Les activités européennes de la Société ont conclu des contrats d'énergie désignés comme dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultats, avec une juste valeur nulle en 2020 (2019 — une perte de 2 M\$).

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2020 et 2019. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2020 et 2019. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

	2020			2019		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
(en millions de dollars canadiens ¹)						
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	12	—	12	9	—	9
1 \$ US/mmBTU de variation dans le prix du gaz naturel	11	2	9	12	2	10
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,30 \$ CAN/\$ US pour 2020 et de 1,30 \$ CAN/\$ US pour 2019.

iii. Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2020, environ 18 % (15 % en 2019) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2020, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 4 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 3 M\$).

La Société détient des swaps de taux d'intérêt par l'intermédiaire de RDM et de Greenpac. Les swaps de RDM fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 39 M€ et viennent à échéance entre 2021 et 2024. Les swaps de Greenpac fixent le taux d'intérêt sur un montant nominal de 25 M\$ US et viennent à échéance en 2021. Certains de ces swaps ont un montant nominal décroissant pour correspondre au niveau d'endettement prévu. La juste valeur de ces swaps est de 2 M\$ au 31 décembre 2020 (31 décembre 2019 — 3 M\$).

iv. Perte (gain) sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Perte (gain) non réalisé sur instruments financiers dérivés	1	(2)

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances. Une correction de valeur pour pertes sur créances est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué en considérant l'historique de recouvrement pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la correction de valeur pour pertes sur créances représente la perte de crédit estimée. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Frais de vente et d'administration ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste correction pour pertes sur créances. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur. Il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2020.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2020 et 2019 :

2020						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	12	12	12	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	861	861	861	—	—	—
Prêt à terme	210	232	11	11	210	—
Billets subordonnés non garantis	1 384	1 888	73	73	393	1 349
Obligations locatives de filiales	167	212	43	32	60	77
Autres emprunts de filiales	39	42	17	6	12	7
Obligations locatives sans recours contre la Société	35	36	12	6	10	8
Autres emprunts sans recours contre la Société	217	225	34	36	153	2
Passifs d'instruments financiers dérivés	15	15	9	—	6	—
	2 940	3 523	1 072	164	844	1 443

2019						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	11	11	11	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	792	792	792	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	123	139	5	5	129	—
Prêt à terme	221	279	15	15	46	203
Billets subordonnés non garantis	1 280	1 739	68	68	449	1 154
Obligations locatives de filiales	153	207	36	31	56	84
Autres emprunts de filiales	39	40	8	8	22	2
Obligations locatives sans recours contre la Société	35	37	12	10	9	6
Autres emprunts sans recours contre la Société	272	275	32	187	55	1
Passifs d'instruments financiers dérivés	13	13	8	2	3	—
	2 939	3 532	987	326	769	1 450

Au 31 décembre 2020, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 901 M\$ (794 M\$ au 31 décembre 2019), déduction faite des lettres de crédit de 22 M\$ (27 M\$ au 31 décembre 2019).

D. AUTRE RISQUE

AFFACTURAGE DE COMPTES DÉBITEURS

La Société vend des comptes débiteurs de l'une de ses filiales européennes par l'entremise d'un contrat d'affacturage avec une institution financière. La Société utilise l'affacturage de comptes débiteurs comme source de financement en réduisant ses besoins de fonds de roulement. Lorsque les comptes débiteurs sont cédés, la Société les retire du bilan, comptabilise le montant reçu en contrepartie de la cession et enregistre une perte sur affacturage incluse dans les « Frais de financement ». Au 31 décembre 2020, l'impact hors bilan d'affacturage des comptes débiteurs s'établissait à 56 M\$ (36 M€). La Société prévoit vendre ses comptes débiteurs sur une base continue. Si elle décidait de mettre fin à ce contrat, le fonds de roulement et l'endettement bancaire augmenteraient.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société a conclu un accord de couverture de la volatilité du cours de l'action liée à ses régimes d'unités d'actions différées et d'unités d'actions liées au rendement. Au 31 décembre 2020, le montant notionnel de l'accord était de 566 000 actions au prix de 14,60 \$ (31 décembre 2019, le montant notionnel de l'accord était de 566 000 actions au prix de 12,44 \$). La juste valeur au 31 décembre 2020 représentait un passif de moins de un million de dollar (un passif de 1 M\$ au 31 décembre 2019).

NOTE 17

AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Avantages du personnel	18	189	179
Contrepartie à payer pour l'achat de la participation de la CDPQ dans Greenpac	8	—	120
Autres	21	29	28
		218	327
Moins : Partie à court terme		(16)	(129)
		202	198

Au 31 décembre 2020, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 5 M\$ (au 31 décembre 2019 - 3 M\$) relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

Au 31 décembre 2019, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 13 M\$ représentant la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acheter une participation pouvant aller jusqu'à 10% dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island. White Birch a avisé la Société qu'elle n'exercerait pas l'option et la responsabilité s'est éteinte. En renversant ce passif, la Société a comptabilisé un gain de 13 M\$ aux résultats consolidés sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs ».

En novembre 2019, la Société a exercé son option d'achat et a racheté la participation de 20,20 % de la CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) dans Greenpac pour une contrepartie de 121 M\$. La contrepartie a été payée le 3 janvier 2020.

NOTE 18

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	69	47
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	105	103
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		174	150
Charges comptabilisées dans les résultats consolidés au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		8	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées		33	29
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		5	6
		46	42
Autres éléments du résultat global consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	19	(5)
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	3	8
		22	3

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles.

Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays. La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite au titre des prestations déterminées se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019	480	(445)	35	20	55
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	17	(16)	1	1	2
Incidence sur le résultat net consolidé	22	(16)	6	1	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	(35)	(35)	—	(35)
Pertes découlant des changements dans les hypothèses financières	42	—	42	—	42
Pertes liées à l'expérience	1	—	1	—	1
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	(13)	(13)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	43	(35)	8	(13)	(5)
Écarts de conversion	(2)	—	(2)	—	(2)
Cotisations					
Employeurs	—	(8)	(8)	—	(8)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(31)	31	—	—	—
Au 31 décembre 2019	513	(474)	39	8	47
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	15	(13)	2	—	2
Fermeture d'entreprises	1	—	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	21	(13)	8	—	8
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	(28)	(28)	—	(28)
Perte découlant des changements dans les hypothèses démographiques	2	—	2	—	2
Pertes découlant des changements dans les hypothèses financières	38	—	38	—	38
Pertes liées à l'expérience	2	—	2	—	2
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	5	5
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	42	(28)	14	5	19
Écarts de conversion	2	—	2	—	2
Cotisations					
Employeurs	—	(7)	(7)	—	(7)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(28)	28	—	—	—
Au 31 décembre 2020	551	(495)	56	13	69

Le tableau qui suit présente une répartition par pays de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	469	10	—	479
Juste valeur des actifs des régimes	488	7	—	495
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(19)	3	—	(16)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	13	—	—	13
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	36	—	36	72
Passifs inscrits au bilan consolidé	30	3	36	69

	2019			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	436	10	—	446
Juste valeur des actifs des régimes	467	7	—	474
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(31)	3	—	(28)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	8	—	—	8
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	36	—	31	67
Passifs inscrits au bilan consolidé	13	3	31	47

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2020			2019		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	2,50 %	2,00 %	0,50 %	3,10 %	2,90 %	0,90 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	3,10 %	2,90 %	0,90 %	3,80 %	3,90 %	1,90 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	2,70 %	2,00 %	0,50 %	3,20 %	2,90 %	0,90 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.	s.o.	Entre 2,25 % et 2,75 %	s.o.	s.o.
Taux d'inflation	2,00 %	s.o.	1,50 %	2,25 %	s.o.	1,75 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 92 % de l'ensemble des régimes :

	2020	2019
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	21,9	21,8
Femme	24,3	24,2
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	22,9	22,9
Femme	25,2	25,2

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(3,00) %	3,20 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,30) %
	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE		
Espérance de vie	3,00 %		

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

					2020
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,0 %
Obligations					
Obligations canadiennes	55	42	—	97	19,6 %
Actions					
Actions canadiennes	29	—	—	29	
Actions étrangères	5	—	—	5	
	34	—	—	34	6,9 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	7	—	7	
Fonds communs d'actions canadiennes	8	1	—	9	
Fonds communs d'actions étrangères	—	50	—	50	
Fonds communs de placements alternatifs	—	25	—	25	
	8	83	—	91	18,4 %
Autres					
Rentes assurées	—	268	—	268	
	—	268	—	268	54,1 %
	102	393	—	495	

					2019
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	4	—	—	4	0,8 %
Obligations					
Obligations canadiennes	84	51	—	135	28,5 %
Actions					
Actions canadiennes	28	—	—	28	
Actions étrangères	5	—	—	5	
	33	—	—	33	7,0 %
Fonds communs					
Fonds du marché monétaire	—	1	—	1	
Fonds communs d'obligations étrangères	—	7	—	7	
Fonds communs d'actions canadiennes	7	1	—	8	
Fonds communs d'actions étrangères	—	42	—	42	
Fonds communs de placements alternatifs	—	25	—	25	
	7	76	—	83	17,5 %
Autres					
Rentes assurées	—	219	—	219	
	—	219	—	219	46,2 %
	128	346	—	474	

Les actifs des régimes de retraite comprennent des actions de la Société pour un montant inférieur à 1 M\$. Ces actions ont été achetées par l'un des gestionnaires du régime. La Société a souscrit des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 268 M\$ pour s'acquitter des paiements futurs.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays, comme suit :

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	79	4	22	105
Passifs inscrits au bilan consolidé	79	4	22	105

	2019			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	77	4	22	103
Passifs inscrits au bilan consolidé	77	4	22	103

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019	99	—	99
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	3	—	3
Modifications au régime	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	6	—	6
Réévaluations			
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	6	—	6
Pertes (gains) liées à l'expérience	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	8	—	8
Écarts de conversion	(2)	—	(2)
Prestations versées	(8)	—	(8)
Au 31 décembre 2019	103	—	103
Coût des services rendus	2	—	2
Charge d'intérêts	2	—	2
Variation des avantages postérieurs à l'emploi	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	5	—	5
Réévaluations			
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	4	—	4
Pertes (gains) liées à l'expérience	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	3	—	3
Écarts de conversion	1	—	1
Prestations versées	(7)	—	(7)
Au 31 décembre 2020	105	—	105

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,81 % par année en moyenne (4,89 % en 2019).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,30) %	2,50 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,40 %	(0,40) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	1,40 %	(1,30) %
			AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie			1,30 %

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. La plupart des régimes de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2020, 57 % des actifs de régimes étaient investis dans des titres à revenus fixes. Au 31 décembre 2020, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 268 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficacité. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes, et ce, particulièrement pour nos régimes en bonne santé financière qui ont une plus grande pondération en obligations.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2020, l'excédent net total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 16 M\$ (un excédent de 28 M\$ au 31 décembre 2019). Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 4 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 4 M\$ en 2021.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 12 ans (11 ans en 2019).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	UN AN	DEUX ANS	ENTRE TROIS ET CINQ ANS	ENTRE SIX ET DIX ANS	TOTAL
Prestations de retraite	29	29	88	679	825
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	6	6	21	92	125
Au 31 décembre 2020	35	35	109	771	950

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2020.

NOTE 19

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Impôts exigibles	27	21
Impôts différés	18	(2)
	45	19

b. La charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère de la charge d'impôts basée sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	74	31
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	(3)	(2)
Réévaluation des années antérieures	(5)	3
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires	(1)	—
Écarts permanents	(12)	(3)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	(8)	(11)
Variations des écarts temporaires	—	3
Autres	—	(2)
	(29)	(12)
Charge d'impôts sur les résultats	45	19

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 25,35 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (25,5 % en 2019).

c. La charge (le recouvrement) d'impôts lié aux autres éléments du résultat global consolidé s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Conversion des devises liées aux activités de couverture	2	(1)
Perte actuarielle sur les obligations postérieures à l'emploi	(6)	(1)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	(4)	(2)

d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	331	312
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	371	357
	(40)	(45)

En tenant compte de la compensation des soldes dans une même juridiction fiscale, le passif d'impôt différé net est de 40 M\$. Ce montant est présenté au bilan consolidé dans les « Actifs d'impôt différé » pour un montant de 170 M\$ et dans les « Passifs d'impôt différé » pour un montant de 210 M\$.

e. La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
			Ajusté, Note 5
Solde au début de l'exercice		(45)	(67)
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		(18)	2
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		15	11
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global consolidé		4	2
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	—	(8)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	8
Adoption de IFRS 16		—	3
Autres		2	(2)
Écarts de conversion		2	6
Solde à la fin de l'exercice		(40)	(45)

f. Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019		105	27	5	42	2	—	47	228
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		27	1	5	(1)	7	28	(2)	65
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	11	—	—	—	11
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	(1)	—	—	—	5	—	4
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	—	—	—	—	—	(6)	—	(6)
Acquisition de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	—	—	(1)	9	—	8
Adoption de IFRS 16		—	—	—	—	—	3	—	3
Autres		—	—	—	—	—	(1)	—	(1)
Au 31 décembre 2019		132	27	10	52	8	38	45	312
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		6	3	—	(2)	(8)	—	(4)	(5)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	15	—	—	—	15
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	6	—	—	—	—	—	6
Autres		—	—	—	—	—	—	1	1
Écarts de conversion		2	—	—	—	—	—	—	2
Au 31 décembre 2020		140	36	10	65	—	38	42	331

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	PERTE DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME	ACTIFS INCORPORELS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2019		220	2	56	16	1	295
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		71	(2)	(7)	1	—	63
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	2	—	—	—	2
Par l'intermédiaire des regroupements d'entreprises	5	2	—	—	—	—	2
Autres		—	—	—	—	1	1
Écarts de conversion		(6)	—	—	—	—	(6)
Au 31 décembre 2019 (Ajusté, Note 5)		287	2	49	17	2	357
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		25	4	(14)	(1)	(1)	13
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	2	—	—	—	2
Autres		—	—	—	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2020		312	8	35	16	—	371

g. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 557 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 140 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable.

NOTE 20

CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
		Ajusté, Note 5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(384)	(155)
Emprunts et avances bancaires	12	11
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	2 051	2 107
	1 679	1 963
Capitaux propres totaux	1 957	1 669
Capitaux totaux	3 636	3 632

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25 x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne, mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 773 M\$ en 2020; 1 782 M\$ en 2019). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) par les frais de financement. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (507 M\$ en 2020; 398 M\$ en 2019). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis datée du 26 novembre 2019.

Au 31 décembre 2020, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 47,47 % et le ratio de couverture des intérêts était de 5,47 x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datée du 26 novembre 2019.

Historiquement, la Société investit entre 150 M\$ et 250 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles, en excluant les projets majeurs stratégiques. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2020		2019	
	NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	94 245 295	491	94 163 515	490
Actions ordinaires émises lors d'un appel public	20 D 7 441 000	125	—	—
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées	20 D 1 225 489	10	1 048 434	6
Rachat d'actions ordinaires	20 C (635 554)	(4)	(966 654)	(5)
Solde à la fin de l'exercice	102 276 230	622	94 245 295	491

C. RACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

En 2020, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 1 886 220 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 2 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 19 mars 2020 au 18 mars 2021. En 2020, la Société a racheté 635 554 actions ordinaires pour un montant de 8 M\$ dans le cadre de ce programme (966 654 actions ordinaires pour un montant de 9 M\$ en 2019).

D. ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

La Société a émis 1 225 489 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 7 M\$ (5 M\$ en 2019 pour 1 048 434 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2020	2019
Bénéfice net disponible pour les actionnaires (en millions de dollars canadiens)	198	72
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	96	94
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	97	96
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,04 \$	0,77 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	2,02 \$	0,75 \$

Au 31 décembre 2020, aucune option d'achat n'a été exclue en raison de son effet antidilutif (2019 — 543 676). Au 24 février 2021, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIT :

	2020	2019
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,32 \$	0,24 \$

NOTE 21

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

A. OPTIONS

Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 1 558 724 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les douze mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les douze mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2020 (1 M\$ en 2019).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2020 et 2019 se détaillent comme suit :

	2020		2019	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Solde au début de l'exercice	3 476 296	7,24	4 409 358	6,45
Octroyées	184 193	13,95	200 354	11,97
Exercées	(1 225 489)	5,89	(1 048 434)	4,43
Annulées	(1 910)	12,39	(84 982)	11,96
Solde à la fin de l'exercice	2 433 090	8,42	3 476 296	7,24
Options acquises - à la fin de l'exercice	1 981 675	7,36	3 005 435	6,46

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 13,20 \$ (11,25 \$ en 2019).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2020 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS ACQUISES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2011	199 984	6,26	199 984	6,26	2021
2012	365 879	4,46	365 879	4,46	2022
2013	304 203	5,18	304 203	5,18	2022 - 2023
2014	300 030	6,10	300 030	6,10	2022 - 2024
2015	291 095	7,66	291 095	7,66	2022 - 2025
2016	246 592	9,75	246 592	9,75	2022 - 2026
2017	199 652	14,28	150 937	14,28	2021 - 2027
2018	150 342	12,39	75 111	12,39	2022 - 2028
2019	191 528	11,97	47 844	11,97	2022 - 2029
2020	183 785	13,95	—	—	2030
	2 433 090		1 981 675		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 4,01 \$ (2019 — 3,17 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2020	2019
Prix de l'action à la date d'octroi	14,13 \$	12,03 \$
Prix d'exercice	13,95 \$	11,97 \$
Taux d'intérêt sans risque	0,50 %	1,50 %
Taux de dividende prévu	2,26 %	2,66 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	37 %	35 %

B. RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la participation de la Société au régime s'élevait à 1 M\$ (1 M\$ en 2019).

C. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquière sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2020, la Société avait émis un total de 626 324 UAR (573 372 UAR en 2019), pour une juste valeur de 3 M\$ (moins de 1 M\$ en 2019). En 2020, la Société a payé moins de 1 M\$ pour les UAR (nul en 2019).

D. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes, dirigeants et employés clés leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou quittent la Société, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2020, la Société avait un total de 684 454 UAD en circulation (607 193 UAD en 2019), représentant un passif de 12 M\$ (9 M\$ en 2019). En 2020, la Société a payé 2 M\$ pour les UAD (nul en 2019). Au 15 janvier 2021, la Société a émis 62 457 UAD.

NOTE 22

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	ÉCARTS DE CONVERSION	VARIATION NETTE DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL
Exercice terminé le 31 décembre 2019			
Montant net au début	2	—	2
Autres éléments du résultat global	(17)	(2)	(19)
Montant net à la fin	(15)	(2)	(17)
Exercice terminé le 31 décembre 2020			
Montant net au début	(15)	(2)	(17)
Autres éléments du résultat global	(13)	2	(11)
Montant net à la fin	(28)	—	(28)

NOTE 23

COÛT DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Matières premières	1 754	1 682
Salaires et avantages	831	812
Énergie	298	327
Livraison	533	525
Amortissement	299	289
Autres	606	597
	4 321	4 232

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Salaires et avantages	349	332
Technologies de l'information	26	34
Publicité et marketing	15	15
Autres	70	72
	460	453

NOTE 24

CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Salaires et avantages	23	1 180	1 144
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	21 A	1	1
Régimes de retraite à prestations déterminées	18	8	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées	18	33	29
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18	5	6
		1 227	1 187

En 2020, la Société a reçu 3 M\$ du programme d'aide « Subventions salariales d'urgence du Canada », qui ont été comptabilisés dans les « Salaires et avantages ».

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Salaires et autres avantages à court terme	14	11
Avantages postérieurs à l'emploi	2	1
Paiements fondés sur des actions	7	5
	23	17

NOTE 25

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2020

(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Gain sur cession d'une participation	—	—	(3)	(3)	—	—	(3)
Gain sur cession d'actifs	(45)	—	—	(45)	(2)	—	(47)
Provisions environnementales	—	—	5	5	2	—	7
	(45)	—	2	(43)	—	—	(43)

2019

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
		CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Perte (gain) sur acquisition d'entreprises et cession et frais de transaction afférents	5	—	—	1	1	(25)	9	(15)
Gain sur reprise de passif et gain sur règlement de litige		(10)	—	—	(10)	—	(5)	(15)
Perte sur cession d'actifs		2	—	—	2	—	—	2
Provisions environnementales		—	—	—	—	—	4	4
		(8)	—	1	(7)	(25)	8	(24)

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 40 M\$ provenant de la vente d'un bâtiment et du terrain de son usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicomis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des produits spécialisés a comptabilisé des provisions environnementales de 5 M\$ liées à des usines au Canada qui ont été fermées ces dernières années.

Le secteur des produits spécialisés a également enregistré un gain de 3 M\$ à la vente d'un placement en actions d'une entreprise associée non stratégique.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 2 M\$ sur la vente d'actifs d'une usine fermée et une provision environnementale de 2 M\$ liée aux usines fermées aux États-Unis.

2019

Le locataire de nos installations situées à Bear Island, en Virginie, a mis fin au bail. Ainsi, le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 10 M\$ à la suite du renversement de passifs relatifs au contrat d'incitatifs à la location et à des sommes prévues pour l'entretien du site. À la suite de la résiliation du contrat de location, le secteur a comptabilisé une perte de 4 M\$ sur la cession d'équipements de papier journal qui ne sont plus nécessaires.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 2 M\$ provenant de la vente du bâtiment et du terrain d'une usine fermée.

Le secteur des produits spécialisés a conclu la vente de son usine située en France qui est un convertisseur d'emballage en carton destiné à l'industrie du papier, et a enregistré une perte de 1 M\$. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 25 M\$ dans le cadre de l'acquisition des activités d'Orchids Paper Products Company. Les activités corporatives ont engagé des frais de transaction de 9 M\$ dans le cadre de l'acquisition d'Orchids. Voir la Note 5 pour plus de détails.

Une provision environnementale de 4 M\$ liée à une usine vendue et pour laquelle la Société a conservé une responsabilité environnementale a été enregistrée par les activités corporatives.

Les activités corporatives ont enregistré un gain de 5 M\$ à la suite du règlement d'un litige en lien avec une inondation survenue il y a plusieurs années dans notre usine de papiers fins de St-Jérôme, Québec, au Canada, qui a été vendue depuis.

NOTE 26

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

A. BAISSE DE VALEUR DES PIÈCES DE RECHANGE ET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 39 M\$ en 2020 et 69 M\$ en 2019. La valeur recouvrable des UGT a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente basée sur la méthode du revenu, à l'exception de certaines situations indiquées ci-dessous. Le niveau 2 est utilisé pour mesurer la juste valeur. Les baisses de valeur se détaillent comme suit :

							2020
PRODUITS D'EMBALLAGE							
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL	PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
Pièces de rechange	—	—	—	—	12	—	12
Immobilisations corporelles	6	9	—	15	11	1	27
	6	9	—	15	23	1	39

							2019
PRODUITS D'EMBALLAGE							
(en millions de dollars canadiens)	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL	PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
Pièces de rechange	—	—	1	1	2	—	3
Immobilisations corporelles	5	13	—	18	33	—	51
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie limitée	—	1	—	1	—	14	15
	5	14	1	20	35	14	69

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 6 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 9 M\$ sur certains actifs, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 13 M\$ sur les actifs de certaines usines, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable à la suite de la situation économique actuelle et d'une baisse de la demande dans le sous-secteur des produits hors foyer qui souffrent des répercussions de la pandémie de la COVID-19.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable.

2019

À la suite de la résiliation du contrat de location de notre installation de Bear Island, décrite à la Note 25, le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur certains actifs qui ne seront pas utilisés dans le futur.

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur 13 M\$ sur les actifs de son usine de La Rochette, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. Des inefficacités de production durables ont conduit à une rentabilité insuffisante pour soutenir la valeur comptable des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur certains équipements de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 5 M\$ sur des actifs inutilisés à la suite de la révision de leur valeur recouvrable basée sur le prix de vente estimé.

À la suite de la révision de la valeur recouvrable sur certains équipements et sur des pièces de rechange des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 7 M\$. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020.

Le secteur des papiers tissu a enregistré une baisse de valeur de 23 M\$ sur les actifs des installations de conversion de Waterford, situé à New York, aux États-Unis et de Kingman, situé en Arizona, aux États-Unis, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. Des inefficacités de production durables ont conduit à une rentabilité insuffisante pour soutenir la valeur comptable des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé.

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 472 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à ce secteur.
- L'écart d'acquisition du secteur des produits spécialisés est affecté aux sous-secteurs des partitions pour un montant de 3 M\$.
- L'écart d'acquisition de 36 M\$ du secteur des papiers tissu est affecté à ce secteur.
- L'écart d'acquisition de 7 M\$ du secteur carton plat Europe est affecté à ce secteur.
- Les droits d'eau de 4 M\$ sont affectés au secteur carton plat Europe.

Annuellement, la Société doit effectuer un test de baisse de valeur pour tous ses écarts d'acquisition. Le calcul détaillé le plus récent d'une période précédente peut être utilisé lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- les actifs et les passifs composant l'unité n'ont pas changé de façon significative depuis le dernier calcul de la valeur recouvrable;
- le dernier calcul de la valeur recouvrable a donné lieu à un montant qui a dépassé la valeur comptable de l'unité par une marge substantielle; et
- sur la base de l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis le plus récent calcul de la valeur recouvrable, la probabilité qu'une détermination de la valeur recouvrable actuelle soit inférieure à la valeur comptable actuelle de l'unité est faible.

Les trois conditions étaient remplies pour le secteur de l'emballage carton-caisse et pour le secteur des papiers tissu.

2019

Le secteur plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 1 \$ million sur les actifs incorporels.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 14 M\$ sur les écarts d'acquisition et sur les autres actifs incorporels des activités de récupération et de recyclage. Leur valeur recouvrable a été établie sur la juste valeur marchande des immobilisations corporelles.

C. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Les frais de restructuration se détaillent comme suit :

2020							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	4	—	—	4	7	2	13

2019							
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE				PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	CARTON PLAT EUROPE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	1	—	1	2	7	—	9

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ suite à l'annonce de la fermeture de son usine de conversion d'Etobicoke, en Ontario, au Canada, qui devrait fermer définitivement au plus tard le 31 août 2021.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré un gain de 2 M\$ lié au renversement d'une provision reliée à une usine vendue les années précédentes.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration totalisant 4 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ découlant de l'annonce de la fermeture des usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie et de Waterford, situé à New York, aux États-Unis.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

2019

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de changements dans l'équipe de direction de certaines usines.

Le secteur des produits spécialisés a enregistré des frais de restructuration s'élevant à 1 M\$ découlant de la fermeture de son usine de fabrication d'endos de couvre-plancher située à Trois-Rivières, Québec, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a engagé 5 M\$ de frais de restructuration liés à la fermeture prochaine de deux machines à papier tissu en Ontario, au Canada, et à des changements dans la haute direction du secteur. De plus, des frais de restructuration de 2 M\$ liés à la fermeture des installations de conversion d'Arizona et de Waterford, aux États-Unis, ont été enregistrés. Les fermetures de ces installations ont eu lieu au cours du deuxième trimestre 2020.

NOTE 27

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2020	2019
Comptes débiteurs	(51)	76
Impôts débiteurs	10	(3)
Stocks	30	3
Comptes créditeurs et charges à payer	50	(19)
Impôts créditeurs	(19)	2
	20	59

B. FRAIS DE FINANCEMENT ET CHARGE (PRODUIT) D'INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL ET AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2020	2019
Intérêts sur la dette à long terme (incluant les intérêts sur les contrats de location)	14(b)	95	91
Revenus d'intérêts		(1)	(1)
Amortissement des frais financiers		4	4
Autres intérêts et frais bancaires		7	7
Charge d'intérêts sur avantages du personnel		4	6
Charge (produit) d'intérêts sur autres passifs		(11)	36
		98	143

Charge (produit) d'intérêts sur autres passifs

En 2020, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 13 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 1 M\$ en 2019, sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island, parce qu'elle n'a pas été exercée.

En 2020, la Société a également comptabilisé une perte non réalisée de 2 M\$ relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

En 2019, la charge s'explique principalement par la réévaluation de la juste valeur enregistrée comptabilisée sur l'option de vente de la CDPQ sur son investissement dans Greenpac, s'élevant à 35 M\$ en raison de l'amélioration de la performance financière de Greenpac au cours de l'année.

C. TOTAL DE LA DETTE NETTE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2019		(123)	16	1 876	1 769
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(41)	—	—	(41)
Emprunts et avances bancaires		—	(5)	—	(5)
Évolution des crédits bancaires		—	—	39	39
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais de financement	13	—	—	1 026	1 026
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(776)	(776)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	6	6
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(125)	(125)
Variations non monétaires					
Adoption de IFRS 16		—	—	99	99
Cession d'entreprise	5	—	—	(6)	(6)
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(43)	(43)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts		—	—	50	50
Amortissement des frais de financement		—	—	4	4
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	3	3
Autres		—	—	2	2
Écarts de conversion		9	—	(48)	(39)
Au 31 décembre 2019		(155)	11	2 107	1 963
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(228)	—	—	(228)
Emprunts et avances bancaires		—	1	—	1
Évolution des crédits bancaires		—	—	(131)	(131)
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais de financement	13	—	—	409	409
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(264)	(264)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	33	33
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(156)	(156)
Variations non monétaires					
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(17)	(17)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et acquisitions incluses dans les autres emprunts		—	—	65	65
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(3)	(3)
Amortissement des frais de financement		—	—	3	3
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	2	2
Autres		—	—	7	7
Écarts de conversion		(1)	—	(4)	(5)
Au 31 décembre 2020		(384)	12	2 051	1 679

NOTE 28 ENGAGEMENTS

Les dépenses en immobilisations corporelles, en actifs incorporels et en contrats de service qui sont contractées à la fin de l'exercice, mais non encourues, sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2020			2019		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS
Moins d'un an	50	8	17	48	9	4
Plus d'un an mais moins de cinq ans	2	1	10	—	3	6
Plus de cinq ans	—	—	1	—	—	2
	52	9	28	48	12	12

Accords préliminaires pour l'acquisition

Le 30 septembre 2020, le secteur carton plat Europe, par le biais de sa participation dans Reno de Medici SpA, a annoncé avoir signé quatre accords préliminaires pour l'acquisition de 100 % du capital social de Papelera del Principado SA (« Paprinsa ») et trois sociétés attenantes plus petites, en Espagne. Les accords portent sur l'acquisition de l'un des principaux acteurs européens de l'industrie du carton aggloméré couché pour un prix basé sur la valeur d'entreprise pouvant varier entre 27 M€ (42 M\$) et 33 M€ (51 M\$). La transaction devrait être conclue au premier trimestre 2021.

NOTE 29

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ENTREPRISES ASSOCIÉES
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020		
Ventes aux parties liées	191	74
Achats auprès des parties liées	34	50
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019		
Ventes aux parties liées	176	72
Achats auprès des parties liées	32	55

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la date de clôture :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	10	8
Entreprises associées	23	19
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	5	3
Entreprises associées	3	1

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.

NOTE 30

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 février 2021, Reno de Medici SpA, une filiale de la Société du secteur carton plat Europe, a annoncé la signature d'une option de vente de sa filiale française, qui produit des cartons à partir de fibres vierges. La transaction devrait se conclure à la fin du deuxième trimestre de 2021 et la valeur totale de l'entreprise est fixée à 29 M€ (45 M\$). La transaction n'entraînera pas de gain ou de perte significatif lors de la cession et entraînera l'abandon des activités.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration et la direction de Cascades estiment qu'une régie d'entreprise de qualité contribue à l'exploitation efficace de la Société et au maintien de la confiance de ses investisseurs. Cascades revoit donc régulièrement ses pratiques en la matière, et ce, tant pour se conformer à la législation applicable que pour améliorer l'efficacité de la Société.

C'est le conseil d'administration qui veille, entre autres choses, à la bonne gouvernance d'une entreprise. Par conséquent, sa composition doit être déterminée avec soin. Cascades peut compter sur des administrateurs chevronnés et reconnaît l'importance des administrateurs indépendants. En effet, parmi les treize membres actuels de son conseil, neuf étaient indépendants en date du 31 décembre 2020. Ces derniers se rencontrent au moins une fois par année sans la présence des administrateurs non indépendants ni des membres de la haute direction. De plus, afin que les nouveaux arrivants au conseil se familiarisent avec les activités, les enjeux et les défis de la Société, Cascades leur offre un programme d'orientation et de formation.



1 Alain Lemaire
Président exécutif du conseil d'administration
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 1967
Non indépendant

2 Louis Garneau
Président, Louis Garneau Sports inc.
Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) Canada
Administrateur depuis 1996
Indépendant

3 Sylvie Lemaire
Administratrice de sociétés
Otterburn Park (Québec) Canada
Administratrice depuis 1999
Non indépendante

4 Élise Pelletier
Administratrice de sociétés
Sutton (Québec) Canada
Administratrice depuis 2012
Indépendante

5 Sylvie Vachon
Administratrice de sociétés
Longueuil (Québec) Canada
Administratrice depuis 2013
Indépendante

6 Mario Plourde
Président et chef de la direction,
Cascades inc.
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2014
Non indépendant

7 Michelle Cormier
Associée exploitation,
Wynnchurch Capital Canada
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2016
Indépendante

8 Martin Couture
Chef de la direction,
Sanimax inc. (Canada)
Montréal (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Indépendant

9 Patrick Lemaire
Administrateur de sociétés
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Non indépendant

10 Hubert T. Lacroix
Conseiller stratégique, Blake,
Cassels & Graydon LLP
Westmount (Québec) Canada
Administrateur depuis 2019
Indépendant

11 Mélanie Dunn
Présidente et chef de la direction,
Cossette
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2019
Indépendante

12 Nelson Gentiletti
Administrateur de sociétés
Kirkland (Québec) Canada
Administrateur depuis 2019
Indépendant

13 Elif Lévesque
Chef de la direction financière,
Redevances Nomad Ltée
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2019
Indépendante

INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE — 10 ANS

Pour les exercices terminés les 31 décembre

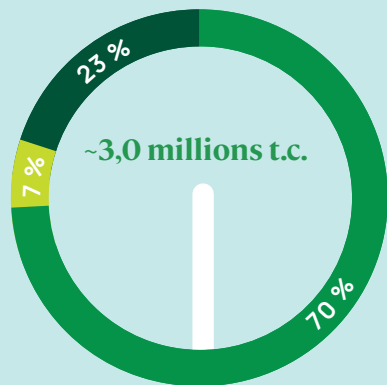
(en millions de dollars canadiens sauf les montants par action ordinaire et les ratios) (non audités)

L'information financière n'est pas redressée afin de reclasser l'impact des activités abandonnées, s'il y a lieu.

	2020	2019
Faits saillants — Résultats consolidés		
Ventes	5 157	4 996
Coût des produits vendus et charges	4 482	4 392
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA ajusté)	675	604
Amortissement	299	289
Bénéfice d'exploitation ajusté	376	315
Frais de financement et intérêts sur avantages du personnel	98	143
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(6)	(6)
Éléments spécifiques	19	68
	265	110
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	45	19
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(14)	(9)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires sans contrôle	36	28
Bénéfice net (perte nette)	198	72
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire	2,04 \$	0,77 \$
Faits saillants — Flux de trésorerie consolidés		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	587	460
Marge brute d'autofinancement	567	401
par action ordinaire	5,91 \$	4,27 \$
Paiements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	195	231
Regroupements d'entreprises et trésorerie provenant de coentreprises	2	(311)
Produits de la cession d'entreprises	—	9
Variation nette de la dette à long terme	109	(170)
Dividendes sur les actions ordinaires	31	23
par action ordinaire	0,32 \$	0,24 \$
Rendement en dividendes	2,20 %	2,10 %
Faits saillants — Bilans consolidés (aux 31 décembre)		
Actifs à court terme moins passifs à court terme	609	358
Immobilisations corporelles	2 772	2 770
Actif total	5 412	5 188
Dette à long terme totale	2 051	2 107
Part des actionnaires sans contrôle	204	177
Capitaux propres des actionnaires	1 753	1 492
par action ordinaire	17,14 \$	15,84 \$
Faits saillants boursiers		
Actions ordinaires émises et en circulation (en millions)	102,3	94,2
Volume de transactions (en millions)	74,1	47,1
Capitalisation boursière	1 488	1 056
Prix de fermeture	14,55 \$	11,21 \$
Haut	17,61 \$	13,33 \$
Bas	10,17 \$	7,87 \$
Ratios financiers clés		
Bénéfice net (perte nette) / ventes	3,80 %	1,40 %
Ventes / actif total*	1,00 x	1,00 x
Actif total / capitaux propres des actionnaires moyens	3,30 x	3,50 x
Rendement sur les capitaux propres des actionnaires	12,20 %	4,80 %
Rendement sur les actifs totaux (BEAA / actif moyen)	12,70 %	11,90 %
BEAA / ventes	13,10 %	12,10 %
BEAA / intérêts	6,90 x	4,20 x
Actifs à court terme moins passifs à court terme / ventes	11,80 %	7,20 %
Dette nette / BEAA	2,50 x	3,30 x
Dette totale / dette totale + capitaux propres des actionnaires	54,10 %	58,70 %
Cours / bénéfice net	7,10 x	14,60 x
Cours / valeur comptable	0,80 x	0,70 x

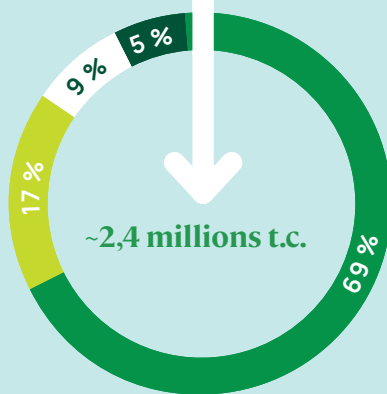
2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011
4 649	4 321	4 001	3 885	3 953	3 849	3 645	3 760
4 160	3 928	3 598	3 462	3 595	3 497	3 341	3 517
489	393	403	423	358	352	304	243
244	215	192	190	183	182	199	186
245	178	211	233	175	170	105	57
99	97	93	97	108	115	115	100
4	(23)	(22)	91	30	(2)	(8)	(4)
12	(298)	(10)	99	191	28	33	(148)
130	402	150	(54)	(154)	29	(35)	109
48	(81)	45	39	(11)	12	(4)	27
(11)	(39)	(32)	(37)	—	3	(2)	(14)
36	15	2	9	4	3	(7)	(3)
57	507	135	(65)	(147)	11	(22)	99
0,60 \$	5,35 \$	1,42 \$	(0,69) \$	(1,57) \$	0,11 \$	(0,23) \$	1,03 \$
373	173	372	270	250	232	199	115
361	260	316	307	251	226	154	121
3,82 \$	2,75 \$	3,34 \$	3,25 \$	2,67 \$	2,41 \$	1,64 \$	1,26 \$
253	178	177	156	172	136	141	110
(100)	9	16	—	—	—	14	60
—	—	—	(40)	(36)	—	—	(292)
(94)	179	153	100	88	(30)	(54)	143
15	15	15	15	15	15	15	15
0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$	0,16 \$
1,60 %	1,20 %	1,30 %	1,30 %	2,30 %	2,30 %	3,90 %	3,60 %
421	356	299	398	308	414	295	400
2 505	2 117	1 635	1 625	1 592	1 684	1 659	1 703
4 948	4 427	3 813	3 848	3 673	3 831	3 694	3 728
1 876	1 576	1 566	1 744	1 596	1 579	1 475	1 407
180	146	90	96	110	113	116	136
1 506	1 455	984	867	893	1 081	978	1 029
15,99 \$	15,32 \$	10,41 \$	9,10 \$	9,48 \$	11,52 \$	10,42 \$	10,87 \$
94,2	95,0	94,5	95,3	94,2	93,9	93,9	94,6
54,9	57,5	43,5	39,7	45,0	25,2	20,2	33,8
963	1 294	1 144	1 211	661	646	385	419
10,23 \$	13,62 \$	12,10 \$	12,71 \$	7,02 \$	6,88 \$	4,10 \$	4,43 \$
16,55 \$	18,20 \$	13,67 \$	13,00 \$	7,60 \$	6,92 \$	5,18 \$	7,75 \$
9,54 \$	11,43 \$	7,72 \$	6,49 \$	5,64 \$	4,07 \$	3,85 \$	3,51 \$
1,20 %	11,70 %	3,40 %	(1,70) %	(3,70) %	0,30 %	(0,60) %	2,60 %
0,90 x	1,00 x	1,00 x	1,00 x	1,10 x	1,00 x	1,00 x	1,00 x
3,30 x	3,60 x	4,10 x	4,40 x	3,70 x	3,70 x	3,70 x	3,30 x
3,90 %	41,60 %	14,60 %	(7,40) %	(14,90) %	1,10 %	(2,20) %	8,70 %
10,40 %	9,50 %	10,50 %	11,20 %	9,50 %	9,40 %	8,20 %	6,50 %
10,50 %	9,10 %	10,10 %	10,90 %	9,10 %	9,10 %	8,30 %	6,50 %
4,90 x	4,10 x	4,30 x	4,40 x	3,30 x	3,10 x	2,60 x	2,40 x
9,10 %	8,20 %	7,50 %	10,20 %	7,80 %	10,80 %	8,10 %	10,60 %
3,60 x	3,90 x	3,80 x	4,10 x	4,50 x	4,60 x	5,00 x	6,10 x
55,70 %	52,50 %	61,80 %	67,30 %	64,80 %	60,20 %	61,40 %	59,30 %
17,10 x	2,50 x	8,50 x	s.o.	s.o.	62,50 x	s.o.	4,30 x
0,60 x	0,90 x	1,20 x	1,40 x	0,70 x	0,60 x	0,40 x	0,40 x

Matières premières



Fibres en Amérique du Nord : utilisées, achetées ou vendues par Cascades¹

- Fibres recyclées utilisées par Cascades – 70 %
- Pâte utilisée par Cascades – 7 %
- Fibres vendues à l'extérieur – 23 %



Fibres utilisées par Cascades en Amérique du Nord

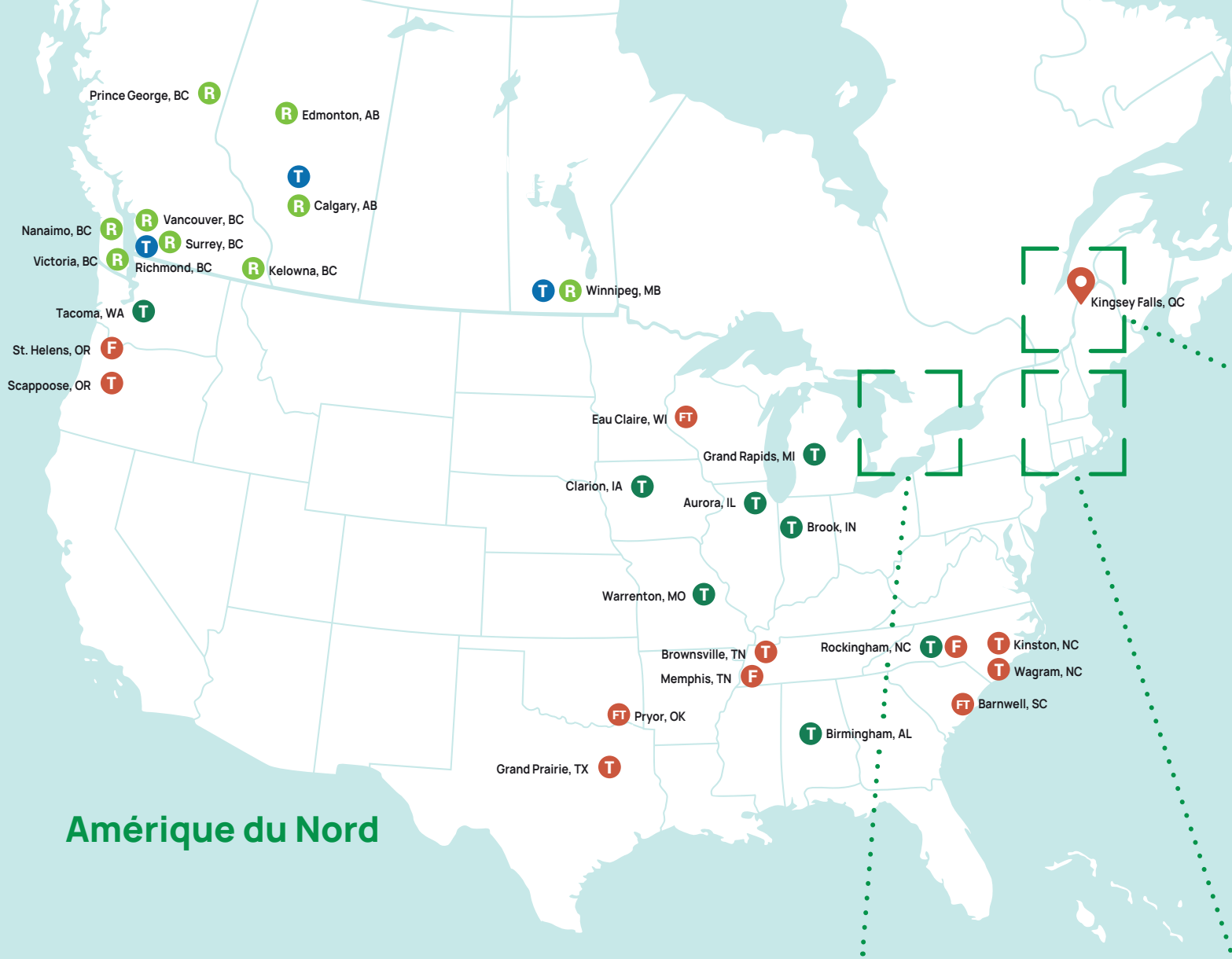
- Fibres recyclées brunes – 69 %
- Fibres recyclées blanches – 17 %
- Pâte – 9 %
- Fibres recyclées de pâte mécanique – 5 %

En Europe, Reno de Medici utilise environ 1,3 M de t.c. de fibres recyclées et vierges additionnelles dans la production annuelle de carton plat².

En outre, un total d'environ 440 000 t.c. de copeaux de bois ont été utilisées dans les opérations de l'Amérique du Nord et de carton plat en Europe² en 2020.

¹ Incluant les entreprises associées et coentreprises.

² Avec notre participation de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A.



Amérique du Nord

Cascades à travers le monde¹

Légende

- Siège social
- Emballage carton-caisse
- Carton plat Europe²
- Produits spécialisés
- Papiers tissu
- Récupération et recyclage
- Usine de fabrication
- Usine de transformation
- Usine de fabrication et de transformation
- Usine de récupération



Ontario

¹ Incluant les principales entreprises associées et les coentreprises.

² Avec notre participation de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A., une société publique italienne.



85'

unités au Canada,
aux États-Unis et en Europe

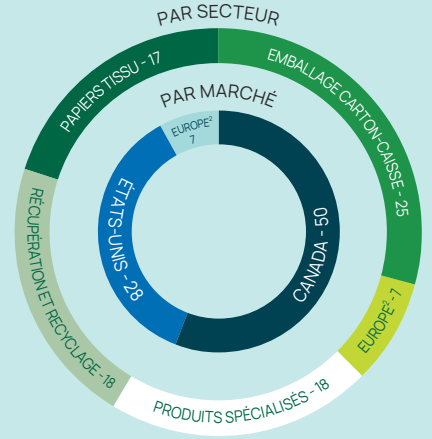


11 700

employés
dans 6 pays



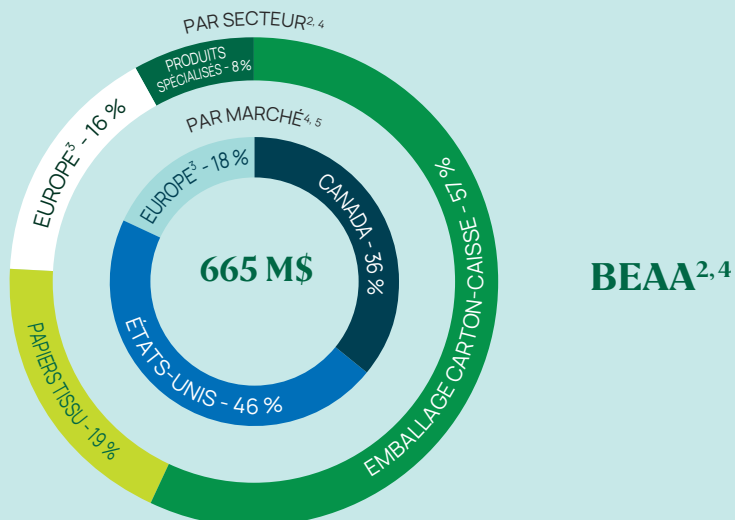
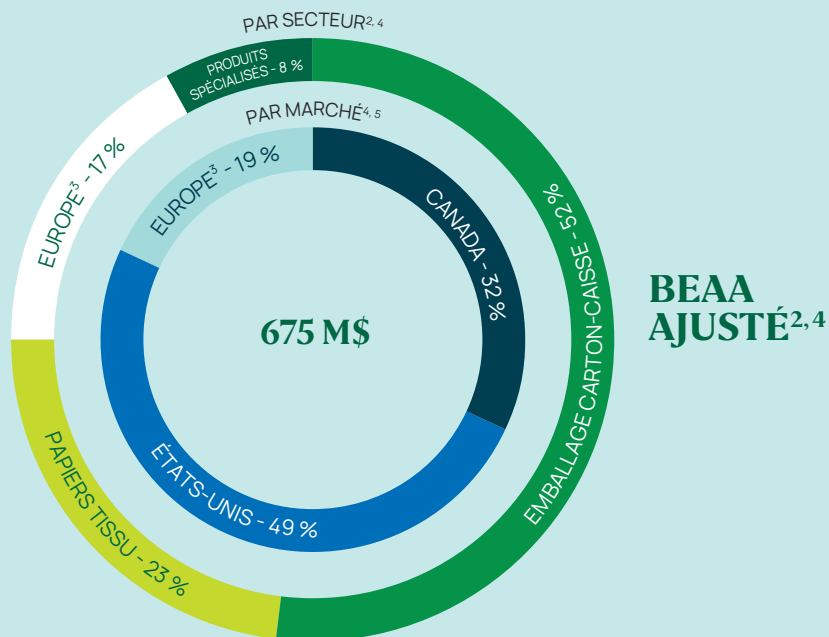
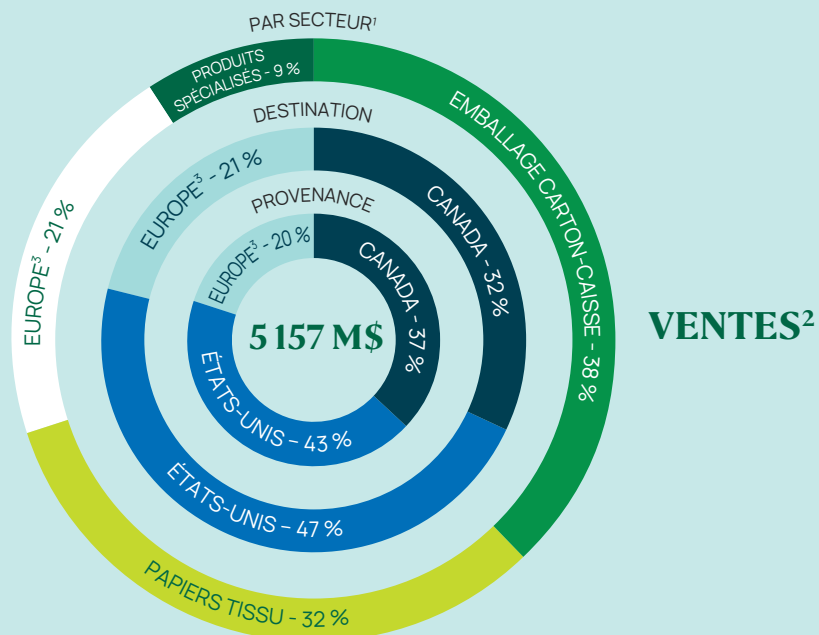
Unités de production¹



1 Incluant les entreprises associées et coentreprises.
 2 Avec notre participation de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A., une société publique italienne.



Ventilation de nos résultats



- 1 Avant les éliminations intersectorielles et activités corporatives.
- 2 Pourcentage excluant les activités corporatives.
- 3 Avec notre participation de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (en date du 31 décembre 2020), une société publique italienne.
- 4 Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS » pour plus de détails.
- 5 Incluant les activités corporatives.



cascades.com



Imprimé sur du papier **Rolland Enviro**^{MC} Satin, 120M texte et **Rolland Enviro**^{MC} Print, 160M couverture, des papiers contenant 100% de fibres postconsommation qui sont certifiés Procédé sans chlore. Ces papiers sont également certifiés FSCMD et ÉcoLogo et sont fabriqués à partir d'énergie biogaz.

Production : **Service des communications de Cascades** – Design : **Absolu** – Prépresse et impression : **Héon & Nadeau**

Photographies : **Brühmüller photographe**

Imprimé au Canada